Les Temps Modernes

2e année REVUE MENSUELLE n° 13

Octobre 1946



Rédaction, administration : 5, rue Sébastien-Bottin, Paris

Les Temps Modernes

revue mensuelle
paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur
JEAN-PAUL SARTRE

o

Le Directeur reçoit tous les mardis et vendredis de 17 h. 30 à 19 h. 30

o

La Revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés

o

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, rue Sébastien-Bottin, Paris 7e - Tél. Littré 28-91

PRIX DE VENTE AU NUMÉRO
France : 60 Fr. - Étranger : 70 Fr.

TARIFS D'ABONNEMENT

	France et Empire	Union Postale	Autres Pays
Six Mois :	325 Fr.	350 Fr.	370 Fr.

Les abonnements peuvent se régler par Chèque bancaire Mandat Carte, Mandat Poste, Chèque Postal (Paris 169.33)

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 4 Fr. 50

Les Temps Modernes

LE YOGI ET LE PROLÉTAIRE[1]

I

LES DILEMMES DE ROUBACHOF

« Voilà donc ce qu'on veut établir en France », disait un anticommuniste en refermant *le Zéro et l'Infini*. « Qu'il doit être passionnant de vivre sous ce régime ! » disait au contraire un sympathisant d'origine russe, émigré de 1905. Le premier oubliait que tous les régimes sont criminels, que le libéralisme occidental est assis sur le travail forcé des colonies et sur vingt guerres, que la mort d'un noir lynché en Louisiane, celle d'un indigène en Indonésie, en Algérie ou en Indochine, est, devant la morale, aussi peu pardonnable que celle de Roubachof, que le communisme n'invente pas la violence, qu'il la trouve établie, que la question pour le moment n'est pas de savoir si l'on accepte ou refuse la violence, mais si la violence avec laquelle on pactise est « progressive » et tend à se supprimer ou si elle tend à se perpétuer, et qu'enfin, pour en décider, il faut situer le crime dans la logique d'une situation, dans la dynamique d'un régime, dans la totalité historique à laquelle il appartient, au lieu de le juger en soi, selon la morale qu'on appelle à tort morale « pure ». Le second oubliait que la violence, — angoisse, souffrance et mort, — n'est pas belle, sinon en image, dans l'histoire écrite et dans l'art. Les hommes les plus pacifiques parlent de Richelieu ou de Napoléon sans frémir. Il faudrait imaginer comment Urbain Grandier voyait Richelieu, comment le duc d'Enghien voyait Napoléon. La distance, le poids de l'événement acquis transforment le crime en nécessité historique et la victime en songe-creux. Mais quel académicien admirateur de Richelieu tuerait de sa main Urbain Grandier? Quel administrateur tuerait de sa main les noirs qu'il fait mourir

1. Fragments d'un essai à paraître.

pour construire un chemin de fer colonial? Or le passé et le lointain ont été ou sont vécus par des hommes qui y jouaient ou y jouent leur vie unique, et les cris d'un seul condamné à mort sont inoubliables. L'anticommunisme refuse de voir que la violence est partout, le sympathisant exalté que personne ne peut la regarder en face. Ni l'un ni l'autre n'avaient bien lu *le Zéro et l'Infini* qui confronte ces deux évidences. Même s'il ne le pose pas comme il faut, le livre pose le problème de notre temps. C'est assez pour qu'il ait soulevé un intérêt passionné. C'est assez aussi pour qu'il n'ait pas été vraiment *lu*, car les questions qui nous hantent sont justement celles que nous refusons de formuler. Essayons donc de comprendre ce livre célèbre et mal connu.

Roubachof a toujours été dans l'extérieur et dans l'histoire. C'est à peine s'il a eu à fixer lui-même sa conduite : le sort des hommes et son sort personnel se jouaient devant lui, dans les choses, dans la Révolution à faire, à achever, à continuer. Qu'était-il donc lui-même sinon cet X à qui s'imposaient les tâches évidentes données avec la situation? Même le danger de mort ne pouvait le rappeler à soi : pour un révolutionnaire, la mort d'un homme ce n'est pas un monde qui finit, c'est un comportement qui se défalque. La mort n'est qu'un cas particulier ou un cas-limite de l'inactivité historique, et c'est pourquoi les révolutionnaires ne disaient pas d'un adversaire qu'il était mort, mais qu'il avait été « physiquement supprimé ». Pour Roubachof et ses camarades, le Je était si irréel à la fois et si indécent qu'ils l'appelaient par dérision la « fiction grammaticale ». Humanité, valeurs, vertus, réconciliation de l'homme avec l'homme, ce n'étaient pas pour eux des fins délibérées, mais des possibilités du prolétariat qu'il s'agissait de mettre au pouvoir.

Pendant des années Roubachof vit donc dans l'ignorance du subjectif. Peu importe que Richard soit un militant ancien et dévoué, s'il faiblit, s'il discute la ligne adoptée, il est un danger pour le mouvement, il sera exclu. Il ne s'agit pas de savoir si les dockers veulent ou non décharger l'essence que le pays de la Révolution envoie à un gouvernement réactionnaire : en prolongeant le boycott, le pays de la Révolution risquerait de perdre un marché. Le développement industriel du pays de la Révolution compte plus que la conscience des masses. Les chefs de la section des dockers seront exclus. Roubachof lui-même ne se traite pas mieux que les autres. Il pense que la direction du Parti se trompe, et le dit. Arrêté, il désavoue son atti-

tude d'opposition, non pas pour sauver sa vie, mais pour sauver sa vie politique et demeurer dans l'histoire où il a toujours été. On se demande comment il peut aimer Arlova. Aussi est-ce un étrange amour. Une seule fois elle lui dit : « Vous ferez toujours de moi ce que vous voudrez ». Et jamais plus rien. Pas un mot quand elle est cassée par la cellule du Parti. Pas un mot le dernier soir où elle vient chez Roubachof. Et pas un mot de Roubachof pour la défendre. Il ne parlera d'elle que pour la désavouer sur l'invitation du Parti. Honneur, déshonneur, sincérité, mensonge, ces mots n'ont pas de sens pour l'homme de l'histoire. Il n'y a que des trahisons *objectives* et des mérites *objectifs*. Le traître est celui qui *en fait* dessert le pays de la Révolution tel qu'il est, avec sa direction et son appareil. Le reste est psychologie.

La psychologie méprisée se venge. L'individu et l'État, confondus dans la jeunesse de la Révolution, reparaissent face à face. Les masses ne portent plus le régime, elles obéissent. Les décisions ne sont plus mises en discussion à la base du Parti, elles s'imposent par la discipline. La pratique n'est plus comme aux débuts de la Révolution fondée sur un examen permanent du mouvement révolutionnaire dans le monde, ni conçue comme le simple prolongement du cours spontané de l'histoire. Les théoriciens courent après les décisions du pouvoir pour leur trouver des justifications dont il se moque. Roubachof peu à peu fait connaissance avec la subjectivité qui se retranche des événements et les juge. Arrêté de nouveau, et coupé cette fois de l'action et de l'histoire, ce n'est plus seulement la voix des masses et des militants exclus qu'il croit entendre : même l'ennemi de classe reprend pour lui figure humaine. L'officier réactionnaire qui occupe la cellule voisine de la sienne, — homme à femmes, entiché d'honneur et de courage personnel, — ce n'est plus seulement l'un de ces gardes-blancs que Roubachof a fait fusiller pendant la Révolution, c'est *quelqu'un à qui l'on peut parler* en frappant des coups sur le mur, dans le langage de tous les prisonniers du monde. Roubachof voit pour la première fois la Révolution dans la perspective du garde-blanc et il éprouve que personne ne peut se sentir juste sous le regard de ceux à qui il a fait violence. Il « comprend » la haine des gardes-blancs, il « pardonne », mais dès lors même son passé révolutionnaire est remis en question. Et pourtant, c'est justement pour libérer les hommes qu'il a fait violence à des hommes. Il ne pense pas avoir eu tort. Mais il n'est plus innocent. Restent tous ces regards qu'il a

fallu éteindre. Reste une autre instance que celle de l'histoire et de la tâche révolutionnaire, un autre critère que celui de la raison tout occupée au calcul de l'efficacité. Reste le besoin de subir ce qu'on a fait subir aux autres, pour rétablir avec eux une réciprocité et une communication dont l'action révolutionnaire ne s'accommode pas. Roubachof mourra en opposant, silencieusement, comme tous ceux qu'en son temps il a fait exécuter.

Cependant, si ce sont les hommes qui comptent, pourquoi serait-il plus fidèle aux morts qu'aux vivants? Hors de la prison, il y a tous ceux qui, bon gré mal gré, suivent un chemin où Roubachof les a engagés. S'il meurt en silence, il quitte ces hommes avec qui il s'est battu, et sa mort ne les éclairera pas. D'ailleurs, quel autre chemin leur montrer? N'est-ce pas de proche en proche et peu à peu qu'on en est venu à la nouvelle politique? Rompre avec le régime, ce serait désavouer le passé révolutionnaire d'où il est issu. Or, chaque fois qu'il pense à 1917, c'est pour Roubachof une évidence qu'il fallait faire la révolution, et, dans les mêmes conditions, il la ferait encore, même sachant où elle conduit. Si l'on assume le passé, il faut assumer le présent. Pour mourir en silence, Roubachof aurait d'abord à changer de morale : il lui faudrait faire prévaloir sur l'action dans le monde et dans l'histoire, le vertige du « témoignage », l'affirmation immédiate et folle des valeurs. Témoignage devant qui? Pendant toute sa jeunesse, il a appris que le recours à cette instance supra-terrestre était la plus subtile des mystifications, puisqu'elle nous autorise à délaisser les hommes existants et nous fait quitter la moralité effective pour une moralité de rêve. Il a appris que la vraie morale se moque de la morale, que la seule manière de rester fidèle aux valeurs est de se tourner vers le dehors pour y obtenir, comme disait Hegel, « la réalité de l'idée morale », et que la voie courte du sentiment immédiat est celle de l'immoralité. C'est au nom des exigences de l'histoire qu'il a autrefois défendu la dictature et ses violences contre les belles âmes. Que pourrait-il répondre aujourd'hui quand on lui relit ses discours? Que la dictature d'autrefois fondait ses décisions sur une analyse théorique et sur une libre discussion des perspectives? C'est vrai, mais, la ligne une fois choisie, il fallait obéir, et la dictature de la vérité, pour ceux qui ne la voient pas clairement, n'est pas différente de l'autorité nue. Quand on a défendu la première, il faut accepter la seconde. Et si le durcissement même de la dictature, si la renonciation à la théorie étaient imposés par la situation mondiale? Roubachof capitulera.

Dès qu'il revient à la dure règle marxiste qui oblige à définir un homme non par ses intentions, mais par ce qu'il fait, et une conduite non par par son sens subjectif, mais par son sens objectif, de nouveau le tableau de sa vie est transformé. D'abord parce que des pensées, des paroles qui, prises une à une, demeuraient dans l'indétermination du subjectif, se fortifient l'une l'autre et forment système. Les témoignages à charge sont bien loin d'être faux. Roubachof remarque même que certaines circonstances, certains dialogues y sont méticuleusement rapportés. S'il y a mensonge, c'est justement dans cette exactitude et en ceci qu'une phrase ou une idée de l'instant sont pour toujours figées sur le papier. Mais est-ce même un mensonge? On est en droit d'imputer à Roubachof non seulement quelques réflexions sarcastiques, quelques paroles d'humeur, mais encore ce qu'elles sont devenues dans l'esprit des jeunes gens qui l'écoutaient, et qui, moins fatigués que lui, plus que lui-même fidèles à sa jeunesse, ont conduit ses pensées jusqu'à leur conséquence pratique et jusqu'au complot. Après tout, se dit Roubachof, regardant ce garçon devant lui qui l'accuse, peut-être est-il la vérité de ce que je pensais. Roubachof n'a jamais recommandé le terrorisme, et, quand il parlait d'user de violence contre la direction du parti, il ne s'agissait que de violence politique. Mais violence politique signifie arrestation, et que se passe-t-il quand celui qu'on vient d'arrêter se défend? Roubachof n'a jamais été au service d'un pays étranger. Mais, puisqu'il pensait vaguement à renverser la direction du parti, il lui fallait au moins prévoir la réaction des pays voisins et peut-être même la désarmer d'avance. De là cette brève conversation avec un diplomate étranger où aucun marché n'a été conclu, où tout est resté au conditionnel et sur le ton du badinage, mais où le prix d'une neutralité bienveillante s'est trouvé indiqué. Bien entendu, pour Roubachof, il ne s'agissait que de sacrifier éventuellement une province pour sauver l'avenir de la Révolution, mais, pour le diplomate étranger, il s'agissait d'affaiblir et de démembrer le pays de la Révolution. Qui peut dire lequel des deux calculs eût été juste finalement, et si, en dernière analyse et devant l'histoire, Roubachof eût été le sauveur ou le fossoyeur de la Révolution? D'ailleurs, puisque l'histoire est polarisée, puisque la dynamique des classes interprète chaque événement en faveur de l'une ou l'autre des forces en présence, il n'y a pas de place pour des actions neutres ou indifférentes, le silence même joue son rôle et les transitions sont insensibles de

l'intention à l'acte, du moi à autrui, de l'opposition à la trahison. Enfin, *une fois arrêté*, l'opposant Roubachof *devient* en vérité un traître. Du fait même qu'elle est battue, l'opposition s'avère incapable d'établir une nouvelle direction révolutionnaire. Elle n'a été historiquement qu'une tentative contre la seule direction révolutionnaire possible, et à ce titre elle devient contre-révolution et trahison. Le résultat de la tentative reflue sur son début et en donne le sens. Si, à cette pensée tout objective, Roubachof voulait opposer ses intentions, il invoquerait en sa faveur une philosophie qu'il a toujours niée. Comment récuserait-il le jugement de la nouvelle génération qu'il a contribué à former et qui pratique sans réserve la pensée objective? Après tout, par la bouche de Gletkin, c'est Roubachof qui juge Roubachof. Voilà pourquoi finalement il signera les aveux « mensongers » que Gletkin a préparés. Il plaidait d'abord coupable d'avoir tenu une attitude *objectivement* contre-révolutionnaire. C'était sous-entendre que ses intentions demeuraient révolutionnaires. S'il laissait Gletkin « mettre les points sur les *i* » et traduire en complot contre le parti et le régime ce qui n'avait été qu'une autocritique du parti et du régime, du moins refusait-il de s'avouer espion et saboteur. Mais même cette dernière barrière est enlevée. L'honneur révolutionnaire lui-même n'est qu'une variété de la dignité bourgeoise. Roubachof est d'une génération qui a cru pouvoir réserver la violence aux ennemis du prolétariat, traiter avec humanité les prolétaires et leurs représentants, sauver l'honneur personnel dans le dévouement à la Révolution. C'est que lui et ses camarades étaient des intellectuels nés dans le loisir et formés à la culture pré-révolutionnaire. Ils avaient huit ou neuf ans quand on leur avait donné leur première montre. Ils ne s'apercevaient pas que leurs valeurs valaient dans un certain état de gratuité et d'aisance, qu'elles perdent tout sens hors de cette supposition. Ils n'avaient pas l'expérience du nécessaire et de l'urgent. Gletkin, lui, avait seize ans quand il a appris que l'heure se divisait en soixante minutes. Il est né parmi les paysans qui maintenant travaillent dans les usines. Il sait qu'on ne peut les laisser libres si l'on veut qu'ils travaillent et qu'un système de droit demeure purement nominal tant qu'on n'en a pas établi les bases matérielles. De Roubachof à Gletkin, la différence est celle d'une génération politique qui par chance avait partagé les privilèges culturels de la bourgeoisie à une génération qui est chargée d'étendre à tous la culture et d'abord d'en construire le fondement économique. La distinction de l'objectif

et du subjectif, familière à Roubachof, est ignorée de Gletkin. Mais Gletkin, c'est l'humanité consciente de ses attaches matérielles, c'est la réalité de ce que Roubachof a toujours dit. Sabotage *objectif*, trahison *objective*, — toutes réserves faites sur les intentions, — c'est encore le langage de l'ancienne culture ou celui de la culture de demain. A l'heure qu'il est, l'homme intérieur n'est plus ou n'est pas encore, on peut donc supprimer cette restriction qui serait menteuse. Il faut capituler.

Mais Roubachof n'en a pas encore fini avec lui-même. Parler devant le tribunal, s'accuser, se déshonorer, c'était encore vivre dans l'histoire. Reste l'épreuve des derniers jours de prison. Il s'est mis en règle avec l'histoire, il a conclu sa vie publique comme il l'avait commencée, il a sauvé son passé. Mais, pour quelque temps, il survit à cette vie déjà close. A moins de perdre conscience de lui-même, à moins de devenir Gletkin, comment pourrait-il se croire lui-même traître et saboteur? Il n'est pas lui-même l'histoire universelle, il est Roubachof. Il a pu une fois de plus se fondre en elle et prendre pour les autres l'aspect d'un traître, il ne saurait le faire à ses propres yeux. Du seul fait qu'il respire encore, il juge inévitablement et sa propre capitulation, puisqu'il en est l'auteur, et le système qui l'exige. Comment à présent voit-il donc sa vie? Lui et ses camarades sont partis, qu'ils le sachent ou non, de l'affirmation d'une valeur : la valeur des hommes. On ne devient pas révolutionnaire par science, mais par indignation. La science vient ensuite remplir et préciser cette protestation vide. Elle a appris à Roubachof et à ses camarades que la libération des hommes supposait une économie socialiste, ils se sont donc mis au travail. Mais il s'est trouvé que, pour édifier cette économie dans les conditions particulières au pays de la Révolution, il fallait faire souffrir les hommes plus que l'ancien régime ne les faisait souffrir, et que, pour libérer les hommes de l'avenir, il fallait opprimer les hommes d'à présent. L'œuvre entreprise avait ses exigences, si impérieuses que les perspectives étaient oubliées : « Son travail avait duré quarante ans et dès le commencement il avait oublié la question qui l'avait poussé à entreprendre cette tâche[1] ». La conscience de soi et d'autrui, qui animait l'entreprise au départ, s'était enlisée dans l'immense champ des médiations qui séparaient l'humanité immédiate de sa réalisation future. Ayant fait tout ce qu'il avait à faire, rien d'étonnant si Roubachof est contraint à un *retour sur soi*, s'il se livre à cette

1. P. 282.

autre et extraordinaire expérience encore inconnue de lui, et qui consiste à se saisir de l'intérieur comme conscience, — comme un être sans lieu et sans date, une lumière dont dépend toute manifestation et toute chose concevable, et devant laquelle les événements, les douleurs et les joies sont indifférents, enfin comme participation d'un infini. C'est devant cet infini qu'à présent il se sent comptable et coupable. Le chemin que Hegel avait tracé, dans la *Phénoménologie*, de la mort ou de la conscience à l'Histoire, il le suit en sens inverse, maintenant que l'histoire est pour lui finie. Pour rester fidèle au sentiment immédiat d'humanité, peut-être aurait-il fallu renoncer à construire un État nouveau? Peut-être valait-il mieux agir en homme moral et témoigner chaque jour pour l'humanité intérieure? « Peut-être qu'il ne convenait pas à l'homme de suivre chacune de ses pensées jusqu'à ses conclusions logiques [1] » « Peut-être qu'il ne convenait pas à l'humanité de naviguer sans lest. Et peut-être que la raison livrée à elle-même était une boussole faussée, conduisant par de tortueux méandres, si bien que le but finissait par disparaître dans la brume[2] ». Enfermé dans l'évidence intérieure, dégagé du monde, il ne peut plus trouver aucun sens à sa conduite durant le procès, ni à sa mort. Est-ce maintenant qu'il voit plus clair, ou bien était-ce devant le tribunal? « Il était un homme qui a perdu son ombre, libre de toute entrave... » On peut se demander quel sens il y a à réfléchir sur l'histoire quand on n'a plus d'ombre historique, à réfléchir sur la vie quand on en est exclu. Est-ce dans la vie ou devant la mort qu'on comprend le mieux la vie? Remis en liberté à l'instant et réintégré dans le Parti, comment conduirait-il sa vie, puisque, tant qu'il en a disposé et dernièrement encore devant le tribunal, il a refusé de prêter sa voix à l'homme intérieur? Les méditations finales de Roubachof nous donnent-elles une formule de vie différente de celle qu'il a suivie de son vivant? N'expriment-elles pas plutôt la protestation irréductible de la subjectivité contre une aventure avec laquelle elle ne saurait se réconcilier, mais où elle s'est engagée pour des raisons toujours valables? Même à ses dernières heures, Roubachof ne désavoue pas la Révolution : « Peut-être la Révolution était-elle venue avant terme, avorton aux membres monstrueusement difformes. Peut-être tout tenait-il à quelque grave erreur chronologique[3]. » Et peut-être, sur les bases matérielles enfin établies, une société serait-elle possible plus tard

1. P. 285.
2. P. 287.
3. P. 286.

où les moyens soient homogènes aux fins et où l'individu, au lieu d'être annulé par l'intérêt collectif, rejoigne les autres individus et constitue avec eux un infini terrestre[1]. Même dans les dernières pages du livre, ce n'est donc pas exactement une conclusion que Kœstler apporte. Sa conclusion personnelle, nous la trouverons ailleurs. *Le Zéro et l'Infini* se borne à décrire une situation dialectique dont Roubachof ne s'affranchit pas même par le coup de force du « sentiment océanique ». Elle consiste en ceci que l'homme ne peut obtenir dans l'extérieur la réalisation de ce qu'il se sent être intérieurement, ni s'abstenir de l'y chercher. Ou encore que l'humanisme, lorsqu'il veut s'accomplir en toute rigueur, se transforme en son contraire, c'est-à-dire en violence.

On est tenté de répondre à Kœstler que le marxisme a justement dépassé les alternatives où Roubachof se perd. Et en effet il y a bien peu de marxisme dans *le Zéro et l'Infini*, qu'il s'agisse des formules de Roubachof, de celles de Gletkin ou des jugements de Kœstler quand ils transparaissent. La solidarité de l'individu et de l'histoire que Roubachof et ses camarades éprouvaient dans la lutte révolutionnaire, ils la traduisent dans une philosophie mécaniste qui la défigure et qui est seule responsable des alternatives inhumaines auxquelles Roubachof aboutit. L'homme est pour eux le simple miroir de ce qui l'entoure, le grand homme celui dont la pensée reflète le plus exactement les conditions objectives de l'action, l'histoire, au moins en principe, une science rigoureuse. « Plus tard peut-être... on l'enseignerait au moyen de tables de statistiques auxquelles s'ajouteraient (des) coupes anatomiques. Le professeur dessinerait au tableau une formule algébrique représentant les conditions de vie des masses d'un pays donné à une époque donnée : « Citoyens, voici les facteurs objectifs qui ont conditionné ce processus historique ». Et, montrant de sa règle un paysage brumeux et grisâtre entre le second et le troisième lobe du cerveau du N° 1 : « et maintenant voici l'image subjective de ces facteurs...» [2]. » En morale comme en philosophie, Roubachof et ses camarades ont cru qu'il fallait choisir entre l'intérieur et l'extérieur : ou la conscience est tout, ou elle n'est rien. Et ils ont choisi qu'elle ne fût rien. « Il n'y a que deux conceptions de la morale humaine, et elles sont à des pôles opposés. L'une d'elles est chrétienne et humanitaire, elle déclare l'individu sacré et affirme que les règles de l'arithmétique

1. P. 288.
2. Pp. 26-27.

ne doivent pas s'appliquer aux unités humaines, — qui, dans notre équation représentent soit zéro soit l'infini. L'autre conception part du principe fondamental qu'une fin collective justifie tous les moyens, et non seulement permet mais exige que l'individu soit en toute façon subordonné et sacrifié à la communauté, — laquelle peut disposer de lui soit comme d'un cobaye qui sert à une expérience, soit comme de l'agneau que l'on offre en sacrifice[1]. » Beaucoup plus que par Marx, c'est par Comte (et par la première philosophie de Comte) que Roubachof et ses camarades se laissent ici guider. L'homme d'État est un ingénieur qui, pour atteindre un résultat, emploie les instruments utiles. La logique qu'il suit, ce n'est pas cette logique vivante de l'histoire que Marx avait décrite et qui s'exprime indivisiblement par les nécessités objectives et *par le mouvement spontané des masses*, — c'est la logique sommaire du technicien qui n'a affaire qu'à des objets inertes et les manie à son gré. Le résultat à atteindre étant le pouvoir du prolétariat, représenté par le parti, les hommes sont les instruments du parti. « La direction du parti fait erreur » disait à Roubachof un militant allemand après l'échec de la révolution allemande. « Toi et moi, répond Roubachof, nous pouvons nous tromper, mais pas le parti[2]. » La réponse serait marxiste si elle voulait dire que les résolutions prises après discussion sont obligatoires, parce qu'elles expriment l'état effectif de la Révolution dans le monde et la manière dont cette situation est vécue par les masses, — et qu'elles sont ainsi, dans une philosophie marxiste de l'histoire, la dernière instance concevable pour l'individu. Mais la réponse de Roubachof, n'est pas marxiste si elle prête au parti l'infaillibilité divine; puisque le parti *délibère*, c'est qu'il n'y a pas ici de preuve géométrique et que la ligne n'est pas évidente. Puisqu'il y a des *tournants*, c'est qu'à certains moments la ligne adoptée doit être reconsidérée, et que, prolongée dans la même direction, elle deviendrait une erreur.

Dans la pensée de Roubachof et dans le communisme à la Kœstler, l'histoire cesse d'être ce qu'elle était pour Marx : la réalisation visible des valeurs humaines par un processus qui comporte des détours dialectiques, mais qui du moins ne saurait tourner le dos à ses fins. Elle n'est plus l'atmosphère vitale de l'homme, la réponse à ses vœux, le lieu de la fraternité révolutionnaire. Elle devient une force extérieure dont le sens est ignoré de l'individu, la pure puis-

1. P. 177.
2. P. 55.

sance du fait. « Tout ce qui est réel est rationnel », la fameuse formule hégélienne qui n'empêchait pas Marx de réserver le rôle de la conscience dans l'achèvement du processus révolutionnaire et qui pour un marxiste est une invitation à comprendre le cours des choses et à le modifier en le comprenant, Roubachof l'interprète comme une justification pêle-mêle de tout ce qui est, au nom d'une histoire qui sait mieux que nous où elle va. Au lieu que le « réel » compris devienne transparent pour la raison, le rationnel s'efface devant l'opacité du réel et le jugement cède la place à l'adoration d'un dieu inconnu. « L'Histoire ne connaît ni scrupules, ni hésitations. Inerte et infaillible, elle coule vers son but. A chaque courbe de son cours, elle dépose la boue qu'elle charrie et les cadavres des noyés. L'Histoire connaît son chemin. Elle ne commet pas d'erreurs[1]. » Marx, lui, écrivait : « Ce n'est pas l'histoire qui utilise l'homme pour réaliser ses fins, — comme si elle était une personne indépendante, — elle n'est rien que l'activité de l'homme poursuivant ses fins. »

Évidemment Roubachof sait bien que, de cette Histoire toute déterminée, personne ne connaît jamais que des fragments, dans cette histoire-objet il y a pour chacun de nous des lacunes, chacun de nous n'en possède qu'une « image subjective » qu'il n'est pas en mesure de confronter avec l'Histoire en soi toujours supposée par delà l'humanité. Mais de ce fait qu'une histoire en soi est pour nous comme rien, Kœstler ne conclut pas qu'il faut abandonner le mythe réaliste. Il le projette seulement dans l'avenir, et, en attendant l'heureux jour où nous connaîtrons de science certaine la totalité de l'histoire, il nous abandonne à nos divergences et à nos conflits. C'est dans un avenir très lointain que la science sera en mesure d'éliminer les éléments subjectifs de nos appréciations et de construire une représentation tout objective de nos rapports avec l'histoire. « Tant qu'on n'en (sera) pas là, la politique ne (sera) jamais qu'un dilettantisme sanglant, que pure superstition et magie noire[2]. » Ce sera un pari. « Entre temps, il faut bien agir à crédit et vendre son âme au diable dans l'espoir d'obtenir l'absolution de l'histoire[3]. » Le marxisme avait vu qu'inévitablement notre connaissance de l'histoire est partiale, chaque conscience étant elle-même historiquement située, mais au lieu d'en conclure que nous sommes enfermés dans la subjectivité et voués à la magie

1. P. 55.
2. P. 29.
3. P. 113.

dès que nous voulons agir au dehors, il trouvait, par delà la connaissance scientifique et son rêve de vérité impersonnelle, un nouveau fondement pour la vérité historique dans la logique spontanée de notre existence, dans la reconnaissance du prolétaire par le prolétaire et dans la croissance effective de la révolution. Il reposait sur cette profonde idée que les vues humaines, toutes relatives qu'elles soient, sont l'absolu même parce qu'il n'y a rien d'autre et aucun destin. Par notre praxis totale, sinon par notre connaissance, nous touchons l'absolu, ou plutôt la *praxis* interhumaine est l'absolu. Roubachof n'a aucune idée de cette sagesse marxiste qui règle la connaissance sur la praxis et éclaire la praxis par la connaissance, forme le prolétariat par la discussion théorique et soumet les vues théoriques à l'assentiment du prolétariat organisé. Il ne soupçonne pas cet art marxiste des grands hommes de 1917 qui déchiffre l'histoire à mesure qu'elle se fait et en prolonge les indications par des décisions qui demeurent à égale distance de la folie subjective et de l'*amor fati*. A la direction du parti, il n'oppose pas une autre ligne, une autre interprétation de l'histoire, mais seulement le souvenir d'Arlova, l'image de Richard ou du petit Lœwy, — des émotions, des malaises, des états de conscience qui n'entament pas sa foi fondamentale en une *sagesse du fait*. Or cette foi rend inutile toute opinion et désarme par avance Roubachof. Il ne pense pas l'histoire, il en attend le jugement dans la crainte et le tremblement. « L'horreur que répandait autour de lui le N° 1 provenait avant tout de ce qu'il avait peut-être raison...[1]. » « Et après tout, si le N° 1 avait raison? S'il était en train de jeter ici, dans la crasse, le sang et le mensonge, les grandioses fondations de l'avenir? L'Histoire n'avait-elle pas toujours été un maçon inhumain et sans scrupules, faisant son mortier d'un mélange de mensonge, de sang et de boue?[2] » « *Qui* est celui qui aura raison en fin de compte? Cela ne se saura que plus tard[3]. » « Il n'y avait aucune certitude; seulement l'appel à cet oracle moqueur qu'ils dénommaient l'Histoire et qui ne rendait sa sentence que lorsque les mâchoires de l'appelant étaient depuis longtemps retombées en poussière[4].» Cette délectation de la mort, cette passion d'obéir, comme toutes les formes du masochisme, est éphémère et ambiguë. Elle alternera donc avec la passion de commander ou avec les beaux sentiments sans pudeur.

1. P. 24.
2. P. 145.
3. P. 113.
4. P. 24.

et Roubachof sera toujours prêt à passer d'une attitude à l'autre, toujours sur le point de trahir. La première violence, fondement de toutes les autres, c'est celle qu'exerce l'Histoire en soi, la Volonté incompréhensible devant laquelle toutes les vues individuelles s'équivalent comme des hypothèses également fragiles. S'il avait une bonne fois critiqué l'idée d'une histoire tout objective et déterminée et reconnu comme la seule histoire dont nous puissions parler celle dont nous construisons l'image et l'avenir par des interprétations méthodiques et créatrices à la fois, Roubachof aurait pu garder à ses opinions ou à celles du N° 1 leur pleine valeur de conjectures probables et sortir du labyrinthe de la trahison et des reniements. Loin de lester l'individu d'un contrepoids objectif, le mythe scientiste discrédite son effort de pensée au nom d'une Histoire en soi insaisissable et ne lui laisse d'autre ressource que d'osciller entre la révolte et la passivité.

Un épisode du livre entre tous montre à quel point Kœstler est étranger au marxisme. C'est au moment où Roubachof, rentré dans sa cellule, motive sa capitulation par des thèses sur la « loi de maturité relative ». Dans un document adressé au Comité Central, il démontre que, chaque progrès technique rendant opaque pour les masses le fonctionnement de l'économie, la discussion et la démocratie, possibles à un niveau inférieur du développement, cessent pour longtemps de l'être dans une économie transformée et ne le redeviendront que beaucoup plus tard, quand les masses auront assimilé les changements intervenus et rejoint en conscience l'état objectif de la production. L'opposition qui, en période de maturité relative, avait pour fonction légitime de discuter et de faire appel aux masses, doit, en période d'immaturité relative, se rallier purement et simplement. On voit bien ce que Kœstler pense d'un raisonnement de cette sorte. Il cite parallèlement Machiavel enseignant que les mots servent à déguiser les faits, à excuser le déguisement s'il est découvert, et la célèbre parole de l'Évangile selon laquelle le chrétien doit dire *oui* ou *non*, tout ce qu'on ajoute venant du démon. C'est sous-entendre que Roubachof ment par système et s'invente après coup de bonnes raisons. C'est avouer aussi que l'on n'entend pas les problèmes marxistes. Le marxiste a reconnu la mystification de la vie intérieure, il vit dans le monde et dans l'histoire. La décision selon lui n'est pas affaire privée, elle n'est pas l'affirmation immédiate des valeurs que nous préférons, elle consiste pour nous à faire le point de notre situation dans le monde, à

nous replacer dans le cours des choses, à bien comprendre et à bien exprimer ce mouvement de l'histoire hors duquel les valeurs restent verbales et par lequel seulement elles ont chance de se réaliser. Entre l'aventurier qui décore ses palinodies de prétextes théoriques et le marxiste qui motive son ralliement par une thèse générale, il y a cette différence que le premier se met au centre du monde et que le second ne veut pas exister hors de la vérité interhumaine. Roubachof rentré dans sa cellule fait sans bassesse la théorie de sa capitulation parce que sa capitulation est elle-même motivée par la situation générale du pays de la Révolution telle qu'il l'a perçue de nouveau dans sa conversation avec Ivanov. Ce qu'on pourrait seulement lui objecter, c'est que même cette vue « objective » de la situation historique est encore acceptée par lui, que l'individu ne peut pas se supprimer de la décision, que, même quand il croit répondre à ce que l'histoire attend de lui, c'est lui-même encore qui interprète cette attente, de sorte qu'il ne peut se décharger sur elle de sa responsabilité, qu'il y a toujours dans sa vue de la situation un risque d'erreur et une chance de partialité, et que la question demeure toujours de savoir s'il n'a pas construit ses thèses pour faire sa paix avec le Parti et parce qu'il est dur d'être seul. Si Kœstler se bornait à dire qu'une conduite fondée, non sur les impératifs abstraits de la moralité subjective, mais sur les exigences de la situation objective implique toujours un risque d'illusion et de lâcheté, sa remarque serait valable. Mais il ne pourrait en tirer aucune condamnation du marxisme, aucune réhabilitation de la « belle âme » et du moralisme. Il ne lui resterait qu'à constater : c'est ainsi, la vie humaine est ainsi faite, le marxisme exprime ces difficultés et ne les crée pas, c'est dans ce risque et cette confusion que nous avons à travailler et à faire paraître, malgré tout, une vérité. Opposer à Roubachof le « oui » et le « non » absolus du chrétien ou le « en aucun cas » du kantien, c'est simplement prouver que l'on recule devant le problème et que l'on se replie sur les positions de la bonne conscience et de la morale pharisienne. Il faut d'abord reconnaître *comme moral* le souci communiste du rôle objectif, la volonté de se voir du dehors et dans l'histoire. On n'a le droit de montrer les risques de la « moralité objective » que si l'on montre ceux de la « moralité subjective » et ostentatoire. Dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, Kœstler pose la question en termes prémarxistes. Le marxisme n'est ni la négation de la subjectivité et de l'activité humaine ni le matérialisme scientiste d'où Roubachof est parti,

— il est bien plutôt une théorie de la subjectivité concrète et de l'activité concrète, c'est-à-dire engagées dans la situation historique. Roubachof croit découvrir une contradiction mortelle, au cœur de la pensée communiste, entre fatalité et révolution. « L'individu, — dit-il, — rouage d'une horloge remontée pour l'éternité et que rien ne pouvait arrêter ou influencer, était placé sous le signe de la fatalité économique, et le Parti exigeait que le rouage se révolte contre l'horloge et en change le mouvement [1]. » Mais qui dit que l'histoire est une horloge et l'individu un rouage? Ce n'est pas Marx, c'est Kœstler. On s'étonne de ne trouver chez lui aucune trace de cette idée, pourtant banale, que l'histoire, par le fait même de sa durée, ébauche la transformation de ses propres structures, se retourne contre elle-même, change elle-même son mouvement et cela, en dernière analyse, parce que les hommes entrent en collision avec les structures qui les aliènent, parce que le sujet économique est un sujet humain. Bref Kœstler n'a jamais beaucoup réfléchi sur la simple idée d'une histoire dialectique.

Cependant le fait que Kœstler est médiocre marxiste ne nous débarrasse pas de ses problèmes et les pose au contraire d'une manière plus aiguë. Quoi qu'il en soit du marxisme théorique, le communiste Kœstler voyait dans l'Histoire un dieu insondable, ignorait l'individu et ne soupçonnait pas même cet échange du subjectif et de l'objectif qui est le secret des grands marxistes. Or le cas de Kœstler n'est pas unique et les déviations scientistes et objectivistes sont fréquentes. Même si, dans le marxisme de Marx, l'alternative du subjectif et de l'objectif est dépassée, la question est de savoir si elle l'est dans le communisme effectif, c'est-à-dire dans celui de la plupart des communistes, s'ils songent à intégrer la subjectivité ou si, comme Kœstler autrefois, ils ne préfèrent pas la nier théoriquement et pratiquement. Les erreurs mêmes de Kœstler dans sa formulation des problèmes nous conduisent aux questions suivantes : y a-t-il en fait une alternative de l'efficace et de l'humain, de l'action historique et de la moralité? Est-il vrai que nous ayons à choisir d'être Commissaire, — c'est-à-dire d'agir pour les hommes du dehors et en les traitant comme des instruments, — ou d'être Yogi, — c'est-à-dire d'inviter les hommes à une réforme tout intérieure? Est-il vrai qu'un pouvoir révolutionnaire nie l'individu, ses jugements, ses intentions, son honneur et même son honneur révolutionnaire? Est-il vrai qu'en face de lui et dans un

1. Pp. 284-285.

monde polarisé par la lutte des classes deux attitudes seulement soient possibles : docilité absolue ou trahison? Est-il vrai enfin, selon le mot fameux de Napoléon, que la politique soit la moderne tragédie où s'affrontent la vérité de l'individu et les exigences de la généralité, comme, dans la tragédie antique, la volonté du héros et le destin fixé par les dieux? Claude Morgan écrivait du *Zéro et l'Infini* que c'était un livre *provocateur*, voulant dire que Kœstler noircissait l'action révolutionnaire pour mieux la discréditer et inventait à plaisir des dilemmes déchirants. Roubachof est-il donc un personnage fictif et ses problèmes sont-ils des problèmes imaginaires?

II

L'AMBIGUITÉ DE L'HISTOIRE SELON BOUKHARINE

La question ne se poserait pas si les Procès de Moscou avaient établi les charges de sabotage et d'espionnage comme on établit un fait au laboratoire, si une série de témoignages concordants, de confrontations et de documents avaient permis de suivre mois par mois la conduite des accusés et fait apparaître le complot comme on reconstitue un crime devant la Cour d'Assises. Quoi qu'il en soit de l'instruction préparatoire, demeurée secrète, ce n'est pas en onze jours de débats [1] que le tribunal soviétique pouvait achever ce travail à l'égard de vingt-et-un accusés. Il s'est rarement engagé sur ce terrain et quand il l'a fait, comme par exemple lors du procès Zinoviev à propos de l'épisode de Copenhague, la tentative n'a pas été heureuse. Une seule fois, au procès Boukharine, les débats et les confrontations ont pris leur tournure classique, mais c'est qu'il s'agissait du coup de force projeté contre la direction révolutionnaire en 1918, et que, Vichynski prit soin de le dire, ces délits vieux de vingt ans étaient couverts par la prescription. En ce qui concerne les faits plus récents et l'opposition clandestine, ceux qui pouvaient en témoigner se trouvaient par là-même impliqués dans le procès : les seuls témoins compétents étaient des accusés [2]

1. Nous parlerons surtout du procès Boukharine, qui a eu lieu du 2 au 13 mars 1938. On sait que Roubachof a des traits physiques de Zinovief et des traits moraux de Boukharine.

2. Accusés dans le procès en cours ou réservés pour une procédure spéciale, comme le disait Vichynski dans l'Acte d'Accusation. *Compte rendu sténographique des Débats*, Moscou, 1938, p. 37.

et il en résulte que leurs dépositions ne nous fournissent jamais des renseignements à l'état brut. On y devine des amitiés et des inimitiés, la lutte des tendances pendant vingt ans de politique révolutionnaire, quelquefois la peur de la mort et la servilité. Dans les meilleurs cas, ce sont des actes politiques, des prises de position à l'égard de la direction stalinienne. Dans un procès de ce genre, tout document faisant par principe défaut, on reste dans les choses dites, à aucun moment on n'a le sentiment de toucher, à travers elles, le fait même. Quelques anecdotes ont l'air de la vérité, mais elles ne nous font connaître que l'état d'esprit des accusés. Les liaisons avec des états-majors étrangers, la constitution d'un véritable bloc oppositionnel, le délit lui-même restent inévitablement de l'ordre des « on-dit ». La culpabilité n'est pas ici le lien évident d'un geste défini avec des mobiles définis et des conséquences définies. Ce n'est pas celle du criminel dont on sait par le témoignage du concierge qu'il est venu et seul venu dans la maison du crime entre neuf heures et dix heures, par le témoignage de l'armurier qu'il a acheté, la veille du crime, un revolver de même calibre que la balle meurtrière, par le témoignage du médecin légiste enfin qu'il a été cause de mort. La trame des causes, des intentions, des moyens et des effets de l'activité oppositionnelle n'est pas reconstituée. Il n'y a que quelques faits dans une brume de significations mouvantes. En écrivant ceci, nous n'entendons pas polémiquer : nous nous bornons à énoncer ce que pouvaient être les procès de Moscou dans les conditions où ils étaient engagés, — et à formuler cette impression d'une cérémonie de langage que laisse le *Compte rendu sténographique des Débats.*

Cette remarque conduit au centre de la question. Car, s'il s'agissait d'une banale affaire de trahison payée par l'étranger, elle n'aurait pas pu rester si parfaitement clandestine. Ceux qui ont été en rapports avec la Résistance savent qu'il était beaucoup plus dangereux de travailler avec des agents mercenaires (comme le faisaient souvent les services anglais) que dans une organisation politique. Si l'activité de l'opposition a laissé peu de traces, c'est qu'il s'agissait d'une activité politique. L'accusation ne peut s'appuyer que sur quelques faits parce que les actes de l'opposition n'étaient pas immédiatement des faits de trahison ou de sabotage et ne tombaient sous le coup des lois fondamentales de l'État que moyennant une interprétation. Les procès demeurent dans le subjectif et ne s'approchent jamais de ce qu'on appelle la « vraie »

justice, objective et intemporelle, *parce qu'ils portent sur des faits encore ouverts vers l'avenir, qui donc ne sont pas encore univoques et qui ne prennent définitivement un caractère criminel qu'à condition d'être vus dans la perspective d'avenir des hommes au pouvoir.* En un mot, ce sont des actes politiques, non des opérations de connaissance. Pour dire la même chose autrement, les procès de Moscou sont de forme et de style révolutionnaires. Car être révolutionnaire, c'est juger ce qui est au nom de ce qui n'est pas encore, en le prenant comme plus réel que le réel. L'acte révolutionnaire se présente à la fois comme créateur d'histoire et vrai à l'égard du sens total de cette histoire et il lui est essentiel d'admettre que nul n'est censé ignorer cette vérité qu'il constate et fait indivisiblement, comme les tribunaux bourgeois postulent que nul n'est censé ignorer la loi établie. La justice bourgeoise prend pour instance dernière le passé, la justice révolutionnaire l'avenir. Elle juge au nom de cette vérité que la Révolution est en train de rendre vraie, ses débats font partie de la *praxis*, qui peut bien être motivée mais qui dépasse tous ses motifs. C'est pourquoi elle ne s'occupe pas de savoir quels ont été les mobiles ou les intentions, nobles ou ignobles, de l'accusé : il s'agit seulement de savoir si en fait sa conduite, étalée sur le plan de la praxis collective, est ou non révolutionnaire. Le moindre fait reçoit alors une signification immense, le suspect vaut comme coupable, et en même temps la condamnation, ne portant que sur le rôle historique de l'accusé, ne concerne pas son honneur personnel, d'ailleurs considéré comme une abstraction, puisque, pour le révolutionnaire, nous sommes de part en part ce que nous sommes pour autrui et dans nos rapports avec lui. Les procès de Moscou ne créent pas une nouvelle légalité, puisqu'ils appliquent aux accusés des lois préexistantes, ils sont cependant révolutionnaires en ceci qu'ils posent comme absolument valable la perspective stalinienne du développement soviétique, comme absolument objective une vue de l'avenir qui, même infiniment probable, est subjective, puisque l'avenir n'est encore que pour nous, et apprécient les actes de l'opposition dans ce contexte. En d'autres termes encore, une révolution supposant chez ceux qui la font l'assurance de comprendre ce qu'ils vivent, les révolutionnaires dominent leur présent comme les historiens dominent le passé. C'est bien le cas aux Procès de Moscou : le procureur et les accusés parlent au nom de l'histoire universelle, pourtant inachevée, parce qu'ils pensent la toucher dans l'absolu marxiste de l'action indivisiblement subjective et

objective. Les procès de Moscou ne sont compréhensibles qu'entre révolutionnaires, c'est-à-dire entre hommes convaincus de *faire l'histoire*, et qui par suite voient déjà le présent comme passé et comme traîtres les hésitants.

Plus exactement : les procès de Moscou sont des procès révolutionnaires présentés comme des procès ordinaires. Le procureur se donne très précisément pour tâche de démontrer que les accusés sont des criminels de droit commun. Mais sur ce plan, il n'y a pas même une ébauche de démonstration : pas un fait quant au sabotage et, quant aux conversations avec les états-majors étrangers, quelques discussions de principe entre les opposants et... un article d'un journal japonais. Considéré sous l'angle du droit commun, le procès de Boukharine est à peine ébauché. Tout s'éclaire au contraire si nous le prenons comme acte historique. C'est ce que les communistes français ont implicitement admis. Car ils n'ont guère insisté sur les « preuves » du sabotage et de l'espionnage, et c'est avant tout sur le terrain de l'histoire qu'ils ont défendu les procès de Moscou. On arrive alors à ce paradoxe apparent que dans le pays de la Révolution, les actes de l'opposition sont présentés comme crimes de droit commun, et qu'en France au contraire on les condamne avant tout, à la manière révolutionnaire, comme crimes contre l'histoire [1]. Aragon écrivait en 1937 : « Que se taisent donc les scandaleux avocats de Trotsky et de ses complices! Ou qu'ils sachent bien que, prétendre innocenter ces hommes, c'est reprendre la thèse hitlérienne par tous ses points. S'ils doutent de ceci ou de cela, ils impliquent du même coup (...) que ce n'est pas Hitler qui fit incendier le Reichstag, que le *Matin* avait raison dans l'affaire Koutiépov et le *Jour* dans l'affaire Navachine. Ils innocentent Hitler et la Gestapo dans la rébellion espagnole, ils nient l'intervention fasciste en Espagne (...). Ils se font aujourd'hui les défenseurs, croient-ils dans le meilleur cas, d'hommes qu'ils veulent encore considérer comme des révolutionnaires; en fait, il sont les avocats d'Hitler et de la Gestapo [2]. » Si une attitude critique à l'égard du tribunal soviétique est une trahison du prolétariat, à plus forte raison une attitude d'opposition à l'égard du gou-

1. C'est que, dans un pays où la Révolution a eu lieu, a duré des années et n'est pas finie, on recourt aux lois établies plutôt que d'invoquer une fois encore les exigences de l'avenir révolutionnaire. Au contraire là où il n'y a pas eu de Révolution, les mobiles révolutionnaires sont dans toute leur nouveauté. Le Pays de la Révolution ne peut pas se voir comme le voient les communistes des autres pays.

2. *Commune* 1937, pp. 804-805.

vernement soviétique. Roubachof ne dit pas autre chose. « (...) marcher contre Staline, écrivaient deux auteurs russes, cela voulait dire marcher contre la collectivisation, contre les plans quinquennaux, contre le socialisme. Cela voulait dire passer dans le camp des ennemis du socialisme et de l'Union Soviétique, dans le camp des fascistes[1]. » C'est placer la discussion sur son vrai terrain. C'est aussi reconnaître que les procès de Moscou ne sont pas le fait d'une justice intemporelle, qu'ils sont une phase de la lutte politique et qu'en eux s'exprime la violence de l'histoire. Car même si après coup cette appréciation du rôle historique de l'opposition paraît juste, parce que la guerre a eu lieu, elle ne pouvait en 1938 passer pour vérité indiscutable, elle apparaissait alors comme une vue subjective et sujette à l'erreur, les condamnations de Moscou n'étaient *pas encore* le jugement même de l'Histoire et, pour ceux qui ne voyaient pas où nous allions, ils avaient nécessairement l'aspect de l'arbitraire. Mais c'est toujours ainsi. Celui-là même à qui les événements donneront raison, nous ne disons pas qu'il aura raison par hasard, mais il ne possède pas la science du futur, il n'en a qu'une perception probable, et s'il contraint les autres au nom de ce qu'il voit, on parle à bon droit de violence. Tant qu'il y aura des hommes, une société, une histoire ouverte, de tels conflits seront possibles, notre responsabilité historique ou objective ne sera que notre responsabilité aux yeux des autres, nous pourrons nous sentir innocents dans le procès qu'ils nous font, ils pourront nous condamner au moment même où nous ne nous sentons pas d'autre culpabilité que celle, — commune à tous les hommes, — d'avoir jugé sans preuves absolues. Puisque nous n'avons quant à l'avenir pas d'autre critérium que la probabilité, la différence du plus ou moins probable suffit pour fonder la décision politique, mais non pas pour mettre d'un côté tout l'honneur, de l'autre tout le déshonneur. Dans les *Cahiers du Bolchevisme*, Cogniot ne parvenait à ramener les actes de l'opposition sous la catégorie de la justice pénale qu'en impliquant dans la définition du pénal la défense *conséquente* de la démocratie contre le fascisme : « à l'heure actuelle, écrivait-il, dans les conditions d'aujourd'hui, ce qui définit le mouvement trotzkyste, c'est un véritable caractère de criminalité pénale méritant la réprobation de n'importe quelle démocratie conséquente du monde, c'est-à-dire de n'importe quelle démocratie résolue à lutter contre le fascisme (...). Quiconque protégeait les inculpés du procès de Moscou s'est

1. M. Iline et S. Marchala, *Commune* 1937, p. 818.

rendu complice de toutes les attaques qui sont lancées à l'heure actuelle par le fascisme contre la paix et contre l'existence des travailleurs du monde entier [1]. » C'est dire que, quand l'existence même des régimes populaires est en question, le politique et le pénal ne se distinguent plus, comme, dans une ville assiégée, un larcin devient un crime. Alors l'erreur politique vaut comme faute et l'opposition comme trahison. Cette vue remet en question, selon la tradition de la pensée révolutionnaire, les distinctions abstraites de la pensée libérale. En réalité, il n'y a pas un ordre juridique et un ordre politique, l'un et l'autre ne sont jamais que deux expressions du fonctionnement total de la société, et l'idéal libéral de la justice joue son rôle dans le fonctionnement des sociétés conservatrices. Simplement on ne s'en aperçoit pas d'ordinaire. La guerre et la révolution. parce qu'elles sont des situations-limites où la tolérance serait faiblesse, manifestent une interférence du juridique et du politique qui est constante. Comme jadis les conseils de guerre antidreyfusards mettaient en suspens la question de la culpabilité de Dreyfus et regardaient d'abord aux conséquences, Bruhat [2] introduit sa justification des sentences de Moscou en décrivant les manœuvres des gouvernements bourgeois prêts à utiliser l'opposition comme instrument. Le socialiste Sellier adjurait les hésitants d'écouter « d'où viennent les clameurs et à qui profitent les indignations artificielles. Ils comprendront ensuite sans hésiter, — ajoutait-il, — où est le devoir [3]. » Comme G. Friedmann avait regretté que le Comité Central n'eût pas « évité à quelques uns au moins des oppositionnels « la logique de la lutte » qui les a conduits à cette déchéance » Politzer [4] répondait que, puisque derrière l'opposition il y a le capitalisme et Hitler, Friedmann regrette en fait que le Comité Central n'ait pas fait de concessions à « l'impérialisme nazi ». Aujourd'hui encore, Claude Morgan déplore que le livre de Kœstler rouvre la question des Procès de Moscou après que Stalingrad a démontré quel danger eût été une opposition en pleine guerre. Claude Roy écrit que même si par impossible Roubachof n'avait été ni un traître, ni un saboteur, c'était un dilettante et il était du moins coupable de n'avoir pas compris qu'en fait son attitude servait Hitler. Mais Roubachof est bien de cet avis. C'est même pourquoi il capitule. En somme tout le monde est d'accord : les actes poli-

1. *Commune* 1938, pp. 63-64.
2. *Cahiers du Bolchevisme* n° 3, mars 1938.
3. *Ibid.*
4. *Ibid*, numéros 5-6, mai-juin 1938, pp. 184-185.

tiques doivent être jugés non seulement selon le sens que leur donne l'agent moral, mais selon celui qu'ils prennent dans le contexte historique et dans la phase dialectique où ils se produisent. On ne voit d'ailleurs pas comment un communiste pourrait désavouer cette méthode qui est essentielle à la pensée marxiste. Dans un monde en lutte, — et pour un marxiste l'histoire est l'histoire de la lutte des classes, — il n'y a pas cette marge d'actions indifférentes que la pensée classique ménage aux individus, chaque trait porte et nous sommes responsables des conséquences de nos actions. Pierre Unik donne la formule de la situation en citant Saint-Just : « Un patriote est celui qui soutient la République en masse; quiconque la combat en détail est un traître [1]. » Ou cela ne veut rien dire, ou cela signifie que, en période de tension révolutionnaire ou de danger extérieur, il n'y a pas de frontière précise entre divergences politiques et trahison objective, l'humanisme est en suspens, le gouvernement est Terreur.

C'est ici qu'on s'indigne et qu'on crie à la barbarie. En réalité, ce qui est grave et menace la civilisation, ce n'est pas de tuer un homme pour ses idées (on l'a souvent fait en temps de guerre), c'est de le faire sans se l'avouer et sans le dire, de mettre sur la justice révolutionnaire le masque du code pénal. Car en cachant la violence, on s'y s'accoutume, on la rend institutionnelle. Par contre, si on lui donne son nom et si, comme les révolutionnaires l'ont toujours fait, on l'exerce sans plaisir, il reste une chance de l'expulser de l'histoire. On ne l'expulsera pas davantage en s'enfermant dans le rêve juridique du libéralisme. Le libéralisme et le rationalisme décadents usent aujourd'hui d'une méthode critique étonnante qui consiste à rendre les doctrines responsables de la situation de fait qu'elles enregistrent au départ : l' « existentialisme » de la contingence, le communisme de la violence. La maxime des procès de Moscou selon laquelle opposition est trahison trouve sa contre-partie et sa justification dans le système franquiste de la cinquième colonne. On répondra peut-être que le fascisme ici suit les leçons du bolchevisme. Mais ce « qui a commencé ? » est puéril. Le développement du communisme à son tour n'est pas un commencement absolu, il exprime l'aggravation de la lutte sociale et la décomposition du monde libéral tout autant qu'il en est la cause, et s'il la précipite, c'est parce que l'on ne saurait restaurer en histoire, on ne peut dépasser la violence qu'en créant du nouveau à

1. *Commune* 1938, *ibid.*

travers la violence. En 1939 encore nous vivions dans la tradition libérale. Nous n'avions pas compris que la « légitime diversité d'opinions » suppose toujours un accord fondamental et n'est possible que sur la base de l'incontesté. Albert Sarrault avait bien marqué les limites du libéralisme quand il s'était écrié à la Chambre : « Le communisme n'est pas une opinion, c'est un crime ». Nous avions pu à ce moment entrevoir le fond dogmatique du libéralisme et comment il ne garantit certaines libertés qu'en ôtant la liberté de choisir contre lui [1]. Mais de tels accès de franchise n'étaient pas communs chez les libéraux. Dans la politique quotidienne, ils professaient, au moins en parole, le « pas d'ennemis à gauche » et essayaient d'éviter le problème de la révolution. Notre politique se poursuivait donc dans la conviction informulée (et d'autant plus puissante) que les jeux de l'histoire peuvent être menés dans le respect des opinions, que, divisés sur les moyens, nous sommes d'accord sur les fins, que les volontés des hommes sont compossibles. C'est là ce que n'admet pas le marxiste. La révolution marxiste n'est pas irrationnelle, puisqu'elle est le prolongement et la conclusion logique du présent, mais cette logique de l'histoire n'est selon lui pleinement perceptible que dans une certaine situation sociale et pour les prolétaires qui seuls vivent la révolution parce qu'ils ont seuls l'expérience de l'oppression. Pour les autres elle peut être un devoir ou une notion : ils ne peuvent la vivre que par procuration, en tant qu'ils rejoignent le prolétariat, et, quand ils le font, les idées et les motifs ne peuvent ni ne doivent être déterminants, car alors l'adhésion serait conditionnelle, tout repose sur une décision fondamentale de ne pas seulement comprendre le monde et de le transformer, de se joindre à ceux qui le transforment effectivement par le mouvement spontané de leur vie. La critique du

1. Nous ne parlons pas ici en faveur d'une liberté anarchique : si je veux la liberté pour autrui, il est inévitable que cette volonté même lui apparaisse comme une loi étrangère et que le libéralisme par là se tourne en violence. On ne peut se masquer cette conséquence qu'en refusant de penser les rapports du moi et d'autrui, comme fait l'anarchisme. Mais, pour fermer les yeux à cette dialectique, l'anarchiste n'en subit pas moins les effets. Elle est le fait fondamental à partir duquel il faut réaliser la liberté. Nous ne reprochons pas au libéralisme d'être violence, nous lui reprochons de ne pas s'en apercevoir, de masquer le pacte sur lequel il repose et de discréditer comme barbare l'autre liberté, — révolutionnaire, — qui crée tous les pactes sociaux. En supposant une Raison impersonnelle, un Homme raisonnable en général et en se donnant comme fait de nature et non pas comme fait historique, le libéralisme suppose acquise l'universalité quand le problème est de la faire apparaître dans la dialectique de l'intersubjectivité concrète.

sujet pensant en général, le recours au prolétaire comme à celui qui ne pense pas seulement la révolution, mais qui est la révolution en acte, l'idée que la révolution n'est pas seulement affaire de pensée et de volonté, mais affaire d'existence, que la raison « universelle » est une raison de classe et qu'inversement la praxis prolétarienne porte en elle l'universalité effective, en un mot la moindre trace de marxisme révèle (au sens que l'on donne au mot en chimie) la force créatrice de l'homme dans l'histoire et fait apparaître la contingence du pacte libéral qui n'est plus qu'un produit historique alors qu'il prétendait énoncer les propriétés immuables de la Nature Humaine.

Or, depuis 1939, nous n'avons certes pas vécu une révolution marxiste, mais nous avons vécu une guerre et une occupation, et les deux phénomènes sont comparables en ceci que tous deux *remettent en question l'incontesté*. La défaite de 1940 a été dans la vie politique française un événement sans commune mesure avec les plus grands dangers de 1914-1918; elle a eu pour beaucoup d'hommes la valeur d'un doute radical et la signification d'une expérience révolutionnaire parce qu'elle mettait à nu les fondements contingents de la légalité, parce qu'elle montrait comment on construit une nouvelle légalité. Pour la première fois depuis longtemps on voyait dissociées la légalité formelle et l'autorité morale, l'appareil d'État se vidait de sa légitimité et perdait son caractère sacré au profit d'un État à faire qui ne reposait encore que sur des volontés. Pour la première fois depuis longtemps chaque Français et en particulier chaque officier et chaque fonctionnaire, au lieu de vivre dans l'ombre d'un État constitué était invité à discuter en lui-même le pacte social et à reconstituer un État par son choix. Ici la simple raison ne suffisait pas : qu'on la comprenne comme calcul des chances ou comme règle morale d'universalité, elle nous laissait sans conclusion puisqu'il fallait affirmer sans réserve et affirmer contre d'autres hommes, puisque les consciences se trouvaient replacées dans le dogmatisme de la lutte à mort. Ainsi apparaissaient les origines passionnelles et illégales de toute légalité et de toute raison. Il n'y avait plus de « diversité légitime des opinions ». Les hommes se condamnaient à mort l'un l'autre comme traîtres parce qu'ils ne voyaient pas l'avenir de la même façon. Les intentions ne comptaient plus mais seulement les actes. On sait que beaucoup d'hommes d'âge ou d'hommes jeunes mais peu faits pour des responsabilités radicales se montrèrent au-dessous de

l'épreuve et, dans le vertige qui les saisit, cherchèrent un point fixe dans la légalité formelle de Vichy, en attendant de le trouver dans le gouvernement de Gaulle enfin reconnu. On sait aussi que beaucoup de libéraux déposèrent le plus tôt possible, avec leur uniforme révolutionnaire, les responsabilités de la création, et que ce gouvernement aussitôt établi chercha par tous les moyens à faire oublier ses origines insurrectionnelles et y réussit assez bien. Mais les convenances de l'épuration réveillent encore le souvenir de ce moment où l'État de fait a été mis entre parenthèses, ses décisions et ses lois frappées de nullité, où la Raison était violence et la liberté sans respect.

Car c'est un fait que les sentences de mort ont été admises par l'opinion même quand les débats, comme dans le cas de Laval, avaient été écourtés, et qu'elles l'auraient été même s'il n'y avait eu aucun débat. Le gouvernement, les magistrats et même la conscience commune, revenus à l'état d'esprit du temps de paix, répugnent à admettre que l'on puisse être condamné pour des idées, et c'est pourquoi l'accusation, presque toujours, cherche à déceler une intention mauvaise. Nous éprouvons une sorte de soulagement quand on peut montrer que les passions politiques de l'accusé l'ont conduit à comploter contre son pays et contre la liberté, ou qu'il a voulu la puissance, la gloire, l'argent. Mais même si, comme il arrive, l'accusation échoue sur ces deux plans, qu'une seule victime de la collaboration vienne témoigner et la condamnation va de soi. Il est peu probable que Pétain ait délibérément cherché à ruiner l'armée française pour satisfaire ses passions réactionnaires. L'hypothèse du complot, qui est toujours celle des accusateurs parce qu'ils partagent avec les préfets de police l'idée naïve d'une histoire faite de machinations individuelles, n'a pas mieux réussi au procès Pétain qu'aux procès de Moscou. Il est possible que ni Pétain ni Laval n'aient un jour décidé de se livrer à l'Allemagne pour de l'argent, pour garder le pouvoir ou même pour faire prévaloir une certaine politique. Et cependant, même s'il n'y a pas faute en ce sens, nous refusons de les absoudre comme des hommes qui se sont simplement trompés. Même s'il était établi qu'ils n'ont pas eu d'autre mobile que l'intérêt du pays, même s'il n'avait pas été prématuré de tenir pour acquise la victoire allemande à une date où, comme disait de Gaulle, des forces considérables dans le monde étaient encore en réserve et pouvaient encore changer l'issue de la guerre, même s'il n'y avait pas eu quelque chose de suspect dans la hâte avec laquelle ils enregis-

traient le fait accompli, même si, selon toute probabilité, l'Allemagne en 1940 avait été à la veille de la victoire définitive, leur décision de collaborer ne nous paraîtrait pas moins criminelle. Voulons-nous dire qu'il fallait opposer à l'occupation allemande un refus du type héroïque, sans même aucun espoir? Un « en aucun cas » de pure moralité? Un tel refus, et cette décision non seulement de risquer la mort, mais encore de mourir plutôt que de vivre sous la domination de l'étranger ou du fascisme, est, comme le suicide, un acte d'absolue gratuité, par delà l'existence. Possible par moi et pour moi, en tant que je me transcende vers mes valeurs, il perd son sens à être imposé du dehors et décidé par un gouvernement. C'est une attitude individuelle, ce n'est pas une position politique. Ce qu'on veut dire quand on condamne comme criminel le choix des collaborateurs, c'est qu'aucune situation de fait en histoire n'est jamais absolument nécessitante et que la proposition : « l'Allemagne gagnera probablement la guerre » ne pouvait pas être en 1940 une simple constatation, qu'elle apportait à un événement encore incertain le sceau de l'irrévocable, qu'en histoire il n'y a pas de neutralité ni d'objectivité absolue, que le jugement apparemment innocent qui constate le possible dessine en réalité le possible, que tout jugement d'existence est en réalité un jugement de valeur, que le laisser-faire est un faire. Mais, en ce qui concerne les événements de 1940, comment savons-nous tout cela? Par le fait de la victoire alliée. Il démontre péremptoirement que la collaboration n'était pas nécessaire, il la fait apparaître comme une initiative, et la transforme, quoi qu'elle ait été ou cru être, en volonté de trahir. Il y a dans l'histoire une sorte de maléfice : elle sollicite les hommes, elle les tente, ils croient marcher dans le sens où elle va, et soudain elle se dérobe, l'événement change, prouve par le fait qu'autre chose était possible. Les hommes qu'elle abandonne et qui ne pensaient être que ses complices se trouvent être soudain les instigateurs du crime qu'elle leur a inspiré. Et *ils ne peuvent pas chercher des excuses ni se décharger d'une partie de la responsabilité.* Car, au même moment où ils suivaient la pente apparente de l'histoire, d'autres décidaient de la remonter, engageaient leur vie sur un autre avenir. Ce n'était donc pas au-dessus des forces humaines. Étaient-ils des fous? Est-ce par hasard qu'ils ont gagné? Et a-t-on le droit de donner la même compassion aux fusillés de l'occupation et aux fusillés de l'épuration, également victimes du hasard historique? Ou bien étaient-ce des hommes qui lisaient mieux l'histoire, qui mettaient

en suspens leurs passions et agissaient selon la vérité? Mais ce qu'on reproche aux collaborateurs n'est assurément pas une erreur de lecture et ce qu'on honore chez les résistants ce n'est pas la froideur du jugement et la simple clairvoyance. On admire au contraire qu'ils aient pris parti contre le probable, qu'ils aient eu assez de dévouement et de passion pour laisser parler en eux les raisons, qui ne venaient qu'après. La gloire des résistants comme l'indignité des collaborateurs suppose à la fois la contingence de l'histoire, sans laquelle ils n'y a pas de coupables en politique, et la rationalité de l'histoire sans laquelle il n'y a que des fous. Les résistants ne sont ni des fous ni des sages, ce sont des héros, c'est-à-dire des hommes en qui la passion et la raison ont été identiques, qui ont fait, dans l'obscurité du désir. ce que l'histoire attendait et qui devait ensuite apparaître comme la vérité du temps. On ne peut pas ôter à leur choix l'élément de raison, mais pas davantage l'élément d'audace et le risque d'échec. Confrontant le collaborateur avant qu'il eût historiquement tort et le résistant après qu'il a eu historiquement raison, le résistant avant que l'histoire lui ait donné raison et le collaborateur après qu'elle lui a donné tort, le procès d'épuration met en évidence la lutte à mort des subjectivités qui est l'histoire vivante. Au cours d'un procès de collaboration, l'accusé, qui n'avait pas cru, en recommandant la collaboration, agir contre l'honneur, présentait le gaullisme de Londres et la collaboration de Paris comme les deux armes de l'intérêt français devant les incertitudes de l'histoire. L'argument était odieux en ceci qu'il justifiait ensemble gaullistes et collaborationnistes comme s'il s'était agi de thèses spéculatives, alors que dans le fait il fallait être l'un *ou* l'autre et que les uns poursuivaient la mort des autres. Sur le terrain de l'histoire, être collaborationniste, ce n'était pas occuper l'une des deux positions de l'intérêt français, c'était affirmer qu'il n'y en avait qu'une, c'était assumer la milice et l'exécution des résistants. Nous ne pourrions jouer l'impartialité et justifier tout le monde qu'à l'égard d'un passé absolument révolu (s'il y en avait jamais un). Dans le passé récent, celui qui juge occupe une position définie, exclusive de toute autre, et il est vainqueur ou périt avec ce qu'il a choisi. La révolte des anciens collaborateurs contre les procès d'épuration prouve simplement qu'ils n'ont jamais imaginé le sort de ceux dont ils demandaient la mort. S'ils l'avaient fait, ils se tairaient aujourd'hui. Demander que les jurys d'épuration présentent des « garanties d'impartialité », c'est prouver qu'on n'a jamais absolument pris parti, car,

si on l'avait fait, on saurait que, quand elle est radicale, la décision historique est partiale et absolue, que seule une autre décision peut s'en faire juge et pour finir que seuls les résistants ont le droit de punir ou d'absoudre les collaborateurs. Il est ignoble que des magistrats qui ont requis contre des communistes requièrent aujourd'hui contre des collaborateurs, toujours au nom de l'État et forts d'une légalité donnée. C'est ici l'impartialité qui est basse et la partialité qui est juste. L'idée même d'une justice objective est ici dépourvue de sens puisqu'elle devrait comparer des conduites qui s'excluaient et entre lesquelles la seule raison ne suffisait pas pour choisir. L'épuration résume et concentre le paradoxe de l'histoire qui consiste en ceci qu'un futur contingent apparaît, une fois venu au présent, comme réel et même comme nécessaire. Ici se montre une dure idée de la responsabilité qui n'est pas de ce que les hommes ont voulu, mais de ce qu'ils se trouvent avoir fait à la lumière de l'événement. Personne ne peut protester contre elle; le résistant projette sur 1940 et sur le gaullisme débutant les événements de 1944 et la victoire du gaullisme, il juge le passé au nom du présent. Mais il n'a pas attendu, pour désavouer la collaboration, que le gaullisme fût au pouvoir, il l'a niée au nom de l'avenir qu'il voulait. Le collaborateur, de son côté, figeait en destin une situation provisoire, prolongeait vers l'avenir le présent du moment. Des deux côtés, il y a eu un choix absolu dans le relatif, sanctionné par des morts. Tout arbitre « impartial » entre ces choix est par là même disqualifié, toute justice « impersonnelle » illégitime. Ces choses se passent dans l'absolu du vouloir, dont les libéraux n'ont pas connaissance. Bon ou mauvais, honnête ou vénal, courageux ou lâche, le collaborateur est un traître pour le résistant, et donc un traître objectivement ou historiquement le jour où la résistance est victorieuse.

La responsabilité historique dépasse les catégories de la pensée libérale : intention et acte, circonstances et volonté, objectif et subjectif. Elle écrase l'individu dans ses actes, mélange l'objectif et le subjectif, impute à la volonté les circonstances; elle substitue ainsi à l'individu tel qu'il se sentait être un rôle ou un fantôme dans lequel il ne se reconnaît pas, mais dans lequel il doit se reconnaître puisque c'est ce qu'il a été pour ses victimes et que ses victimes aujourd'hui ont raison. L'expérience de la guerre peut nous aider à comprendre les dilemmes de Roubachof et les procès de Moscou. Il n'y a eu entre Hitler et Boukharine aucune entrevue de Montoire; quand Boukha-

rine a été jugé, l'ennemi n'était plus ou n'était pas encore sur le territoire de l'U.R.S.S. Mais dans un pays qui n'a guère connu depuis 1917 que des situations-limites, il n'est pas étonnant que, même avant la guerre et avant l'invasion, l'opposition ait été traitée comme trahison. Quoi qu'elle ait voulu et même si c'était un plus sûr avenir pour la révolution, il reste qu'en fait elle affaiblissait l'U.R.S.S. et peut donc valoir comme trahison objective. Les événements de 1941 lui donnent rétrospectivement ce caractère. Comme les procès des collaborateurs désintéressés, les Procès de Moscou seraient le drame de l'honnêteté subjective et de la trahison objective. Il n'y aurait que deux différences. La première est que les condamnations d'épuration ne font pas revivre ceux qui sont morts, tandis que la répression pouvait épargner à l'U.R.S.S. des défaites et des pertes. Les procès de Moscou seraient ainsi plus cruels, puisqu'ils devancent le jugement des faits, et moins cruels puisqu'ils contribuent à une victoire future. L'autre différence est que, les accusés marxistes étant ici d'accord avec l'accusation sur le principe de la responsabilité historique, ils se font accusateurs d'eux-mêmes et que, pour découvrir leur honnêteté subjective, nous avons à traverser, non seulement le réquisitoire, mais encore leurs propres déclarations.

Telle est l'hypothèse à laquelle on est conduit si l'on va, en bonne méthode marxiste, des circonstances historiques aux procès eux-mêmes, de ce qu'ils pouvaient être à ce qu'ils ont été. Il reste à faire voir qu'elle permet et permet seule de comprendre le détail des débats. Ils doivent montrer, si nous ne nous sommes pas trompés, le double sens des mêmes faits selon qu'on les considère dans une perspective d'avenir ou dans une autre, et comment ces deux sens passent l'un dans l'autre : l'opposition est trahison et la trahison n'est qu'opposition.

(à suivre) Maurice Merleau-Ponty.

L'ÉCUME DES JOURS
(Fragments)

XXXIII

La main de Chloé, tiède et confiante, était dans la main de Colin. Elle le regardait, ses yeux clairs un peu étonnés se tenaient en repos. En bas de la plate-forme, dans la chambre, il y avait des soucis qui s'amassaient, acharnés à s'étouffer les uns les autres. Chloé sentait une force opaque dans son corps, dans son thorax, une présence opposée, elle ne savait comment lutter elle toussait de temps en temps, pour déplacer l'adversaire accroché à sa chair profonde. Il lui paraissait qu'en respirant à fond elle se fût livrée vive à la rage terne de l'ennemi, à sa malignité insidieuse. Sa poitrine se soulevait à peine, et le contact des draps lisses sur ses jambes longues et nues mettait le calme dans ses mouvements. A ses côtés, Colin, le dos un peu courbé, la regardait. La nuit venait, se formait en couches concentriques autour du petit noyau lumineux de la lampe allumée au chevet du lit, prise dans le mur, enfermée par une plaque ronde de cristal dépoli.

— Mets-moi de la musique, mon Colin, dit Chloé. Mets des airs que tu aimes.

— Ça va te fatiguer, dit Colin.

Il parlait de très loin, il avait mauvaise mine. Son cœur tenait toute la place dans sa poitrine, il ne s'en rendait compte que maintenant.

— Non, je t'en prie, dit Chloé.

Colin se leva, descendit la petite échelle de chêne et chargea

l'appareil automatique. Il y avait des haut-parleurs dans toute les pièces. Il mit en marche celui de la chambre.

— Qu'as-tu mis? demanda Chloé.

Elle souriait. Elle le savait bien.

— Tu te rappelles? dit Colin.

— Je me rappelle...

— Tu n'as pas mal?

— Je n'ai pas très mal.

A l'endroit où les fleuves se jettent dans la mer, il se forme une barre difficile à franchir et de grands remous écumeux où dansent les épaves. Entre la nuit du dehors et la lumière de la lampe, les souvenirs refluaient de l'obscurité, se heurtaient à la clarté, et, tantôt immergés, tantôt apparents, montraient leurs ventres blancs et leurs dos argentés. Chloé se redressa un peu.

— Viens t'asseoir près de moi...

Colin se rapprocha d'elle, il s'installa en travers du lit et la tête de Chloé reposait au creux de son bras gauche. La dentelle de sa chemise légère dessinait sur sa peau dorée un réseau capricieux, tendrement gonflé par la naissance des seins. La main de Chloé s'accrochait à l'épaule de Colin.

— Tu n'es pas fâché?

— Pourquoi fâché?

— D'avoir une femme si bête?...

Il embrassa le creux de l'épaule confiante.

— Tire un peu ton bras, ma Chloé. Tu vas prendre froid.

— Je n'ai pas froid, dit Chloé. Écoute le disque.

Il y avait quelque chose d'éthéré dans le jeu de Johnny Hodges, quelque chose d'inexplicable et de parfaitement sensuel. La sensualité à l'état pur, dégagée du corps.

Les coins de la chambre se modifiaient et s'arrondissaient sous l'effet de la musique. Colin et Chloé reposaient maintenant au centre d'une sphère.

— Qu'est-ce que c'était? demanda Chloé.

— C'était « The Mood to Be Wooed », dit Colin.

— C'est ce que je sentais, dit Chloé. Comment le docteur

va-t-il pouvoir entrer dans notre chambre avec la forme qu'elle a?

XXXIV

Nicolas alla ouvrir. Il y avait sur le seuil un docteur.

— Je suis le docteur, dit-il.

— Bon, dit Nicolas. Si vous voulez vous donner la peine de me suivre...

Il l'entraîna derrière lui.

— Voilà, expliqua-t-il, quand ils furent arrivés à la cuisine. Goûtez ça et dites-moi ce que vous en pensez.

C'était, dans un réceptacle silico-sodo-calcique vitrifié, un breuvage de couleur particulière, tirant sur le pourpre de Cassius et le vert de vessie avec un léger écart vers le bleu de chrome.

— Qu'est-ce que c'est? demanda le docteur.

— Un breuvage, dit Nicolas.

— Je sais bien, mais, dit le docteur, à quoi destiné?

— Un reconstituant, dit Nicolas.

Le docteur porta le verre à son nez, flaira, s'alluma, huma et goûta, puis but et se tint le ventre à deux mains en lâchant sa trousse à doctoriser.

— Ça agit, hein? dit Nicolas.

— Bouh!... Oui, dit le docteur. Il y a de quoi crever. Vous êtes vétérinaire?

— Non, dit Nicolas. Cuisinier. Enfin, ça agit, en somme.

— Pas mal, dit le docteur. Je me sens ragaillardi...

— Venez voir la malade, dit Nicolas. Maintenant vous êtes désinfecté.

Le docteur se mit en route, mais dans le mauvais sens. Il paraissait assez peu maître de ses mouvements.

— Eh bien! dit Nicolas. Dites donc! Vous êtes en mesure de faire votre examen, oui?

— Ben, dit le docteur, j'aimerais avoir l'avis d'un confrère, alors j'ai demandé à Mangemanche de venir...

— Bon, dit Nicolas. Alors, venez par ici...

Il ouvrit la porte de l'escalier de service.

— Vous descendez les trois étages, et vous tournez à droite. Vous entrez et vous y êtes...

— Bien, dit le docteur.

Il commença à descendre et s'arrêta soudain.

— Mais, où suis-je?

— Là... dit Nicolas.

— Ah! Bien! dit le docteur.

Nicolas referma la porte. Colin arrivait.

— Qu'est-ce que c'était? demanda-t-il.

— Un docteur. Il avait l'air idiot, alors je m'en suis débarrassé.

— Mais il en faut un, dit Colin.

— Bien sûr, dit Nicolas. Mangemanche doit venir.

— J'aime mieux ça, dit Colin.

Une sonnette tinta de nouveau.

— Ne bouge pas, dit Colin. J'y vais.

Dans le couloir, la souris grimpa le long de sa jambe et vint se percher sur son épaule droite. Il se pressa et ouvrit au professeur.

— Bonjour, dit ce dernier.

Il était vêtu de noir et portait une chemise d'un jaune éclatant.

— Physiologiquement, déclara-t-il, le noir sur fond jaune correspond au contraste maximum. J'ajoute que ce n'est pas fatigant pour la vue et que ça évite d'être écrasé dans la rue.

— Certainement, approuva Colin.

Le professeur Mangemanche pouvait avoir quarante ans. Il était de taille à les supporter. Mais pas un de plus. Il avait le visage glabre avec une petite barbe en pointe, des lunettes inexpressives.

— Voulez-vous me suivre? proposa Colin.

— Je ne sais pas... J'hésite... dit le professeur.

Il se décida tout de même.

— Qui est malade?

— Chloé, dit Colin.

— Ah! dit le professeur, ça me rappelle un air...

— Oui, dit Colin, c'est celui-là.

— Bon, conclut Mangemanche, allons-y. Vous auriez dû me le dire plus tôt. Qu'est-ce qu'elle a?

— Je ne sais pas, dit Colin.

— Moi non plus, dit le professeur. Maintenant, je peux bien vous le dire.

— Mais vous allez le savoir? demanda Colin inquiet.

— Ça se peut, dit le professeur Mangemanche, dubitatif. Encore faudrait-il que je l'examinasse...

— Mais venez donc, dit Colin.

— Mais oui... dit le professeur.

Colin le conduisit jusqu'à la porte de la chambre et se rappela brusquement quelque chose.

— Faites attention en entrant dit-il, c'est rond.

— Oui, dit Mangemanche, j'ai l'habitude. Elle est enceinte?

— Mais non, dit Colin. Vous êtes idiot... La chambre est ronde.

— Toute ronde? demanda le professeur. Vous avez joué un disque d'Ellington, alors?

— Oui, dit Colin.

— J'en ai aussi chez moi, dit Mangemanche. Vous connaissez « Slap Happy »?

— Je préfère... commença Colin, et il se rappela Chloé qui attendait et poussa le professeur dans la chambre.

— Bonjour, dit le professeur.

Il monta l'échelle.

— Bonjour, répondit Chloé. Vous allez bien?

— Mon Dieu, répondit le professeur, mon foie me fait souffrir par moments. Vous savez ce que c'est.

— Non, dit Chloé.

— Bien entendu, répondit le professeur, vous n'avez certainement pas le foie malade.

Il s'approcha de Chloé et lui prit la main.

— Un peu chaud, hein?

— Je ne me rends pas compte.

— Oui, dit le professeur, mais c'est un tort.

Il s'assit sur le lit.

— Je vais vous ausculter, si ça ne vous ennuie pas.

— Je vous en prie, dit Chloé.

Le professeur sortit de sa trousse un stéthoscope à amplificateur et appliqua la capsule sur le dos de Chloé.

— Comptez, dit-il.

Chloé compta.

— Ça ne va pas, dit le docteur, après vingt-six, c'est vingt-sept.

— Oui, dit Chloé, excusez-moi.

— Ça suffit, d'ailleurs; vous toussez?

— Oui, dit Chloé et elle toussa.

— Qu'est-ce qu'elle a? docteur, demanda Colin. C'est grave?

— Euh! dit le professeur, elle a quelque chose au poumon droit, mais je ne sais pas ce que c'est...

— Alors? demanda Colin.

— Il faudrait qu'elle vienne chez moi pour un examen plus perfectionné, dit le professeur.

— Je n'aime pas beaucoup qu'elle se lève, docteur, dit Colin. Si elle se trouve mal, comme cette après-midi?

— Non, dit le professeur, ce n'est pas grave, ça. Je vais vous donner une ordonnance, mais il faudra la suivre.

— Bien sûr, docteur, dit Chloé.

Elle porta la main à sa bouche et se mit à tousser.

— Ne toussez pas, dit Mangemanche.

— Ne tousse pas, mon chéri, dit Colin.

— Je ne peux pas m'empêcher, dit Chloé d'une voix entrecoupée.

— On entend une drôle de musique dans son poumon, dit le professeur.

Il avait l'air un peu ennuyé.

— Est-ce que c'est normal, docteur? demanda Colin.

— Jusqu'à un certain point... répondit le professeur.

Il tira sa petite barbe et elle revint à sa place avec un claquement sec.

— Quand devons-nous aller vous voir, docteur? demanda Colin.

— Dans trois jours, dit le professeur. Il faut que je remette mes appareils en état.

— Vous ne vous en servez pas d'habitude? demanda Chloé à son tour.

— Non, dit le professeur. Je préfère de beaucoup construire des modèles réduits d'avions, mais on vient tout le temps me relancer, alors je suis sur le même depuis un an et je ne peux pas trouver le temps de le terminer. C'est exaspérant, à la fin!

— Sans doute, dit Colin.

— Ce sont des requins, dit le professeur. Je me compare avec complaisance au malheureux naufragé dont les monstres voraces guettent la somnolence pour retourner le fragile esquif.

— C'est une belle image, dit Chloé et elle rit, doucement, pour ne pas tousser de nouveau.

— Attention, mon petit, dit le professeur en lui mettant la main sur l'épaule. C'est une image complètement stupide vu que, d'après le *Génie Civil* du 15 octobre 1944, contrairement à l'opinion courante, il n'y a que trois ou quatre des trente-cinq espèces de requins connues qui soient des mangeurs d'hommes! Encore s'attaquent-ils moins à lui qu'il ne s'attaque à eux!...

— Vous parlez bien, docteur, dit Chloé admirative.

Elle aimait bien ce docteur.

— C'est le *Génie Civil*, dit le docteur. Ce n'est pas moi. Sur ce, je vous quitte.

Il donna à Chloé un gros baiser sur la joue droite, lui tapota l'épaule et descendit la petite échelle. Il se prit le pied droit dans le pied gauche et le pied gauche dans le dernier barreau et chut.

— Votre installation est spéciale, fit-il remarquer à Colin en se frottant vigoureusement le dos.

— Excusez-moi, dit Colin.

— Et puis, ajouta le professeur, cette pièce sphérique a quelque chose de déprimant. Essayez de passer *Slap Happy*, ça la fera probablement revenir en place; ou alors, rabotez-la.

— C'est entendu, dit Colin. Accepteriez-vous un petit apéritif?

— Va pour, dit le professeur. Au revoir, mon petit, cria-t-il à Chloé avant de quitter la chambre.

Chloé riait toujours. D'en bas, on la voyait assise sur le grand lit surbaissé, comme sur une estrade d'apparat, éclairée de côté par l'ampoule électrique. Les rais de lumière filtraient à travers ses cheveux avec la couleur du soleil dans les herbes neuves, et la lumière qui avait passé contre sa peau se posait toute dorée sur les choses.

— Vous avez une jolie femme, dit le professeur à Colin dans l'antichambre.

— Oui, dit Colin.

Il se mit à pleurer, tout à coup, car il savait que Chloé avait mal.

— Allons, dit le professeur. Vous me mettez dans une situation embarrassante... Il va falloir que je vous console. Tenez...

Il fouillait dans une poche intérieure de sa veste et en retira un petit carnet relié de cuir rouge.

— Regardez, c'est la mienne.

— La vôtre? demanda Colin qui s'efforçait de redevenir calme.

— Ma femme, expliqua le professeur.

Et Colin ouvrit le carnet, machinalement et éclata de rire.

— Ça y est, dit le professeur, ça ne rate jamais. Ils rigolent tous. Mais, enfin... qu'est-ce qu'elle a donc de si marrant?...

— Je... Je ne sais... pas... balbutia Colin, et il s'écroula, en proie à une crise de gondolance extrême.

Le professeur récupéra son carnet.

— Vous êtes tous les mêmes, dit-il. Vous croyez que les femmes ont besoin d'être jolies... Alors, cet apéritif? Ça vient?...

....

XXXVI

Le vent se frayait un chemin parmi les feuilles et ressortait des arbres tout chargé d'odeurs de bourgeons et de fleurs. Les gens marchaient un peu plus haut et respiraient plus fort

car il y avait de l'air en abondance. Le soleil dépliait lentement ses rayons et les hasardait avec précaution, dans des endroits qu'il ne pouvait atteindre directement, les recourbant à angles arrondis et onctueux, mais se heurtait à des choses très noires et les retirait très vite, d'un mouvement nerveux et précis de poulpe doré. Son immense carcasse brûlante se rapprocha peu à peu, puis se mit, immobile, à vaporiser les eaux continentales et les horloges sonnèrent trois coups.

Colin lisait une histoire à Chloé. C'était une histoire d'amour et ça finissait bien. En ce moment, le héros et l'héroïne s'écrivaient des lettres.

— Pourquoi c'est si long? dit Chloé. Ça va bien plus vite, d'habitude.

— Tu as l'habitude de ces choses-là, toi? demanda Colin.

Il pinça vigoureusement l'extrémité d'un rayon de soleil qui allait atteindre l'œil de Chloé. Cela se rétracta furtivement et se mit à se promener sur des meubles dans la pièce.

Chloé rougit.

— Non, je n'ai pas l'habitude... dit-elle timidement, mais il me semble...

Colin ferma le livre.

— Tu as raison, ma Chloé.

Il se leva et s'approcha du lit.

— C'est l'heure de prendre une de tes pilules.

Chloé frissonna.

— C'est très désagréable, dit-elle. Est-ce que je suis forcée?

— Je crois, dit Colin. C'est ce soir que tu viens voir le docteur chez lui, on saura enfin ce que tu as. Pour l'instant, il faut prendre tes pilules. Après, il te donnera peut-être autre chose...

— C'est horrible... dit Chloé.

— Il faut être raisonnable.

— C'est comme si deux bêtes se battaient dans ma poitrine, quand j'en prends une. Et puis, ce n'est pas vrai... il ne faut pas être raisonnable...

— Il vaut mieux pas. Mais, quelquefois, il faut, dit Colin.

Il ouvrit la petite boîte.

— Elles ont une sale couleur, dit Chloé, et elles sentent mauvais.

— Elles sont bizarres, je le reconnais, dit Colin, mais il faut les prendre.

— Regarde, dit Chloé. Elles remuent toutes seules, et puis, elles sont à moitié transparentes, et ça vit sûrement à l'intérieur.

— Sûrement, dans l'eau que tu bois après, dit Colin, ça ne vit pas longtemps.

— C'est idiot ce que tu dis. C'est peut-être un poisson.

Colin se mit à rire.

— Alors, ça te fortifiera.

Il se pencha vers elle et l'embrassa.

— Prends-la, ma Chloé, tu seras si gentille!

— Je veux bien, dit Chloé, mais alors, tu m'embrasseras.

— Sûr, dit Colin. Tu n'es pas dégoûtée d'embrasser un vilain mari comme moi...

— C'est vrai que tu n'es pas beau, dit Chloé, taquine.

— C'est pas ma faute.

Colin baissa le nez.

— Je ne dors pas assez, continua-t-il.

— Mon Colin, embrasse-moi. Je suis très vilaine. Donne-moi deux pilules.

— Tu es folle, dit Colin. Une seule. Allez. Avale...

Chloé ferma les yeux, elle pâlit et porta la main à sa poitrine.

— Ça y est, dit-elle avec effort. Ça va recommencer.

Des gouttelettes de sueur apparaissaient près de ses cheveux brillants.

Colin s'assit à côté d'elle et mit un bras autour de son cou. Elle saisit sa main entre les siennes et gémit.

— Calme, ma Chloé, dit Colin. Il faut.

— J'ai mal... murmura Chloé.

Des larmes grosses comme des yeux parurent au coin de ses paupières et tracèrent des sillons froids sur ses joues rondes et douces.

XXXVII

— Je ne peux plus tenir debout, murmura Chloé.

Elle avait les deux pieds par terre et tentait de se lever.

— Ça ne va pas du tout, dit-elle. Je suis toute flasque.

Colin s'approcha d'elle et la souleva. Elle s'accrocha à ses épaules.

— Tiens-moi, Colin. Je vais tomber.

— C'est le lit qui t'a fatiguée, dit Colin.

— Non, dit Chloé. C'est les pilules de ton vieux marchand...

Elle essaya de tenir debout toute seule et chancela. Colin la rattrapa et elle l'entraîna dans sa chute sur le lit.

— Je suis bien, comme ça, dit Chloé. Reste contre moi. Cela fait si longtemps que nous n'avons pas couché ensemble.

— Il ne faut pas, dit Colin.

— Si, il faut. Embrasse-moi. Je suis ta femme, oui ou non?

— Oui, dit Colin, mais tu ne vas pas bien.

— C'est pas ma faute, dit Chloé, et sa bouche frémit un peu comme si elle allait pleurer.

Colin se pencha sur elle et l'embrassa très doucement, comme il eût embrassé une fleur.

— Encore, dit Chloé. Et pas seulement ma figure... Tu ne m'aimes plus, alors?... Tu ne veux plus de femme?...

Il la serra plus fort dans ses bras. Elle était tiède et odorante. Un flacon de parfum sortant d'une boîte capitonnée de blanc.

— Oui, dit Chloé en s'étirant. Encore...

XXXVIII

— Nous serons en retard, affirma Colin.

— Ça ne fait rien, dit Chloé. Règle ta montre.

— Tu ne veux vraiment pas qu'on y aille en voiture?

— Non, dit Chloé. Je veux me promener avec toi dans la rue.

— Mais, il y a un bout de chemin!...

— Ça ne fait rien, répéta Chloé. Quand tu m'as... embrassée, tout à l'heure, ça m'a remise d'aplomb. J'ai envie de marcher un peu.

— Je vais dire à Nicolas de venir nous rechercher en voiture alors? suggéra Colin.

— Oh! Si tu veux...

Elle avait mis pour se rendre chez le docteur, une petite robe bleu tendre, décolletée très bas en pointe et portait un mantelet de larynx accompagné d'une toque assortie. Des chaussures de serpent teint complétaient l'ensemble.

— Viens, chatte, dit Colin.

— Ce n'est pas du chat, affirma Chloé. C'est du larynx.

— C'est trop dur à prononcer, dit Colin.

Ils sortirent de la chambre et passèrent dans l'entrée. Devant la fenêtre, Chloé s'arrêta.

— Qu'est-ce qu'il y a, ici? Il fait moins jour que d'habitude...

— Sûrement pas, dit Colin. Il y a beaucoup de soleil.

— Si, dit Chloé, je me rappelle bien, le soleil venait jusqu'à ce dessin-là du tapis, et maintenant, il vient seulement jusque-là...

— Ça dépend de l'heure, dit Colin.

— Mais non, ça dépend pas de l'heure, puisque c'était la même heure!...

— On regardera demain à la même heure, dit Colin.

— Tu vois bien, il venait jusqu'au septième trait. Là, il est au cinquième...

— Viens, dit Colin. Nous sommes en retard...

Chloé se fit un sourire en passant devant la grande glace du couloir dallé. Ce qu'elle avait ne pouvait pas être grave, et, dorénavant, ils iraient souvent se promener ensemble. Il ménagerait ses doublezons, il lui en restait suffisamment pour leur faire une vie agréable. Peut-être qu'il travaillerait...

L'acier du pêne cliqueta et la porte se referma. Chloé se tenait à son bras. Elle allait à petits pas légers. Colin en faisait un pour deux des siens.

— Je suis contente, dit Chloé. Il y a du soleil et ça sent bon les arbres!

— Sûr, dit Colin. C'est le printemps!

— Oui? dit Chloé en lui faisant un œil malicieux.

Ils tournèrent à droite. Il y avait encore deux bâtisses à longer avant d'entrer dans le quartier médical. Cent mètres de plus, et ils commencèrent à sentir l'odeur des anesthésiques, qui, les jours de vent, parvenait plus loin encore. La structure du trottoir changeait. C'était, maintenant, un canal large et plat recouvert de grilles de béton à barreaux étroits et serrés. Sous les barreaux, coulait de l'alcool mélangé d'éther qui charriait des tampons de coton souillé d'humeurs et de sanies, de sang quelquefois. De longs filaments de sang à demi coagulé teignaient çà et là le flux volatil, et des lambeaux de chair à demi décomposée passaient lentement, tournant sur eux-mêmes, comme des icebergs trop fondus. On ne sentait rien que l'odeur de l'éther. Des bandes de gaze et des pansements descendaient aussi le courant, déroulant leurs anneaux endormis. Au droit de chaque maison, un tube de descente se déversait dans le canal, et l'on pouvait déterminer la spécialisation du médecin en observant, quelques instants, l'orifice de ces tubes. Un œil roula sur lui-même, les regarda quelques instants, et disparut sous une large nappe de coton rougeâtre et molle comme une méduse malsaine.

— Je n'aime pas ça, dit Chloé. Comme air, c'est très sain. Mais ça n'est pas agréable à regarder...

— Non, dit Colin.

— Viens au milieu de la rue.

— Oui, dit Colin. Mais on va se faire écraser.

— J'ai eu tort de refuser la voiture, dit Chloé. Je n'ai plus de jambes.

— Tu as de la chance qu'il habite assez loin du quartier de la grosse chirurgie...

— Tais-toi! dit Chloé. On y est bientôt?

Elle se mit soudain à tousser de nouveau et Colin blêmit.

— Ne tousse pas, Chloé... supplia-t-il.

— Non, mon Colin, dit-elle en se retenant avec effort.

— Ne tousse pas... On est arrivés... C'est là...

L'enseigne du professeur Mangemanche représentait une

immense mâchoire en train d'engloutir une pelle de terrassier dont seul le fer dépassait. Cela fit rire Chloé. Tout doucement, très bas, car elle avait peur de tousser encore. Il y avait, le long des murs, des photographies en couleurs des cures miraculeuses du professeur, éclairées par des lumières qui, pour l'instant ne fonctionnaient pas.

— Tu vois, dit Colin. C'est un grand spécialiste. Les autres maisons n'ont pas une si complète décoration.

— Ça prouve seulement qu'il a beaucoup d'argent, dit Chloé.

— Ou que c'est un homme de goût, dit Colin. C'est très artistique.

— Oui, dit Chloé. Ça rappelle une boucherie modèle.

Ils entrèrent et se trouvèrent dans un grand vestibule rond émaillé de blanc. Une infirmière se dirigea vers eux.

Vous avez rendez-vous? demanda-t-elle.

— Oui, dit Colin, Nous sommes peut-être un peu en retard...

— Ça n'a pas d'importance, assura l'infirmière. Le professeur a fini d'opérer aujourd'hui. Voulez-vous me suivre.

Ils obéirent, et leurs pas résonnaient sur l'émail du sol avec un son mat et haut. Une risée de portes s'ouvrait dans la paroi circulaire, et l'infirmière les conduisit à celle qui portait, en or embouti, la reproduction à l'échelle de l'enseigne géante du dehors. Elle ouvrit la porte et s'effaça devant eux pour les laisser entrer. Ils poussèrent une seconde porte transparente et massive et se trouvèrent dans le bureau du professeur. Ce dernier, debout devant la fenêtre, parfumait sa barbiche avec une brosse à dents, trempée dans l'extrait d'opoponax.

Il se retourna au bruit, et s'avança vers Chloé la main tendue.

— Alors, comment vous sentez-vous, aujourd'hui?

— Ces pilules étaient terribles, dit Chloé.

La figure du professeur s'assombrit. Il avait maintenant l'air d'un octavon.

— Ennuyeux, murmura-t-il. Je pensais bien...

Il resta une minute sur place, l'air songeur, et s'avisa qu'il tenait toujours sa brosse à dents.

— Tenez ça, dit-il à Colin en la lui fourrant dans la main. Asseyez-vous, mon petit, dit-il à Chloé.

Il fit le tour de son bureau et s'assit lui-même.

— Voyez-vous, lui dit-il, vous avez quelque chose au poumon. Quelque chose dans le poumon, plus exactement. J'espérais que ça serait...

Il s'interrompit et se leva tout d'un coup.

— A rien ne sert de bavarder, dit-il. Venez avec moi. Posez cette brosse où vous voudrez, ajouta-t-il à l'adresse de Colin qui ne savait vraiment quoi en faire.

Colin voulut suivre Chloé et le professeur, mais il dut écarter une sorte de voile invisible et consistant qui venait de se poser entre eux. Son cœur éprouvait une angoisse étrange et battait irrégulièrement. Il fit un effort, se ressaisit et serra les poings. Rassemblant toutes ses forces, il réussit à avancer de quelques pas, et, dès qu'il toucha la main de Chloé, cela disparut.

Elle donnait la main au professeur et celui-ci la conduisit dans une petite salle blanche au plafond chromé, dont un appareil lisse et trapu occupait tout un côté.

— Je préfère que vous soyez assise, dit le professeur. Cela ne va pas durer longtemps.

Il y avait, en face de la machine, un écran d'argent rouge, encadré de cristal, et un seul bouton de réglage en émail noir scintillait sur le socle.

— Vous restez? demanda le professeur à Colin.

— J'aime mieux, dit Colin.

Le professeur tourna le bouton. La lumière s'enfuit de la pièce en un torrent clair qui disparut sous la porte et dans un trou d'aération disposé au-dessus de la machine, et l'écran s'éclaira peu à peu.

XXXIX

Le professeur Mangemanche tapotait le dos de Colin.

— Ne vous en faites pas, mon vieux, lui dit-il. Ça peut s'arranger.

Colin regardait à terre, l'air écrasé. Chloé lui tenait le bras. Elle faisait de gros efforts pour paraître gaie.

— Mais oui, dit-elle. Il n'y en a pas pour longtemps...

— Certainement, murmura Colin.

— Enfin, ajouta le professeur, si elle suit mon traitement, elle ira probablement mieux.

— Probablement, dit Colin.

Ils étaient dans le vestibule rond et blanc et la voix de Colin résonnait contre le plafond comme si elle venait de là-bas.

— En tout état de cause, conclut le professeur, je vous enverrai ma note.

— Bien entendu, dit Colin. Je vous remercie de vos soins, docteur...

— Et si ça ne tourne pas mieux, dit le professeur, vous viendrez me voir. Il y a la solution de l'opération que nous n'avons pas même envisagée.

— Mais oui, dit Chloé en serrant le bras de Colin et, cette fois, elle se mit à sangloter.

Le professeur tirait sa barbiche à pleines mains.

— C'est très embêtant, dit-il.

Il y eut un silence. Une infirmière parut à travers la porte transparente et tapa deux petits coups. Un voyant vert « Entrez » s'alluma devant elle dans l'épaisseur de la porte.

— C'est un monsieur qui m'a dit de prévenir Monsieur et Madame que Nicolas était là.

— Merci, Carogne, répondit le professeur. Disposez, ajouta-t-il, et l'infirmière s'en fut.

— Eh bien... murmura Colin. Nous allons vous dire au revoir... docteur...

— Certainement... dit le professeur. Au revoir... Soignez-vous... Tâchez de partir...

XL

— Ça ne va pas? dit Nicolas sans se retourner, avant que la voiture ne démarre.

Chloé pleurait toujours dans la fourrure blanche et Colin

avait l'air d'un homme mort. L'odeur des trottoirs montait de plus en plus. Les vapeurs d'éther emplissaient la rue.

— Va, dit Colin.

— Qu'est-ce qu'elle a? demanda Nicolas.

— Oh! Ça ne pouvait pas être pire! dit Colin.

Il se rendit compte de ce qu'il venait de dire et regarda Chloé. Il l'aimait tellement, en ce moment, qu'il se serait tué pour son imprudence.

Chloé, recroquevillée dans un coin de la voiture, mordait ses poings. Ses cheveux lustrés lui tombaient sur la figure et elle piétinait sa toque de fourrure. Elle pleurait de toutes ses forces, comme un bébé, mais sans bruit.

— Pardonne-moi, ma Chloé, dit Colin. Je suis un monstre.

Il se rapprocha d'elle et la prit près de lui. Il embrassait ses pauvres yeux affolés et sentait son cœur battre à coups sourds dans sa poitrine.

— On va te guérir, dit-il. Ce que je voulais dire, c'est qu'il ne pouvait rien arriver de pire que de te voir malade, quelle que soit ta maladie.

— J'ai peur, dit Chloé. Il m'opérera sûrement.

— Non, dit Colin. Tu seras guérie avant.

— Qu'est-ce qu'elle a? répéta Nicolas. Je peux faire quelque chose?

Lui aussi avait l'air très malheureux. Son aplomb ordinaire s'était fortement ramolli.

— Ma Chloé, dit Colin. Calme-toi.

— C'est sûr, dit Nicolas, elle sera guérie très vite.

— Ce nénuphar, dit Colin. Où a-t-elle pu attraper ça?

— Elle a un nénuphar? demanda Nicolas, incrédule.

— Dans le poumon droit, dit Colin. Le professeur croyait au début que c'était seulement quelque chose d'animal. Mais c'est ça, on l'a vu sur l'écran. Il est déjà assez grand, mais enfin, on doit pouvoir en venir à bout.

— Mais oui, dit Nicolas.

— Vous ne pouvez pas savoir ce que c'est! sanglota Chloé. Ça fait tellement mal quand il bouge!...

— Pleurez pas, dit Nicolas. Ça ne sert à rien et vous allez vous fatiguer.

La voiture démarra. Nicolas la menait lentement à travers les maisons compliquées. Le soleil disparaissait peu à peu derrière les arbres et le vent fraîchissait.

— Le docteur veut qu'elle aille à la montagne, dit Colin. Il prétend que le froid tuera cette saleté...

— C'est sur la route qu'elle a attrapé ça, dit Nicolas. C'était plein d'un tas de dégoûtations du même genre...

— Il dit aussi qu'il faut, tout le temps, mettre des fleurs autour d'elle. pour faire peur à l'autre...

— Pourquoi? dit Nicolas.

— Parce que s'il fleurit, il y en aura d'autres. Mais on ne le laissera pas fleurir...

— Et c'est tout, comme traitement? demanda Nicolas.

— Non, dit Colin.

— Qu'est-ce qu'il y a d'autre?

Colin hésitait à répondre. Il sentait Chloé pleurer contre lui, et il haïssait la torture qu'il allait devoir lui infliger.

— Il ne faut pas qu'elle boive... dit-il.

— Quoi? demanda Nicolas. Rien?

— Non, dit Colin.

— Pas rien du tout, tout de même...

— Deux cuillerées par jour, murmura Colin.

— Deux cuillerées, dit Nicolas.

Il n'ajouta rien et fixa la route droit devant lui.

XLI

Alise sonna deux coups et attendit. La porte d'entrée lui paraissait plus étroite que d'habitude. Le tapis semblait terne et aminci. Nicolas vint ouvrir.

— Bonjour, dit-il. Tu viens les voir?...

— Oui, dit Alise. Ils sont là?

— Oui, dit Nicolas. Viens, Chloé est là.

Il referma la porte. Alise examinait le tapis.

— Il fait moins clair qu'avant, ici, dit-elle. A quoi cela tient-il?

— Je ne sais pas, dit Nicolas.

— C'est drôle, dit Alise. Il n'y avait pas un tableau ici?

— Je ne me rappelle plus, dit Nicolas.

Il passa une main hésitante dans ses cheveux.

— De fait, dit-il, on a l'impression que l'atmosphère n'est plus la même.

— Oui, dit Alise. C'est ça.

Elle avait un tailleur brun, bien coupé et un gros bouquet de narcisses à la main.

— Toi, dit Nicolas, tu es en forme. Ça va?

— Oui, dit Alise. Ça va. Chick m'a offert un tailleur, tu vois...

— Il te va bien, dit Nicolas.

— J'ai de la chance, dit Alise, que la Duchesse ait juste les mêmes mesures que moi. Il est d'occasion. Chick voulait un papier qu'il y avait dans une des poches, alors, il l'a acheté.

Elle regarda Nicolas et ajouta :

— Tu ne vas pas bien.

— Euh!... dit Nicolas. Je ne sais pas. J'ai l'impression que je vieillis.

— Montre ton passeport, dit Alise.

Il fouilla dans sa poche revolver.

— Voilà, dit-il.

Alise ouvrit le passeport et pâlit.

— Quel âge avais-tu? demanda-t-elle à voix basse.

— Vingt-neuf ans, dit Nicolas.

— Regarde...

Il compta. Cela faisait trente-cinq.

— Je ne comprends pas, dit-il.

— Ça doit être une erreur, dit Alise. Tu ne parais pas plus de vingt-neuf ans.

— J'avais l'air d'en avoir vingt et un, dit Nicolas.

— Ça s'arrangera sûrement, dit Alise.

— J'aime tes cheveux, dit Nicolas. Viens, viens voir Chloé.

— Qu'est-ce qu'il y a ici? dit Alise pensive.

— Oh! dit Nicolas. C'est cette maladie. Ça nous bouleverse tous. Ça s'arrangera et je rajeunirai.

Chloé était allongée sur son lit, vêtue d'un pyjama de soie mauve et d'une longue robe de chambre de satin piqué, d'un léger beige orange. Autour d'elle, il y avait beaucoup de fleurs, et surtout des orchidées et des roses. Il y avait aussi des hortensias, des œillets, des camélias, de longues branches de fleurs de pêcher et d'amandier et des brassées de jasmin. Sa poitrine était découverte et une grosse corolle bleue tranchait sur l'ambre de son sein droit. Ses pommettes étaient un peu roses et ses yeux brillants, mais secs, et ses cheveux légers et électrisés comme des fils de soie.

— Tu vas prendre froid. dit Alise. Couvre-toi.

— Non, murmura Chloé. Il le faut, c'est le traitement.

— Quelles jolies fleurs! dit Alise. Colin est en train de se ruiner, ajouta-t-elle gaîment pour faire rire Chloé.

— Oui, murmura Chloé.

Elle eut un pauvre sourire.

— Il cherche du travail, dit-elle à voix basse. C'est pour cela qu'il n'est pas là.

— Pourquoi parles-tu comme ça? demanda Alise.

— J'ai soif... dit Chloé dans un souffle.

— Tu ne prends réellement que deux cuillerées par jour? dit Alise.

— Oui, soupira Chloé.

Alise se pencha vers elle et l'embrassa.

— Tu vas bientôt être guérie.

— Oui, dit Chloé. Je pars demain avec Nicolas et la voiture.

— Et Colin? demanda Alise.

— Il reste, dit Chloé. Il faut qu'il travaille. Mon pauvre Colin... Il n'a plus de doublezons...

— Pourquoi? demanda Alise.

— Les fleurs... dit Chloé.

— Est-ce qu'il grandit? murmura Alise.

— Le nénuphar? dit Chloé tout bas. Non, je crois qu'il va partir...

— Alors, tu es contente.

— Oui, dit Chloé, mais j'ai si soif...

— Pourquoi n'allumes-tu pas? demanda Alise. Il fait très sombre ici.

— C'est depuis quelque temps, dit Chloé. C'est depuis quelque temps. Il n'y a rien à faire. Essaye.

Alise manœuvra le commutateur et un léger halo se dessina autour de la lampe.

— Les lampes meurent, dit Chloé. Les murs se rétrécissent aussi. Et la fenêtre, ici, aussi.

— C'est vrai? demanda Alise.

— Regarde...

La grande baie vitrée qui courait sur toute la largeur du mur n'occupait plus que deux rectangles oblongs, arrondis aux extrémités. Une sorte de pédoncule s'était formé au milieu de la baie, reliant les deux bords et barrant la route au soleil. Le plafond avait baissé notablement et la plate-forme où reposait le lit de Colin et de Chloé n'était plus très loin du sol.

— Comment est-ce que cela peut se faire? demanda Alise.

— Je ne sais pas, dit Chloé. Tiens, voilà un peu de lumière.

La souris à moustaches noires venait d'entrer, portant un petit fragment d'un des carreaux du couloir de la cuisine, qui répandait une vive lueur.

— Sitôt qu'il fait trop noir, expliqua Chloé, elle m'en apporte un peu.

Elle caressa la petite bête qui déposa son butin sur la table de chevet.

— Tu es gentille d'être venue me voir, tout de même, dit Chloé.

— Oh! dit Alise. Tu sais, je t'aime bien.

— Je sais, dit Chloé. Et Chick?

— Oh! Ça va, dit Alise. Il m'a acheté un tailleur.

— Il est joli, dit Chloé. Il te va bien.

Elle s'arrêta de parler.

— Tu as mal? dit Alise. Ma pauvre...

Elle se pencha et caressa la joue de Chloé.

— Oui, gémit Chloé. J'ai si soif!...

— Je comprends, dit Alise. Si je t'embrassais, tu aurais moins soif.

— Oui, dit Chloé.

Alise se pencha vers elle.

— Oh! soupira Chloé, comme tu as les lèvres fraîches!

Alise sourit. Ses yeux étaient humides.

— Où pars-tu? demanda-t-elle.

— Pas loin, dit Chloé. Dans la montagne.

Elle se tourna sur le côté gauche.

— Tu l'aimes bien, Chick?

— Oui, dit Alise, mais lui aime mieux ses livres.

— Je ne sais pas, dit Chloé. C'est peut-être vrai. Si je n'avais pas épousé Colin, j'aimerais tellement que ce soit toi qui vives avec lui.

Alise l'embrassa de nouveau.

. . . .

L

Isis descendit. Nicolas conduisait la voiture. Il regarda sa montre et la suivit des yeux, tandis qu'elle pénétrait dans la maison de Colin et Chloé. Il avait un uniforme neuf de gabardine blanche et une casquette de cuir blanc. Il était rajeuni, mais son expression inquiète traduisait un désarroi profond.

L'escalier diminuait brusquement de largeur à l'étage de Colin, et Isis pouvait toucher, à la fois, la rampe et la paroi froide sans écarter les bras. Le tapis n'était plus qu'un léger duvet qui couvrait à peine le bois. Elle atteignit le palier, haleta un peu et sonna.

Personne ne vint ouvrir. Il n'y avait aucun bruit dans l'escalier, sinon, de temps à autre, un léger craquement suivi d'un éclaboussement humide lorsqu'une marche se détendait.

Isis sonna de nouveau. Elle percevait, de l'autre côté de la porte, le léger frisson du marteau d'acier sur le métal. Elle secoua un peu la porte qui s'ouvrit d'un coup.

Elle entra et trébucha sur Colin. Il reposait, allongé par

terre, la figure sur le sol, de côté et les bras en avant. Ses yeux étaient fermés. Dans l'entrée, il faisait sombre. Autour de la fenêtre, on voyait un halo de clarté qui ne pénétrait pas. Il respirait doucement. Il dormait.

Isis se baissa, s'agenouilla près de lui et lui caressa la joue. Sa peau frémit légèrement et ses yeux bougèrent sous ses paupières. Il regarda Isis et parut se rendormir. Isis le secoua un peu. Il s'assit, passa la main sur sa bouche et dit :

— Je dormais.

— Oui, dit Isis. Tu ne dors plus dans ton lit?

— Non, dit Colin. Je voulais rester là pour attendre le docteur et aller chercher des fleurs.

Il avait l'air complètement désorienté.

— Qu'est-ce qu'il y a? dit Isis.

— Chloé. Elle tousse de nouveau.

— C'est un peu d'irritation qui reste, dit Isis.

— Non, dit Colin. C'est l'autre poumon.

Isis se leva et courut vers la chambre de Chloé. Le bois du parquet giclait sous ses pas. Elle ne reconnaissait pas la chambre. Sur son lit, Chloé, la tête à demi cachée dans l'oreiller, toussait, sans bruit, mais sans interruption. Elle se redressa un peu en entendant Isis entrer et reprit haleine. Elle eut un faible sourire quand Isis s'approcha d'elle, s'assit sur le lit et la prit dans ses bras comme un bébé malade.

— Tousse pas, ma Chloé, murmura Isis.

— Tu as une jolie fleur, dit Chloé dans un souffle, en respirant le gros œillet rouge piqué dans les cheveux d'Isis. Ça fait du bien, ajouta-t-elle.

— Tu es encore malade? dit Isis.

— C'est l'autre poumon, je crois, dit Chloé.

— Mais non, dit Isis. C'est le premier qui te fait encore un peu tousser.

— Non, dit Chloé. Où est Colin? Il est parti me chercher des fleurs?

— Il va venir, dit Isis. Je l'ai rencontré. A-t-il de l'argent? ajouta-t-elle.

— Oui, dit Chloé. Il en a encore un peu. A quoi ça sert? Ça n'empêche rien!...

— Tu as mal? demanda Isis.

— Oui, dit Chloé, mais pas beaucoup. La chambre a changé, tu vois...

— Je l'aime mieux comme ça, dit Isis. C'était trop grand avant.

— Comment sont les autres chambres? dit Chloé.

— Oh!... Bien!... dit Isis évasivement.

Elle se rappelait encore la sensation du parquet froid comme un marécage.

— Ça m'est égal que ça change, dit Chloé, du moment qu'il fait chaud et que ça reste confortable...

— Sûr, dit Isis. C'est plus gentil, un petit appartement.

— La souris reste avec moi, dit Chloé. Tu la vois, là-bas, dans le coin? Je ne sais pas ce qu'elle fabrique. Elle ne voulait plus aller dans le couloir.

— Oui, dit Isis.

— Donne encore ton œillet, dit Chloé. Ça fait du bien.

Isis le détacha de sa chevelure et le donna à Chloé qui l'approcha de ses lèvres et le respira à longs traits.

— Comment va Nicolas? dit-elle.

— Bien, dit Isis. Mais il n'est plus gai comme avant. Je t'apporterai d'autres fleurs quand je reviendrai.

— Je l'aimais bien, Nicolas, dit Chloé. Tu ne vas pas l'épouser?

— Je ne peux pas, murmura Isis. Je ne suis pas à sa hauteur...

— Ça ne fait rien, dit Chloé. S'il t'aime...

— Mes parents n'osent pas lui en parler, dit Isis. Oh!...

L'œillet blêmissait soudain, se fripa, parut se dessécher. Il tombait maintenant en fine poussière sur la poitrine de Chloé.

— Oh! dit Chloé à son tour, je vais tousser encore. Tu as vu?...

Elle s'interrompit pour porter la main à sa bouche. Une quinte violente la ressaisit.

— C'est... cette chose... que j'ai... qui les fait toutes mourir... balbutia-t-elle.

— Ne parle pas, dit Isis... Ça n'a aucune importance. Colin va en rapporter.

Le jour était bleu dans la chambre et presque vert aux angles. Il n'y avait pas encore trace d'humidité et le tapis restait assez haut, mais une des quatre fenêtres carrées se fermait presque complètement. Isis entendit le bruit humide des pas de Colin dans l'entrée.

— Le voilà, dit-elle. Il t'en rapporte sûrement.

Colin apparut, il avait une grosse gerbe de lilas dans les bras.

— Tiens, ma Chloé. Prends-les !...

Elle tendit les bras.

— Tu es gentil, mon chéri, dit-elle.

Elle posa le bouquet sur le second oreiller, se tourna sur le côté et enfouit sa figure dans les grappes blanches et sucrées.

Isis se levait.

— Tu t'en vas ? dit Colin.

— Oui, dit Isis. On m'attend. Je reviendrai avec des fleurs.

— Tu serais gentille de venir demain matin, dit Colin. Il faut que j'aille chercher du travail, et je ne veux pas la laisser toute seule avant d'avoir revu le docteur.

— Je viendrai, dit Isis.

Elle se pencha un peu, avec précaution, et elle embrassa Chloé sur sa joue tendre. Chloé leva la main et caressa la figure d'Isis, mais elle ne tourna pas la tête. Elle respirait avidement le parfum des lilas qui se déroulait en volutes lentes autour de ses cheveux brillants.

. . . .

LXIII

L'administration donnait beaucoup d'argent à Colin, mais c'était trop tard. Il devait, maintenant, monter chez des gens, tous les jours. On lui remettait une liste et il annonçait les malheurs un jour avant qu'ils n'arrivent.

Tous les jours, il se rendait dans les quartiers populeux ou bien dans les beaux quartiers. Il montait des tas de marches.

Il était très mal reçu. On lui lançait à la tête des objets lourds et blessants, et des mots durs et pointus, et on le mettait à la porte. Il touchait de l'argent pour cela et donnait satisfaction. Il conserverait ce travail. La seule chose qu'il pouvait faire, c'était cela : se faire mettre à la porte.

La fatigue le tenaillait, lui soudait les genoux, lui creusait la figure. Ses yeux ne voyaient plus que les laideurs des gens. Sans cesse il annonçait les malheurs à venir. Sans cesse, on le chassait avec des coups, des larmes, des injures.

Il monta les deux marches et suivit le couloir, et frappa, reculant d'un pas sitôt après. Quand les gens voyaient sa casquette noire, ils savaient et le maltraitaient. Mais Colin ne devait rien dire. On le payait pour ce travail. La porte s'ouvrit. Il prévint et partit. Un lourd morceau de bois l'atteignit dans le dos.

Il chercha sur la liste le nom suivant et vit que c'était le sien. Alors, il jeta sa casquette et il marcha dans la rue et son cœur était de plomb, car il savait que, le lendemain, Chloé serait morte.

LXIV

Le Religieux parlait avec le Chuiche et Colin attendait la fin de leur conversation, puis il s'approcha. Il ne voyait plus la terre sous ses pas et chaque fois, il trébuchait. Ses yeux regardaient Chloé sur leur lit de noces, mate, avec ses cheveux sombres et son nez droit, son front un peu bombé, sa figure à l'ovale arrondi et doux, et ses paupières fermées qui l'avaient rejetée du monde.

— Vous venez pour l'enterrement? dit le Religieux.

— Chloé est morte, dit Colin.

Il entendit Colin dire « Chloé est morte » et ne le crut pas.

— Je sais, dit le Religieux. Quel prix voulez-vous y mettre? Vous désirez sans doute une belle cérémonie?

— Oui, dit Colin.

— Je peux vous faire quelque chose de très bien dans les deux mille doublezons, dit le Religieux. J'ai aussi plus cher.

— Je n'ai que vingt doublezons, dit Colin. Je pourrais peut-être en avoir trente ou quarante de plus, mais pas tout de suite.

Le Religieux emplit ses poumons d'air et souffla d'un air dégoûté.

— C'est une cérémonie de pauvre, alors, qu'il vous faut?

— Je suis pauvre... dit Colin. Et Chloé est morte...

— Oui, dit le Religieux. Mais on devrait toujours s'arranger pour mourir avec de quoi se faire enterrer décemment. Alors, vous n'avez même pas cinq cents doublezons?

— Non, dit Colin. Je pourrai arriver jusqu'à cent, si vous acceptez d'être payé en plusieurs fois. Est-ce que vous vous rendez compte de ce que c'est, de se dire « Chloé est morte »?

— Vous savez, dit le Religieux, j'ai l'habitude. Alors, ça ne me fait plus d'effet. Je devrais vous conseiller de vous adresser à Dieu, mais j'ai peur que pour une si faible somme, ce soit contre-indiqué de le déranger...

— Oh! dit Colin. Je ne vais pas le déranger. Je ne crois pas qu'il puisse grand chose, voyez-vous, parce que Chloé est morte...

— Changez de sujet, dit le Religieux. Pensez à... je ne sais pas, moi, n'importe quoi... par exemple...

— Est-ce que pour cent doublezons j'aurai une cérémonie décente? dit Colin.

— Je ne veux même pas envisager cette solution, dit le Religieux. Vous irez bien jusqu'à cent cinquante.

— Je mettrai du temps à vous les payer.

— Vous avez un travail?... Vous me signerez un petit papier.

— Si vous voulez, dit Colin.

— Dans ces conditions, dit le Religieux, peut-être irez-vous jusqu'à deux cents, et vous auriez le Bedon et le Chuiche de votre côté, tandis qu'à cent cinquante, ils sont dans le parti opposé.

— Je ne crois pas, dit Colin. Je crois que je n'aurai pas longtemps ce travail.

— Alors, nous disons cent cinquante, conclut le Religieux. C'est regrettable. Ce sera une cérémonie véritablement infecte. Vous me dégoûtez. Vous lésinez trop...

— Je m'excuse, dit Colin.

— Venez signer les papiers, dit le Religieux; et il le poussa brutalement.

Colin se heurta à une chaise. Le Religieux, furieux de ce bruit, le poussa de nouveau vers la sacristoche et le suivit en grommelant.

LXV

Les deux porteurs trouvèrent Colin qui les attendait dans l'entrée de l'appartement. Ils étaient couverts de saletés car l'escalier se dégradait de plus en plus. Mais ils avaient leurs plus vieux habits et n'en étaient pas à une déchirure près. On voyait, par les trous de leurs uniformes, les poils rouges de leurs vilaines jambes noueuses et ils saluèrent Colin en lui tapant sur le ventre, comme prévu au règlement des enterrements pauvres.

L'entrée ressemblait maintenant à un couloir de cave. Ils baissèrent la tête pour arriver à la chambre de Chloé. Ceux du cercueil étaient partis. On ne voyait plus Chloé, mais une vieille boîte noire, marquée d'un numéro d'ordre et toute bosselée. Ils la saisirent, et, s'en servant comme d'un bélier, la précipitèrent par la fenêtre. On ne descendait les morts à bras qu'à partir de cinq cents doublezons.

— C'est pour cela, pensa Colin, que la boîte a tant de bosses; et il pleura parce que Chloé devait être meurtrie et abîmée. Il songea qu'elle ne sentait plus rien et pleura plus fort. La boîte fit un fracas sur les pavés et brisa la jambe d'un enfant qui jouait à côté. On le repoussa contre le trottoir et ils la hissèrent sur la voiture à morts. C'était un vieux camion peint en rouge et un des deux porteurs conduisait.

Très peu de gens suivaient le camion : Nicolas, Isis et Colin, et deux ou trois qu'ils ne connaissaient pas. Le camion allait assez vite. Ils durent courir pour le suivre. Le conducteur

chantait à tue-tête. Il ne se taisait qu'à partir de deux cent cinquante doublezons.

Devant l'église on s'arrêta et la boîte noire resta là pendant qu'ils entraient pour la cérémonie. Le Religieux, l'air renfrogné, leur tournait le dos et commença à s'agiter sans conviction. Colin restait debout devant l'autel.

Il leva les yeux : devant lui, accroché à la paroi, il y avait Jésus sur sa croix. Il avait l'air de s'ennuyer et Colin lui demanda :

— Pourquoi est-ce que Chloé est morte?

— Je n'ai aucune responsabilité là-dedans, dit Jésus. Si nous parlions d'autre chose...

— Qui est-ce que cela regarde? demanda Colin.

Ils s'entretenaient à voix basse et les autres n'entendaient pas leur conversation.

— Ce n'est pas moi, en tous cas, dit Jésus.

— Je vous avais invité à mon mariage, dit Colin.

— C'était réussi, dit Jésus. Je me suis bien amusé. Pourquoi n'avez-vous pas donné plus d'argent, cette fois-ci?

— Je n'en ai plus, dit Colin. Et puis, ce n'est plus mon mariage, cette fois-ci...

— Oui, dit Jésus.

Il paraissait gêné.

— C'est très différent, dit Colin. Cette fois, Chloé est morte... Je n'aime pas l'idée de cette boîte noire.

— Mmmmmmmm... dit Jésus.

Il regardait ailleurs et semblait s'ennuyer. Le Religieux tournait une crécelle en hurlant des vers latins.

— Pourquoi l'avez-vous fait mourir? demanda Colin.

— Oh!... dit Jésus. N'insistez pas...

Il chercha une position plus commode sur ses clous.

— Elle était si douce, dit Colin. Jamais elle n'a fait le mal, ni en pensée, ni en action.

— Ça n'a aucun rapport avec la religion, marmonna Jésus en bâillant.

Il secoua un peu la tête pour changer l'inclinaison de sa couronne d'épines.

— Je ne vois pas ce que nous avions fait, dit Colin. Nous ne méritions pas cela.

Il baissa les yeux. Jésus ne répondit pas. Colin releva la tête. La poitrine de Jésus se soulevait doucement et régulièrement. Ses traits respiraient le calme. Ses yeux s'étaient fermés, et Colin entendit sortir de ses narines un léger ronronnement de satisfaction, comme celui d'un chat repu. A ce moment, le Religieux sautait d'un pied sur l'autre et soufflait dans un tube. La cérémonie était finie.

Le Religieux quitta le premier l'église et retourna à la sacristoche mettre de gros souliers à clous.

Colin, Isis et Nicolas sortirent et attendirent derrière le camion.

Alors, le Chuiche et le Bedon apparurent, richement vêtus de couleurs claires. Ils se mirent à huer Colin et dansèrent comme des sauvages autour du camion. Colin se boucha les oreilles, mais il ne pouvait rien dire, il avait signé pour l'enterrement des pauvres et il ne bougea même pas en recevant les poignées de cailloux.

LXVI

Ils marchèrent pendant très longtemps dans les rues. Les gens ne se retournaient même plus et le jour baissait. Le cimetière des pauvres était très loin. Le camion rouge roulait et sautait sur les inégalités du chemin, pendant que le moteur lâchait de joyeuses pétarades.

Colin n'entendait plus rien. Il vivait en arrière et souriait quelquefois. Il se rappelait tout. Nicolas et Isis marchaient derrière lui. Isis touchait de temps en temps l'épaule de Colin.

La route s'arrêta et le camion aussi, c'était l'eau. Les porteurs descendirent la boîte noire. Colin venait au cimetière pour la première fois. Il était situé dans une île de forme indécise, dont les contours changeaient souvent avec le poids de l'eau. On la distinguait vaguement à travers les brouillards. Le camion resta sur le bord; on accédait à l'île par une longue

planche souple et grise dont l'extrémité lointaine disparaissait dans la brume. Les porteurs lâchèrent de gros jurons et le premier s'engagea sur la planche; elle était juste assez large pour qu'on y passe. Ils tenaient la boîte noire avec de larges courroies de cuir brut qui leur passaient sur les épaules en faisant un tour autour du cou et le second porteur commençait à suffoquer. Il devenait tout violet. Sur le gris du brouillard, ça faisait très triste. Colin suivit. Nicolas et Isis se mirent à nouveau en marche le long de la planche. Le premier porteur piétinait exprès pour la secouer et la balancer de droite et de gauche. Il disparut au milieu d'une vapeur qui s'effilochait comme des filets de sucre dans l'eau d'un sirop. Leurs pas résonnaient sur la planche en gamme descendante, et, peu à peu, elle s'incurva; ils approchaient du centre; lorsqu'ils y passèrent, elle toucha l'eau et des vaguelettes symétriques clapotèrent des deux côtés; l'eau la recouvrait presque. Elle était sombre et transparente; Colin se pencha à droite, il regarda vers le fond, il croyait voir une chose blanche remuer vaguement dans la profondeur. Nicolas et Isis s'arrêtèrent derrière lui; ils étaient comme debout sur l'eau. Les porteurs continuaient; la seconde moitié du chemin montait, et, quand ils eurent dépassé le milieu, les petites vagues diminuèrent et la planche se décolla de l'eau avec un bruit de succion.

Les porteurs se mirent à courir et les poignées de la boîte noire sonnaient contre les parois. Ils arrivèrent à l'île avant Colin et ses amis et s'engagèrent pesamment dans le petit sentier bas dont deux haies de plantes sombres formaient les côtés. Le sentier décrivait des sinuosités bizarres aux formes désolées, et le sol était poreux et friable. Il s'élargit un peu. Les feuilles des plantes tournaient au gris léger et les nervures ressortaient en or sur leur chair veloutée. Les arbres, longs et flexibles, retombaient en arc d'un bord à l'autre du chemin. A travers la voûte ainsi formée, le jour produisait un halo blanc sans éclat. Le sentier se divisa en plusieurs branches et les porteurs prirent à droite sans hésitation. Colin, Isis et Nicolas se hâtaient pour les rattraper. On n'entendait pas d'animaux dans les arbres. Seules, des feuilles grises se déta-

chaient parfois pour tomber lourdement sur le sol. Ils suivirent les ramifications du chemin. Les porteurs lançaient des coups de pied dans les arbres et leurs lourdes chaussures marquaient sur l'écorce spongieuse de profondes meurtrissures bleuâtres. Le cimetière était juste au milieu de l'île; en grimpant sur les pierres, on pouvait, par delà le sommet des arbres malingres, entrevoir, loin vers l'autre rive, le ciel, croisé de noir et marqué par le vol pesant des alérions sur les champs de morgeline et d'aneth.

Les porteurs s'arrêtèrent près d'un grand trou. Ils se mirent à balancer le cercueil de Chloé en chantant «A la salade », et ils appuyèrent sur le déclic. Le couvercle s'ouvrit et quelque chose tomba dans le trou avec un craquement; le second porteur s'écroula, à moitié étranglé parce que la courroie ne s'était pas détachée assez vite de son cou. Colin et Nicolas arrivèrent en courant et Isis trébuchait derrière. Alors, le Bedon et le Chuiche, en vieilles salopettes pleines d'huile, sortirent tout à coup de derrière un tumulus et se mirent à hurler comme des loups en jetant de la terre et des pierres dans la fosse.

Colin était affaissé à genoux. Il avait la tête dans ses mains; les pierres faisaient un bruit mat en tombant; le Chuiche, le Bedon et les deux porteurs se donnèrent la main, ils firent une ronde autour du trou, et puis, soudain, ils filèrent vers le sentier et disparurent en farandole.

Le Bedon soufflait dans un gros cromorne et les sons rauques vibraient dans l'air mort. La terre s'éboulait peu à peu et, au bout de deux ou trois minutes, le corps de Chloé avait complètement disparu.

. . . .

Boris VIAN.

APOÈME II

Hommes, souvenez-vous des marches et des haltes.
Hommes, la gorge en feu, nous bûmes aux fontaines.
Hommes penchés dehors les trains vous emportaient.
Homme je vous revois offrir des roses rouges.
Hommes, mes délicats, vous tuiez des oiseaux.
Hommes à tout venant les veillées vous fanèrent.
Hommes descendez l'eau, debout sur les péniches...
Faites encor vos jeux! *clamèrent les forains.*
Les roues lancées à bras, *tournaient tournesols ivres,*
Avec un bruit fou de crécelle. La lumière
Inspirait les joueurs suffisamment pour que
Leurs lèvres parussent murmurer des mots d'or.
Certains criaient : Je mise
Sur la liberté.
Il leur fallut rompre les cordons de police.
Hommes nus, c'est encor vous à la file indienne.
Dockers, coolies chinois, batteurs de tam-tam nègres,
Chômeurs américains, caravaniers arabes,
Iroquois peints sur des mustangs amadoués...
Hommes plongeant les doigts dans les raisins dorés ;
Hommes blottis au creux du foin ; hommes si noirs
Qui visitez les cheminées ; hommes à
La belle étoile ; hommes hélant les feux follets ;
hommes de nulle part qui parlez plusieurs langues ;
Camelots, boulangers, marneurs, anachorètes ;
Hommes ! Anges ! Démons !

Je vous nomme. C'était...

C'était au temps parfait des blés et des bluets,
Orgie de l'existence idéale! Après quoi
Les lingères battirent, agenouillées,
Les bleus de fondeurs, les soies d'amants, les tabliers
D'élèves, les draps lourds... Elles oignirent leurs
Mains de l'huile sainte du fleuve; et s'en allèrent.
Sur les chemins, la nuit venue, des dieux frileux,
Le visage en deux coupé par le clair de lune,
Vidaient leurs gourdes pour se donner des couleurs...
Alors tomba l'hiver comme un beau tambour blanc.
La symphonie? n'est qu'une affaire de patience,
Disait-on. Les arbres dépouillés chuchotèrent :
Où se cache le loir. *Il leur vint à mémoire*
Des cas désespérés : biche blessée, mésange
Prise à la glu, vanesse aux doigts d'une amoureuse,
Abeille qui se noie dans la bouteille close.
Or, le loir somnolait. C'est là tout un poème.
Plus d'une fois les orgues lentes des nuages
Passèrent... Travailleurs têtus vous suspendiez
L'ouvrage pour entendre! hormis les maréchaux
Ferrants... Les écoliers faisaient pouce. *Et la neige*
câline feutrait des pays où l'arbre est ange.
Mais un soir l'avalanche étrangle nos villages.
Le bruit court que la mort a jeté son lasso.
Les étoiles boxent. Les chamois ne sont plus
Que des fils à plomb qui cassent. Telle une hélice,
Le ciel coupe la tête à l'aigle. Il va pleuvoir.
Le sang tombe et le jour prend place entre les pierres.
Nous pourrons dire qu'ils sont morts pour la Patrie.
Rescapée, la poésie délire; tandis
Que les sauveteurs s'épongent. Les fous ont peur.
La montagne fourbue dort les yeux grands ouverts.
Chaussés de skis, la paix crie haro sur le rêve...
Ainsi les orgues devenaient des barricades.
On lyncha l'anémone et l'on tua l'eau claire.

Les hommes s'éprenaient de femmes sans paroles.
Ils tournaient le danger comme un oiseau le chat.
La vie avait sur eux la lueur des cristaux...
L'amour n'hivernera plus. Holà, émeutiers
Tombez la pèlerine et amochez les lampes.
(Les lampes sourdes de la nuit sont des injures)
Le ciel couve des couteaux. L'émeute grandit.
Nous déchirerons Dieu. *Dans l'alcool baigne l'âme.*
Puis un canon balance le soleil en l'air.
On met les mains sur les yeux. C'est de la folie.
Le soleil fou jure dans les peupliers trembles
Et saigne jusqu'à la Paque sur les cerises.
Devant ce miracle nos ouvriers s'émeuvent.
Il fait bon. *Leurs paroles font la chandeleur.*
La révolte s'ouvre, comme Christ que l'on cloue.
Les citrons dynamités de l'aurore éclatent.
Les saisons percutent. Je ne me souviens plus.

Henri PICHETTE.

PENSÉES DANS UN AVION AU-DESSUS DE L'EUROPE

Accompagnant tout ce que je fais, ces mots : « Tu as tort ». Ce sont généralement, les lettres de l'alphabet mélangées sans aucune sorte d'ordre, perdues au milieu des papiers qui couvrent mon bureau. Elles sont sorties d'un alphabet d'enfant, rien qu'en majuscules, chaque lettre sur un carton séparé. Elles sont si irrémédiablement égarées dans les interstices des enveloppes à demi déchirées, dans les fentes, sous le couvercle de mon bureau et dans ses tiroirs, que je ne les vois jamais. Mais il est bien évident que tout ce désordre est voulu afin de me cacher leur clair message sous le mystère d'un anagramme.

Les poèmes, les études, les livres, les rapports, les mémoires que j'écris gisent semblables à un fumier répandu sur ces lettres-semences qui, un jour, je le sais, germeront et donneront naissance à une plante énorme. Chaque feuille en sera une lettre et la fleur en cornet comme le lys tigré, fera entendre de sa voix claire les mots métalliques : « Tu as tort. »

Mais ceci est une anticipation. Actuellement, je n'entends cette voix qu'à de très rares occasions, par exemple dans l'avion, entre Londres et Paris. Au milieu de la traversée de la Manche, par la fenêtre proche de mon fauteuil, je regarde le crucifix des ailes d'argent et du fuselage étalé sur la plaque circulaire et plate des eaux, queue et pointes d'ailes touchant l'horizon. De là-haut, le soleil fait ruisseler une pluie incessante de flèches jusque dans la mer au-dessous de nous, et la pointe de chaque flèche explose en une petite flamme lorsqu'elle atteint la surface de l'eau avant de pénétrer sous le voile des vagues.

De même que la marche de l'avion au-dessus de la mer et dans le ciel a créé une immense immobilité, un immense calme, de même le rugissement de ses moteurs entretient un immense silence. Ce silence est d'une qualité visible comme une vitre de verre bleu transparent à travers laquelle on examinerait, en bas, en haut, à la ronde, un cercle de nuages de neige et de candide océan, au

centre desquels le soleil entouré de turquoise plate et polie est un éblouissant diamant qui domine de très haut les blancs rochers, les blanches colonnes et les pics blancs du paysage. Ce paysage mouvant se transforme à la manière des images dans l'esprit de l'homme qui rêve, quand chaque idée nouvelle est isolée de l'autre par un profond gouffre bleu.

Dans ce silence, et au sommet d'une courbe tracée entre Paris et Londres, la voix avec une grande netteté d'intention m'a dit, il y a un moment : « Tu viens de quitter une ville où tu as tort et où tous ont tort; et tu te rends maintenant dans une autre ville où tu auras tort et où tous auront tort. »

Je suis le déroulement de ce raisonnement avec une parfaite objectivité. C'est comme une partie d'échecs dans laquelle je me rappelle les vingt coups précédents et dont il m'est possible de prévoir les vingt-cinq coups à venir. Seulement, je ne distingue pas le dernier coup.

Quoi que tu fasses, tu as tort, continue la voix raisonneuse, parce que : ou bien tu t'es engagé dans la structure des sociétés modernes ou tu ne t'y es pas engagé. A toute autre époque, il était possible de bien agir dans le système même de son univers (l'univers de gens qui sont morts aujourd'hui), mais il était possible aussi de bien penser et de bien se conduire tout en se tenant à l'écart. Aujourd'hui, on a perfectionné les façons d'avoir tort dans les limites de tout système, de toute organisation, mais l'on a tort également en dehors de ces limites. Les étiquettes sont prêtes et elles t'attendent. Il n'en est que de trois sortes : ou bien tu seras quelqu'un qui sacrifie la fin aux moyens, ou tu seras un coureur qui tourne en rond (pour le moment c'est cette étiquette-là qui s'applique le mieux à toi), ou encore tu es un fuyard.

Naturellement, tu peux prétendre qu'aucune de ces étiquettes ne sauraient s'attacher à toi. Tu peux dire : je n'appartiens à aucune de ces catégories, je suis *moi*, individualiste; je refuse d'être classé; je suis une personne; je suis un être humain. Mais, au fond du cœur, tu sais qu'un être humain doit être partie agissante de l'humanité, et que celui qui n'a pas avec elle ce genre de rapports la rejette. Sitôt que tu fais l'un ou l'autre, et tu dois inévitablement faire l'un ou l'autre, tu reçois ton étiquette.

* * *

Quand je pense à la vie de mes contemporains et à ma propre vie, il me paraît évident que nous sommes parvenus à un stage où nous sommes capables d'examiner nos propres personnalités avec un certain détachement, comme s'il ne s'agissait pas de nous-mêmes, mais d'une plante.

Peut-être nous est-il d'autant plus facile de nous en détacher qu'elles ne sont pas réellement nous-mêmes. Elles sont devenues autre chose, ou disons plutôt que ce qui est nous-même est inextricablement envahi par ce qui est autre chose.

Nous comparons la plante telle qu'elle est avec notre conception de ce qu'elle devrait être. Cette conception a grandi avec nous, même si, en grandissant, nous nous sommes séparé d'elle. Enfant, seul dans notre lit, le soir, déjà il nous est arrivé d'avoir tout à coup la sensation révélatrice d'une naissance de feuilles, de toute une floraison vers laquelle notre être tout entier se tendait. Ainsi, l'enfance nous recouvrait, comme la terre, le froid et la nuit recouvrent la graine au long de l'hiver et au début du printemps. Nous avons cru que cette floraison serait authentique. Nous avons cru qu'un jour nous pourrions considérer notre vie et dire : « Me voici, couvert de ces feuilles, de ces bourgeons, enraciné dans un certain sol ». Nous nous attendions à être nous-mêmes.

Au lieu de cela, nous nous regardons et nous voyons la feuille de l'argent qu'il faut gagner, poussant à côté de celles dont les formes sont différentes mais si caractéristiques : la feuille des Obligations Familiales, la feuille des Devoirs envers l'État, et dominant tout, dûment étiquetée, la fleur au gloussement mécanique qu'entourent quelques bourgeons desséchés.

En même temps, l'on doit admettre que la plante que nous sommes devenu se révèle étonnamment productive. S'il y a une guerre, les abeilles et les guêpes, au lieu de se nourrir de son suc, naissent de sa fleur, en vols rapides et serrés pour s'en aller livrer bataille à d'autres essaims. Si nous sommes en paix, la plante se met à produire des feuilles à une allure qui fait croire qu'elle joue le rôle de vedette dans l'un de ces films botaniques documentaires qui nous enseignent comment poussent les plantes. Mais si nous regardons de près, nous voyons que tous ces rejets sont des gourmands inutiles.

A ce moment où, comme je l'ai suggéré, nous approchons du milieu de notre vie, nous demandons :

« Que dois-je faire pour redevenir moi-même?
Élaguez vos feuilles superflues, dit l'un.
Refusez de travailler pour de l'argent.
Abandonnez votre famille.
Résignez vos fonctions auprès du Gouvernement. »

Très bien. L'un refuse de travailler pour de l'argent. Ceci signifie qu'il quitte la ville et s'en va vivre seul dans une chaumière abandonnée, au milieu d'une campagne déserte. Peut-être s'y trouve-t-il fort bien, mais l'on n'entend plus jamais parler de lui.

Un autre abandonne sa famille. Il est l'objet de poursuites. La feuille des Obligations Familiales s'est desséchée à mesure que la feuille de l'Argent à gagner s'étalait autant qu'une maladie cancéreuse. C'est ce moment précis que l'État choisit pour intervenir comme un jardinier muni d'un sécateur. Pour payer à l'État ce qu'il lui doit en vue de faire vivre sa famille abandonnée, l'homme doit devenir un rouage de l'organisation de l'État.

Certains ont décidé de devenir des saints. Pour les raisons que j'ai données, il est impossible de devenir un saint dans un pays où l'impôt sur les salaires est de 10 s / à la livre[1]. Aussi sont-ils partis pour l'Amérique, et ont-ils vécu dans un désert où l'on trouve, enterrée dans le sable, de la nourriture en boîtes, et où les oasis contiennent des postes d'essence, des cinémas et des piscines.

Tandis que les gens devenaient des saints, mangeaient leurs conserves en boîtes et vivaient des valeurs en portefeuille des personnes qu'ils convertissaient, l'île qu'ils avaient quittée devenait la proie de tout un continent d'ennemis. Des avions, certains isolés comme des guêpes, d'autres en grandes multitudes comme des vautours, vinrent fouetter les phares de leurs salves de mitrailleuses, et transformèrent les districts ouvriers en trombes d'eau mêlées de feu, où se déversaient des cascades de sucre fondu, de thé bouillant, de bière, de poivre, de blé noyé, de métal en fusion provenant des usines et des entrepôts en flammes. Les enfants ouvraient la bouche pour pousser un cri qui, au lieu d'exprimer la vie qui passe marquait l'instant suprême de leur vie, le point d'exclamation qui s'inscrit au Livre du Jugement Dernier.

Au fond du désert américain, les saints pensèrent avec envie que tous leurs compatriotes étaient en un instant devenus des martyrs. Mais pas du tout. Les trois quarts avaient échappé à toute expérience extraordinaire, parce que les trois quarts de l'humanité y échappent toujours. Sur ceux qui restèrent, un grand nombre devinrent des meurtriers plus habiles au meurtre que leurs ennemis. A la fin de la guerre, la carte de leur île bombardée était devenue comme un timbre de caoutchouc qu'ils apposaient avec fureur sur tous les territoires de leurs ennemis; pendant ce temps, leur propre population s'était tout entière muée en fonctionnaires et en gens occupés à remplir des formules.

En un sens, les saints avaient raison, sauf qu'ils n'avaient rien fait de plus que les autres pour sauver les milliers de victimes dont on découvrit les cadavres carbonisés dans des fours, enfermés dans des cages, ou enterrés dans des fosses au milieu des plaines désertiques de l'Europe. En vérité, ils n'avaient même pas entendu

1. 50 %.

leurs cris. Et peut-être le seul sens de la solitude eût-il été d'entendre les cris.

***

Après la guerre, des milliers de gens mouraient de faim en Europe. En Angleterre, restaient encore quelques personnes assez riches pour continuer à engraisser. Certaines de ces riches personnes étaient navrées des conditions pitoyables où vivaient certains humains, à quelques milles seulement de l'Angleterre. Aussi leur vint-il le désir de donner un peu de leur nourriture à ceux qui mouraient de faim. Pour y parvenir, ils durent plier leur action à différents systèmes, par exemple le système des transports afin d'atteindre les pays étrangers où l'on mourait de faim, et le système compliqué du rationnement dans leur pays même. Ils proposèrent de renoncer à une partie de leurs rations pour en constituer un fonds où l'on puiserait la nourriture à expédier en Europe. Les autorités officielles en colère firent ressortir que cette pensée lur était venue uniquement parce qu'ils pouvaient aller manger au restaurant. Alors ces personnes riches offrirent d'abandonner leurs tickets de rationnement lorsqu'ils prenaient leurs repas au restaurant. Cette suggestion rendit les gens officiels encore plus furieux parce qu'ils avaient souvent déclaré que les repas pris par les officiels, les fonctionnaires etc..., dans les restaurants ne représentaient qu'une « marge » insignifiante au milieu de toute la nourriture consommée dans le pays, et que cette marge ne causait aucune atteinte au niveau moyen de la vie, en Angleterre ou ailleurs. En outre, modifier le système de rationnement rien que pour céder aux caprices d'une poignée de gens riches ne ferait qu'encourager leur fantaisie, puisque le seul résultat du changement en question serait que les indigents qui se nourrisssent dans des cantines ou des coopératives recevraient encore moins de nourriture. Ainsi le vœu d'un petit groupe de gens qui sentaient qu'ils pouvaient faire quelques sacrifices pour aider les populations affamées d'Europe fut-il facilement présenté comme une forme de l'égoïsme. Seul le Gouvernement peut faire le bien parce que seul le Gouvernement connaît la somme exacte de l'énergie totale du pays dont il peut disposer, à un moment donné, pour faire le bien.

Si, vivant à notre époque, un saint François d'Assise distribuait ses vêtements aux pauvres, il serait avant tout poursuivi et mis en prison pour attentat à la pudeur. A sa sortie de prison, il s'apercevrait qu'il n'a pas de « points textiles » pour s'acheter les moindres hardes. Supposons pourtant qu'il parvienne à se vêtir dans un solde de tissus de Défense Passive distribué par le gouvernement, même alors il découvrirait que son très célèbre

exemple n'est pas considéré comme un plan de vie vertueux, mais comme une évasion significative dans l'inutilité sociale, de la part d'un jeune homme plein de promesses qui avait paru fort bien doué autrefois. Son célèbre amour des bêtes aurait été nécessairement discipliné par les soins de la Société Protectrice des Animaux.

Je me suis souvent demandé ce qui était arrivé au jeune homme très riche du Nouveau Testament à qui l'on demanda de distribuer tous ses biens aux pauvres et qui rentra chez lui plein de tristesse. Aujourd'hui, s'il avait distribué sa fortune, il aurait terminé ses jours à l'hospice, à moins qu'il ne se soit retrouvé à la tête d'un mouvement social destiné à permettre aux pauvres de devenir riches.

Le monde moderne est le monde où il est impossible à l'individu d'agir mal ou bien.

« Mais c'est absurde, proteste le pacifiste, le yogi, ou le membre d'une société de tempérance. On peut toujours satisfaire sa propre conscience, même si cela reste sans effet sur le reste de la société.

— Exactement.

— Alors, de quoi vous plaignez-vous? Sur cette terre, notre premier devoir est de sauver notre âme.

— Tout à fait d'accord. Mais de nos jours, vous ne pouvez sauver votre âme qu'aux dépens des autres. Sitôt que vous renoncez à la machine sociale d'où sortent tout le bien et tout le mal, vous divorcez d'avec le reste de l'humanité. Un écrivain moderne, occupé des problèmes du bien et du mal, et qui voit combien l'engage tout ce qui l'entoure, tombe par force dans le mysticisme. Le mystère, c'est qu'il n'est occupé que de lui-même, et peut-être d'un petit nombre de gens semblables à lui, également occupés d'eux-mêmes. De là, toutes les théories sur un mode de vie hors le temps, ce qui revient à développer son indifférence au labeur quotidien et aux souffrances d'une humanité dont le temps se mesure, minute par minute, aux miettes de pain qui lui sont refusées. »

***

J'ai lu dans un journal l'histoire d'un jeune homme de vingt-quatre ans, étudiant à Oxford, qui venait de commettre douze cambriolages d'un caractère fort audacieux. Il fut arrêté sur le toit d'un Collège de femmes, porteur d'un ballot de linge. Au tribunal, l'on expliqua qu'il était assez riche et que la seule raison qu'il avait de commettre ces vols était un besoin excessif d'excitation. Il y a un peu moins d'un an, il survolait pour la cinquante-troisième fois le territoire ennemi, et depuis il s'ennuie à mourir. On l'a condamné à trois mois de prison. A parler humainement, cette

condamnation paraît sans excuse. Toutefois, si l'on réfléchit que ce jeune étudiant n'est qu'un rouage refusant de tourner comme il faut dans l'énorme machine qui passe de la production de guerre à la production de paix, elle semble parfaitement raisonnable.

***

Quand j'étais en Allemagne, beaucoup d'Allemands, après avoir dit qu'ils avaient toujours été hostiles à Hitler, poursuivaient en me demandant : « Qu'attendiez-vous de nous? Pensiez-vous que nous allions descendre dans la rue et crier : A bas Hitler? »

La seule réponse honnête à cette question est : « Oui. Ou quelque chose du même ordre ».

Les Allemands répliquent alors : « Eh bien, si je l'avais fait, non seulement j'aurais été mis dans un camp de concentration, mais ma famille l'aurait été aussi. Ma femme et mes petits enfants auraient été torturés. On n'aurait jamais plus entendu parler d'aucun de nous ».

Cet argument est difficile à réfuter, parce qu'il est absolument exact. Les réfugiés qui ont quitté l'Allemagne savent que c'est la vérité et ils s'en servent, non seulement pour expliquer pourquoi ils sont partis, mais aussi pour reprocher à leurs compatriotes de n'en avoir pas fait autant.

De plus, les camps de concentration contenaient vraiment beaucoup de prisonniers, beaucoup de cadavres et de fous, beaucoup d'épaves de ces gens qui avaient protesté et dont on n'avait jamais plus entendu parler. Il y avait plus de martyrs qu'il n'y en eut jamais dans l'histoire, des saints ayant fait preuve d'une abnégation à côté de laquelle la vie des saints paraît douillette, mais on n'avait jamais plus eu de leurs nouvelles. Et quand on écrit maintenant leur histoire, on parle d'eux comme de gens dont l'exemple est anéanti; on parle d'eux d'une manière abstraite, ce sont des sujets de controverse. Les flambeaux se sont éteints avant qu'on en puisse distinguer la flamme, et désormais ce n'est que par les rumeurs et les discussions qu'on apprend qu'ils furent jamais allumés.

Pourtant, nous qui reprochons à l'Allemand, en tant qu'individu, de n'avoir pas résisté à Hitler, nous savons bien que cette sorte de résistance est absolument vaine dans l'organisation de la société moderne. Nous savons qu'il est inutile de mettre de côté notre pain ou nos conserves de viande dans l'espoir de venir en aide à quelqu'un qui meurt de faim en Pologne, car lorsque nos aumônes ne nous sont pas extorquées par nos gouvernants, ceux-ci veillent à ce que la nourriture ne quitte jamais le pays. Les Nazis sont allés encore un peu plus loin; ils ont veillé à ce que

non seulement une bonne action, mais même l'expression du désir de faire le bien, reste dans le domaine des choses secrètes, inexprimables, inouïes; ainsi lorsque les Alliés se plaignent de ce qu'il n'y eut jamais de saints allemands, leur seul grief c'est qu'ils n'en entendirent jamais parler. Ils donnent ainsi la démonstration de la thèse de l'Allemand individuel qui prétend qu'il était inutile d'être un martyr.

***

Maintenant, au-dessous de moi, les côtes de France sont comme une ligne noire soigneusement tracée par le pinceau d'un peintre français avec une abondance de formes qui ne représentent nul objet, soulignant la nudité d'une mer qui possède la texture d'une toile blanche, grenue, bien tendue. Dans quelques minutes, je serai à Paris, où je commencerai à mener la vie du Marché Noir.

Le Marché Noir n'est pas une chose tangible, c'est un rite, un code de manières. Vous entrez dans un bar et vous demandez un paquet de cigarettes. Le barman en sort un de sa poche immédiatement, mais il vous le donne en le tenant d'une façon particulière : il présente le dos de la main vers vous, au lieu d'avancer la paume. Dans un café, vous commandez du café. Le garçon s'enquiert : « Du vrai? », si vous répondez : « oui, du vrai », on vous demande d'aller vous asseoir à l'intérieur, on ne vous le servira pas à la terrasse. On ne donne à cette règle aucune raison. L'implication est qu'un Inspecteur du Ravitaillement passant sur le trottoir pourrait sentir l'arôme du vrai café. Mais évidemment, cette raison n'est pas seule sérieuse. Cela fait partie du rituel du Marché Noir. Cette coutume s'est développée comme telle autre : quand vous déjeunez dans un restaurant on vous montre d'abord un morceau de papier sur lequel sont inscrits les noms de quelques plats. Alors vous dites : « Mais qu'avez-vous à nous proposer? » et le maître d'hôtel sort de sa poche le vrai menu.

J'ai rencontré une fois un professeur de l'Université de Paris dont les vêtements flottaient autour de son corps. Il m'expliqua qu'il avait essayé pendant deux mois de vivre sans avoir recours au Marché Noir. Il avait fait cette expérience dans un esprit purement scientifique et il n'en tirait aucune satisfaction de mérite. Le seul résultat de son abstinence avait été de le rendre plus faible, plus maigre, et incapable d'enseigner avec autant d'utilité.

La plupart des Français se servent du Marché Noir et n'essayent pas de l'éviter. Ils sont si bien habitués aux pratiques du Marché Noir que lorsqu'ils viennent en Angleterre, les Français, fût-ce les meilleurs, deviennent le centre d'un commerce de Marché Noir, dont se sont gardés la plupart des Anglais. Car les Marchés

Noirs tendent à se cristalliser autour de gens qui ont l'habitude du Marché Noir. Ainsi, à Londres, un Français portant la Croix de Lorraine sera abordé par un camelot louche, spécialisé dans les touristes, qui lui indiquera l'endroit où il peut acheter des points de vêtements. Un ami français qui fit un séjour de quelques semaines chez moi à Londres, il y a un an, était arrivé portant à la boutonnière un insigne représentant une petite carte de la France en émail. Je remarquai plus tard que certains jours il ne portait pas cet insigne. Un matin, je lui demandai : « Où est votre petit insigne aujourd'hui? » Il me répondit : « Aujourd'hui je ne suis pas digne de la France ». Il était communiste et en tant que patriote (les communistes sont patriotes depuis 1941) il ne portait pas son insigne les jours où il se sentait indigne de la France. Quand il fit ses valises pour repartir, je vis que son indignité lui avait permis d'acquérir deux ou trois pardessus, deux complets et une quantité de vêtements de dessous. Le jeune homme en question est un personnage parfaitement désintéressé, généreux et brave. Il aspire à mourir sur les barricades, et si jamais l'histoire lui fournit une cause à défendre, il se battra pour elle et s'y donnera avec courage. Il fait des recherches scientifiques et pour rester fidèle à l'Université qui le paye misérablement, il refuse de se vendre à l'industrie privée où il pourrait gagner largement sa vie.

Un jour, je me trouvais au café, à Paris, avec ce jeune homme au moment où il achetait au garçon un paquet de cigarettes au Marché Noir. Ces cigarettes étaient assez chères et le garçon qui, lui aussi, était communiste, fit chorus avec mon ami pour s'indigner des abus du Marché Noir. Ils décidèrent d'un commun accord que la seule façon d'y mettre fin était de frapper de la peine de mort ceux qui s'en rendaient coupables.

Ainsi, partout en France, tout le monde parle du Marché Noir comme si c'était une grande honte et cependant chacun s'y livre. Le sentiment d'humiliation nationale est si universel qu'il devient une sorte de maladie en soi, indépendante du Marché Noir et peut-être plus grave. Car, après tout, le Marché Noir n'est qu'une illustration supplémentaire du fait que l'individu est moralement impuissant. Tout ce qu'il peut faire contre le Marché Noir consiste à mourir de faim en refusant de s'y servir, et l'Europe est encore couverte des cadavres d'hommes et de femmes qui sont morts uniquement pour prouver que leurs souffrances et leur mort, pires et plus nombreuses que celles des martyrs de tous les temps, ne servirent à rien.

Le préfet d'un important département de France me montra un jour son journal intime. Il contenait quelques réflexions sur le thème de la Liberté. « La liberté pour laquelle se bat l'écri-

vain, notait-il, est la liberté pour André Malraux de dire ce qui lui plaît, sur n'importe quel sujet, ou pour les surréalistes d'écrire des obscénités. Mais peut-être nos enfants ne pourront-ils pas comprendre que nous nous soyons battus pour de telles libertés ». Ensuite, le Journal racontait une visite que différents citoyens lui avaient faite ce jour-là pour protester contre la détention de divers autres citoyens emprisonnés pour avoir collaboré avec des Allemands, mais dont le procès n'avait jamais été jugé. « J'ai répondu à ces citoyens, poursuivait le Journal, qu'il était parfaitement vrai que plusieurs douzaines de personnes eussent été emprisonnées sans avoir subi jusque-là de procès au sujet de ces accusations de collaboration. Mais je fis ressortir qu'ils avaient aussi dans leur ville des milliers d'enfants privés de lait et d'adultes vivant dans les conditions les plus misérables. Ils m'auraient intéressé bien davantage, leur dis-je, s'ils étaient venus me demander de les aider à améliorer cet état de choses, qui ne paraissait pas beaucoup les inquiéter. J'ajoutai que je continuerais à combattre la misère des nombreux indigents de la ville, mais que je ne pouvais dans le même temps me tourmenter beaucoup pour le sort de gens accusés de collaboration et qui attendaient leur jugement. »

Son Journal continuait de cette manière, établissant entre les arguments des rapports qui sans doute n'étaient pas logiques en principe, mais qui se présentaient au préfet dans l'exercice de ses fonctions au jour le jour et suivant la logique des événements. Quand j'eus terminé ma lecture, il me demanda ce que j'en pensais. « Il va de soi, répondis-je, que je sympathise avec votre désir de donner du lait aux enfants et des maisons plus habitables à leurs parents. Sans doute cela est-il plus important que d'accorder un jugement à quelques personnes emprisonnées, à tort peut-être, en admettant qu'il y ait incomptabilité ou conflit entre leur procès et ces améliorations sociales ». Il hocha la tête, et je reconnus qu'il pouvait en effet y avoir un conflit entre deux espèces d'activités en apparence dénuées de tout rapport. « Tout de même, ajoutai-je, il y a la vérité. Très peu de gens sont capables de dire la vérité et si vous vous laissez aller à l'injustice dans le but d'améliorer, à ce que vous croyez, le sort des masses, vous vous apercevrez au bout du compte que l'injustice à elle seule a produit une somme énorme de misère, les camps de concentration ayant remplacé les taudis. Et si vous pensez que la liberté d'André Malraux et des surréalistes n'entraîne aucune responsabilité, vous découvrirez à la fin qu'il ne reste personne pour protester contre l'injustice; vous ignorerez vous-même la misère que provoque votre système, car en réduisant au silence les voix que vous jugez irresponsables,

vous réduisez également au silence les voix qui proclament les vérités importantes et chargées de sens. Vous ne pouvez prétendre censurer les surréalistes et les trotskystes sans censurer du même coup les gens qui cherchent vraiment l'intérêt de l'humanité. Sans compter que les surréalistes et les trotskystes cherchent peut-être aussi à la servir ».

Il resta silencieux quelques minutes et puis me dit :

— Vous êtes chrétien?

— Je suppose, répondis-je, que j'ai été élevé dans la tradition chrétienne.

— Vous êtes chrétien, répéta-t-il.

Une conversation de ce genre, si elle ne semble pas démente (et en un sens elle est démente) apparaîtra à bien des gens comme l'expression de la mésentente traditionnelle concernant la Fin et les Moyens. Elle serait dans ce cas, une discussion stérile entre ce que Kœstler appelle le Yogi et le Commissaire. Mais, en réalité, le préfet n'était pas (à ce moment-là du moins) un commissaire et je ne suis pas un Yogi. Elle se basait sur le fait que, l'un comme l'autre, nous nous rendions compte que l'individu, s'il conserve intactes toutes ses valeurs individuelles, ne peut agir avec justice dans l'organisation actuelle de la société européenne. S'il s'abstient d'avoir recours au Marché Noir, cela n'arrête en rien le Marché Noir; il lui est impossible d'expédier la nourriture dont il se prive aux paysans grecs ou polonais qui meurent de faim. La famine continue. Le préfet et moi, nous fûmes d'accord qu'il faudrait faire quelque chose, afin que les organisations collectives inhumaines se décident à agir. Peut-on agir avec justice au sein de ces organisations? Faut-il s'en retirer ou bien accepter le fait qu'en agissant de concert avec elles on se condamne à avoir tort aux yeux de sa propre conscience et dans la lumière de la vérité et de la justice qui brille sur l'esprit de l'individu humain isolé?

***

L'avion vole maintenant à travers un ciel d'ardoise transparente qui l'enferme sous une voûte semblable à celle d'une cathédrale ou d'un grand hangar, avec des altitudes où l'œil plonge à travers les ombres et devine plutôt qu'il ne le voit le toit qui la ferme et derrière lequel il n'y a rien. Mais quelque part doit s'ouvrir une fenêtre, par laquelle la lumière rose et ocre se déverse sur le paysage devenu d'un or transparent, avec des champs légers comme une gaze, traversés par des routes, égratignés par les charrues, troués çà et là de blessures aux endroits où des bombes

sont tombées et parcourus de rivières bleues comme des fils de pure soie.

La grisaille s'éloigne, et en même temps l'avion perd de sa hauteur. Le paysage est devenu plus substantiel, plus compact. On le sent solide. Le plat de l'aile au-dessous de moi franchit en glissant champs et forêts comme un couteau qu'on passe à plat sur une tranche de fromage de Gorgonzola. Puis j'aperçois une ombre qui nous poursuit à travers le paysage, au-dessous de l'avion, traînant derrière lui, et pourtant douée d'une vitesse qui semble bien supérieure à celle de notre machine. Cette croix avance rapide comme la flèche, passe en diagonale, au-dessus des routes, des rivières, des collines. Elle frôle doucement la cime des bois, où sa forme perd de sa netteté, absorbée par le moelleux et profond plumage des arbres. C'est notre ombre, séparée de nous par des centaines de pieds, mais qui nous suit fidèlement et court derrière nous comme un chien.

Dans mon esprit, la voix continue de parler :

« Quoi que tu fasses, il ne t'est pas possible, à l'époque où tu vis, d'avoir raison ou d'avoir tort. Néanmoins, il te faut maintenant choisir. Tu ne peux plus éviter ce choix.

— Pourquoi, et pourquoi maintenant particulièrement?

— A cause de la bombe atomique.

— Je considère que la bombe atomique est vulgaire. Le bruit qu'elle fait est trop énorme pour que l'imagination le conçoive. C'est pourquoi l'écrivain doit l'ignorer.

— La bombe atomique a fait de tous les hommes des contemporains. Elle les a mis tous à la même place.

— Pourquoi?

— Parce qu'il n'est plus possible de prétendre que nous vivons au XIVe siècle. Il n'est plus possible d'imaginer que nous pouvons échapper aux conditions de vie de cet âge où les actions morales qui affectent l'aboutissement de l'histoire sont accomplies par de puissantes organisations, étayées par une fraction importante de l'opinion publique. Il est tout aussi impossible de s'évader en trouvant un endroit qui ne soit menacé.

— Mais pourquoi cela me force-t-il à faire un choix qu'il est impossible de faire?

— Parce que désormais tu sais qu'il existe une volonté capable de faire ou de détruire l'humanité. Cette volonté agira même sur toi, de sorte que tu ne peux prétendre être en dehors de l'humanité. Tu constitues une partie de cette volonté, tu dois donc essayer de l'exercer pour le bien.

— Mais la volonté, fortement organisée, bureaucratique, des institutions m'empêchera d'agir de la manière bonne et hu-

maine qui, par son caractère impersonnel, serait l'expression de ma personnalité. Elle se sert toujours de moyens vils et nous ne voyons jamais si ses fins sont bonnes.

— Oui, mais tu sais qu'elle est capable de produire le mal. Tu sais que si elle continue d'agir à sa guise, d'augmenter sans cesse la puissance qu'elle possède, de poursuivre ses propres intérêts qui ne sont les intérêts de personne, d'exécuter ses plans qui ne tiennent aucun compte de la vie des faibles et des ignorants, alors elle détruira la civilisation.

— En vérité, je le sais. Mais qu'y puis-je?

— Tu peux rendre ta compréhension si vaste qu'il y puisse entrer toute l'humanité. La volonté qui menace de détruire le monde n'est après tout que la volonté de l'humanité divisée en une centaine d'intérêts isolés, incapable de réconcilier une douzaine d'expériences isolées, se méprenant sur sa propre nature au point d'être en antagonisme avec elle-même, poussée par conséquent à faire usage de méthodes inhumaines. C'est une humanité plus vaste que le monde n'en a jamais connu auparavant, un monde où tous les peuples ont conscience de l'existence l'un de l'autre au même moment, et sont terrifiés par les abîmes qui les séparent. Les riches sont terrifiés par la pauvreté des pauvres, les puissants par la faiblesse des faibles, ceux qui sont cultivés par l'ignorance de ceux qui n'ont pas de culture, les heureux par la misère des infortunés. Le monde, conscient de n'être qu'une seule et vibrante existence dont chaque partie agit au même moment sur toutes les autres, est incapable d'intégrer une telle conscience à l'idée d'une personnalité unique. Donc, chaque partie tente de juger l'autre d'après des lois inhumaines. Même les plus optimistes espèrent que le désastre sera évité par la création d'une organisation et d'une série de règles qui épargneront aux diverses parties d'avoir affaire au terrible problème de comprendre la nature les unes des autres.

— Mais comment puis-je y parvenir?

— En élargissant ta personnalité jusqu'à comprendre la nature de toutes les différentes parties. En créant en toi-même la personnalité de cette humanité divisée. En humanisant cette inhumaine humanité.

— Par où commencerai-je?

— Choisis comme il te plaît ton point de départ. Tu pourrais commencer par exemple en ce qui concerne la Fin et les Moyens par la célèbre « évasion » moderne, par laquelle les intellectuels d'aujourd'hui ont tenté d'éluder la responsabilité de prendre part aux tâches communes à toute l'humanité. Ils exposent ce qui est essentiellement un problème humain d'une façon abstraite

et inhumaine qui leur donne une excuse pour nier qu'il est inévitable. Naturellement, les sociétés modernes doivent faire face à des tâches telles que les transferts de populations, le ravitaillement de certaines régions aux dépens de la vie d'autres régions, la construction de cités au détriment de la vie rurale, qui toutes impliquent l'emploi de moyens plus ou moins mauvais, pour aboutir à des fins viciées dès l'origine par les moyens employés. Dans cette mesure, tu peux sympathiser avec les organisateurs qui acceptent des responsabilités auxquelles on ne te demandera jamais de faire face, mais il est de ton devoir d'insister pour que les organisateurs ne nient pas l'existence de la misère causée par leurs méthodes. Tu dois comprendre les organisateurs, sans cesser d'exprimer les réactions de ceux qui sont « organisés ». Tu dois juger les moyens employés comme s'ils constituaient le mariage des gouvernants et des gouvernés. Tu dois analyser ces rapports avec justice et fidélité : et tu ne dois pas préjuger des résultats. Tu dois devenir toutes les voix de ce continent réconciliées en une seule voix. »

La croix qui nous poursuivait à travers le paysage avait maintenant atteint un endroit où la campagne verte s'aplatissait pour devenir ce qui paraissait être un champ de courses, un vaste espace vert de forme ovale entouré d'un trait. Là, elle tourna subitement, traversa en hâte le champ de courses et vint se placer sous le fuselage. Un moment après, quand nous touchâmes le sol, elle se fondit dans la substance de l'avion.

(Traduit par Marcelle Sibon) Stephen SPENDER.

Par suite d'un malentendu, les poèmes d'Olivier Larronde qui, avec notre accord nons avaient été repris ont été publiés et défigurés dans notre numéro de Juillet. Nous les restituons ici, sous leur forme originale.

POÈMES

Poisson mélodieux, une sirène lourde,
Fichée des porcs-épics du moteur de la nue
Prendrait aux geais leur noir où gainer ces aiguilles
Dont vous aiguillonnait l'aurige éclaboussant.

Ces cancers cramoisis annelés de concert
Avec le pied jaloux qui nous marie bergère
A des balcons d'embrun, quinconces de nos pêches,
Le croissant nous y livre en vous posant ses cornes.

Mieux! Tous ces châteaux d'eau, cette écluse aux lions,
Ces fontaines sont tant d'échelles pluvieuses :
Jetons notre eau de mer, sirène des fontaines
Comme un blanc cachalot se fait sourdre sa pluie.

Seule une éclipse désaltère l'astre au col
De Qui s'impatiente avec des colonies
De bêtes nues, au fond de cette fondrière
Que laissèrent aux nues les roues des chars jumeaux.

Celui fleurdelysé, siège de bouquetière
Des pôles, sans chanson, mandarine et givrée
Brisant des faces d'ombre, ambre sur mon stigmate.

— J'ai mon doigté d'oiseau mais des soifs de panthère.
L'autre char parricide aux laisses de vipères
L'ardeur de ses essieux ma soif mélodieuse
Exaspère
dans son sillage
Du seul poivre la plaie séraphique sa gorge.

Aux portes d'Orient lancé du discobole
A l'aisselle étoilée, pourtant ce disque ni
L'autre n'éclipsera l'englué rouge-gorge.

Sans plongées, dominé d'un effrayant berceau,
L'attelage marin déboise les courants
Chiffrés d'une presqu'île où débarquent vos larmes.
La comète a distrait son escorte noircie :

Voiliers aux beaux soupirs, fils des nœuds dénoués,
Roseaux d'arcs insolents s'ils se lavent les mains
Dans le sel que mendie l'orphelin des piscines
Et les plantations qui sommeillent avec.

S'afficher en dompteur aux élégants décombres !
— Les meutes, les juments boivent leur couleur, nous
Ventre à terre, la nôtre avec le vin des criques.

Avare, on se signait là sans attendre comme
Tout le camp de la nuit sur le débarcadère
Qu'elle chavire après cette immense toilette.

Olivier LARRONDE.

ÉCONOMIE POLITIQUE MARXISTE ET ÉCONOMIE POLITIQUE BOURGEOISE

A Raymond Aron.

Économie politique marxiste et économie politique traditionnelle n'ont, jusqu'à une époque récente, professé l'une pour l'autre que défiance et mépris. Tandis que Marx et ses partisans ne passaient pas une occasion de prendre les théoriciens bourgeois en flagrant délit de mauvaise foi et d'erreur, ceux-ci ne se faisaient pas faute de mettre en évidence les insuffisances (prétendues ou réelles) des analyses marxistes. Les raisons qui incitaient (et incitent encore) les marxistes à ne montrer aucune indulgence pour les théories de l'économie politique traditionnelle sont trop évidentes pour qu'il soit nécessaire d'y insister beaucoup. Aussi bien ne pouvaient-ils accorder aucun crédit à des conceptions qui tendaient à représenter le capitalisme comme un système assurant, par les seules lois du marché, un maximum d'avantages aux producteurs (qu'ils soient entrepreneurs ou ouvriers) et aux consommateurs. La théorie de l'équilibre économique leur apparaissait (et continue de leur apparaître), au moins sous la forme que lui donnent classiques et néo-classiques [1] comme un travestissement délibéré des faits.

1. Les représentants principaux de l'école classique sont bien entendu Adam Smith, D. Ricardo et J.-B. Say. Les néo-classiques appartiennent aussi bien à l'école autrichienne (Bohm.-Bawerk, Menger, Mises Hayêk) qu'à l'école de Lausanne (L. Walras, V. Pareto) ou qu'à l'école anglaise (Marshall, Pigou, Edgeworth). Des théoriciens de la monnaie comme l'Américain I. Fisher ou l'Anglais D. H. Robertson se rattachent de plein droit à la tendance néo-classique. Ajoutons pour finir que classiques et néo-classiques constituent ce qu'il est convenu d'appeler l'économie politique traditionnelle.

Cette métamorphose d'un système d'exploitation implacable en régime idyllique constitue pour eux le comble de la mystification.

Les raisons de l'indifférence méprisante des théoriciens bourgeois sont plus délicates à déceler. Elles résident, croyons-nous, dans le fait que le Capitalisme occidental a connu pendant longtemps (de 1840 à 1914 environ) une ère de stabilité relative que ne venaient troubler que quelques crises passagères de faible intensité. Aussi n'est-il pas étonnant de voir des socialistes désertant le camp marxiste faire chorus avec les bourgeois [1] pour affirmer que les théories marxistes étaient non seulement dépourvues d'originalité créatrice et de réelle valeur scientifique, mais encore en contradiction manifeste avec les faits. Elles ne seraient que l'expression d'une métaphysique médiocre, d'une scolastique périmée qui se confinant dans l'abstrait d'une construction *a priori* n'exerceraient aucune prise sur le réel. Aujourd'hui encore on trouverait dans les appréciations d'un Schumpeter, d'un Hayek ou d'un Knight [1] un écho, d'ailleurs adouci, de cette sévérité ancienne.

Cette injuste rigueur ne s'est pas maintenue. On a assisté en effet depuis peu (au moins chez les jeunes économistes) à un renversement complet d'attitude : de délibérement hostile qu'elle était, elle s'est faite plus compréhensive et partant plus équitable. Comment expliquer ce revirement? Les crises périodiques d'intensité croissante que le capitalisme a connues depuis 1920 n'y sont certainement pas étrangères; en ébranlant la croyance invétérée que les économistes officiels professaient à l'égard des vertus du capitalisme elles ont, par contre-coup, justifié les affirmations pessimistes de ses adversaires. Malgré tout, la série de catastrophes que le capitalisme a connue n'aurait peut-être pas suffi à sonner le glas de la théorie traditionnelle et à apporter de l'eau au moulin des partisans du marxisme si un iconoclaste de génie, sorti des rangs de l'économie politique

1. Parmi eux citons Vandervelde, R. Macdonald, Labriola.

2. Cf Schumpeter : *Capitalism, Socialism and democracy* (New-York, 1943). F. A. Hayek : *La route de la servitude*. F. H. Knight : Ethics of Marxism (in *Economica*, 1940).

académique, l'anglais John-Maynard Keynes n'en avait opéré une critique irréfutable.

En démontrant, entre autres choses, que l'épargne n'était pas un facteur de progrès social (comme le prétend toute une tradition calviniste et puritaine), mais entraînait une déperdition considérable de richesse et que l'intérêt ne constituait en rien la récompense de l'abstinence et de l'esprit de sacrifice des capitalistes, la *Théorie générale de l'Emploi de l'Intérêt et de la monnaie* se révélait l'ouvrage le plus révolutionnaire de la pensée économique depuis le *Capital*. La belle unité de l'économie politique bourgeoise était à jamais rompue par le schisme keynesien; à jamais perdue sa belle sérénité : le diagnostic très sévère que Keynes portait sur le capitalisme rejoignait dans leur rigueur les conclusions les plus pessimistes des marxistes. Partis de présuppositions opposées ils aboutissaient à des constatations très semblables. Une troisième raison devait encore favoriser dans la classe bourgeoise une revision attentive du marxisme : le triomphe militaire de l'U.R.S.S. venant après une guerre totale qui avait mis à rude épreuve l'armature militaire et économique d'un pays qui se réclamait des enseignements de Marx révélait le caractère pour le moins viable d'un tel système.

Il n'est donc pas étonnant dans ces conditions qu'une pléiade de jeunes économistes ait repris, sur nouveaux frais, l'examen de la théorie de Marx en se référant soit aux principes de l'économie classique et néo-classique, soit (plus généralement), à la *General Theory of Employment* [1]. Nous nous proposons de procéder avec eux à cet examen et de le prolonger en faisant appel non seulement aux analyses de Keynes, mais aussi à celles qui ont prolongé la *General Theory*. Nous serons ainsi amenés à formuler, à l'issue de cette étude différentes constatations. Nous noterons en premier lieu que si classiques et marxistes

1. Signalons d'abord l'article d'une exceptionnelle importance d'O. Lange : « Marxian Economics and modern économic theory » (*Review of Economic Studies*, vol II, 1935, p. 189 et sq. *Cf.* aussi J. Robinson : *Essay in marxian economics* (Londres, 1942) et P. H. Sweezy : *Theory of Capitalist development* (New-York, 1942). Cette bibliographie est, bien entendu, très incomplète.

aboutissent à des conclusions opposées, cela est moins dû à des divergences de fond qu'à des *différences des perspectives* et de préoccupations.

Alors que les marxistes s'intéressent principalement à *l'évolution du capitalisme*, les classiques et leurs successeurs se préoccupent surtout de formuler les lois d'une économie d'échange, le capitalisme n'étant qu'un type d'économie d'échange parmi d'autres.

Nous verrons en second lieu que la reconnaissance, au moins implicite, par Keynes et ses successeurs de la *spécificité* du capitalisme leur a permis de retrouver la plupart des propositions que Marx avait mises en évidence dans *Das Kapital* et qui avaient trait à la distribution du revenu national, à la détermination du salaire, aux conséquences de l'accumulation du capital, aux fluctuations économiques, etc.

A l'issue de ce débat nous serons conduits à insister sur le fait que, si le marxisme pas plus que n'importe quelle autre théorie ne peut prétendre donner une explication intégrale de *tous* les phénomènes économiques, il fournit une analyse exacte de l'évolution de capitalisme. Les faiblesses du marxisme tiennent moins à des erreurs signalées qu'à des insuffisances de généralisation : la théorie de la plus-value n'est qu'un cas spécial de la théorie de l'exploitation, la théorie du surinvestissement tendanciel qu'un cas spécial d'une théorie générale des fluctuations économiques, etc.

De plus, nous constaterons que c'est dans la mesure où la théorie moderne a tenu compte des traits qui distinguent le capitalisme des autres systèmes qu'elle a été capable de déterminer quels sont parmi tous les cas *possibles* qu'elle envisage dans les domaines de la monnaie, des prix et de la distribution, ceux qui ont le plus de chance de se trouver vérifiés dans des circonstances historiques déterminées, circonstances qui sont justement celles qui apparaissent dans un milieu institutionnel capitaliste.



Dans la théorie de l'évolution qui constitue un des domaines les plus importants de la science économique [1], le marxisme détient sur l'économie politique traditionnelle une supériorité incontestable. Il n'est même pas excessif d'affirmer qu'il n'y a en fait *qu'une seule théorie de l'évolution du capitalisme* : la théorie marxiste [2]. Il était difficile qu'il en fût autrement si l'on veut bien se souvenir que le marxisme ne se propose pas seulement l'interprétation des faits sociaux, mais qu'il se veut explication totale du monde et pensée historique de ce monde. Penser historiquement le monde c'est, pour Marx, transposer dans l'analyse des faits sociaux et institutionnels la dialectique dont Hegel s'était le premier servi pour retracer les métamorphoses de l'esprit. C'est la dialectique qui va permettre à Marx d'étudier les phénomènes de genèse, de croissance et de dépérissement d'une société (et plus précisément dans *Das Kapital* d'un système économique). Il dévoilera par exemple les contradictions qui font obstacle au développement régulier du capitalisme et qui favoriseront la dislocation de ce système. Le passage d'une totalité culturelle à une autre *via* un « processus de subversion » sera la loi majeure du développement historique. La dialectique historique de Marx dépasse donc singulièrement le plan de l'analyse économique traditionnelle car elle vise non seulement à la *critiquer*. mais à lui conférer un *sens* et à la situer. On part des constatations empiriques ou déductions faites par les classiques anglais et on *dévoile* les conséquences effectives qui en découlent dès qu'on les envisage dialectiquement. Si l'on admet par exemple avec l'économie politique traditionnelle que la recherche du plus grand profit possible est l'expression ration-

1. La théorie de l'évolution comprenait l'étude des changements intervenant dans les données qui conditionnent l'activité économique. La statique économique au contraire étudie la réalisation de l'équilibre à partir de ces données.

2. La théorie que J. Schumpeter a développée dans sa *Théorie de l'Évolution Économique* (trad. française. Paris 1935) est sur ses points essentiels analogue à celle de Marx.

nelle de la conduite économique des individus on montrera dialectiquement que cette rationalité est nécessairement *à courte vue* puisqu'elle se traduit *à la longue* par une irrationalité fondamentale qui est la source des contradictions dans lesquelles se débat le capitalisme.

L'examen historique et dialectique de la recherche du profit maximum (ou du plus grand avantage subjectif) nous révèle de plus qu'elle a une tout autre importance pour les destinées du capitalisme suivant qu'elle concerne les capitalistes détenteurs des moyens de production ou les prolétaires qui n'ont à leur disposition que leur seule force de travail. Les capitalistes occupent en effet dans l'appareil de production une situation stratégique due à la supériorité congénitale (si nous osons ainsi parler) des moyens mécaniques de production sur le travail humain [1]. Tenir compte de cette *donnée* spécifique qui, à elle seule, *définit* le capitalisme sans qu'il soit besoin comme le font Sonbart et François-Perroux de se référer à une technique, à un esprit et à des cadres juridiques permet non seulement de distinguer le capitalisme *moderne* des autres systèmes économiques (économie antique, système manorial, etc), mais encore de formuler les lois du développement de ce système et ces lois font apparaître les contradictions immanentes de ce développement.

Pour les classiques, au contraire, la recherche du plus grand profit, loin d'exprimer les divergences d'intérêt qui opposent fatalement classe dominante (les capitalistes) et classe dominée (les prolétaires) est le principe sans lequel aucune harmonisation entre l'intérêt particulier et l'intérêt général n'est possible. Non seulement tous les individus réalisent dans une économie d'échange l'avantage subjectif maximum, mais encore c'est la recherche individuelle de cet optimum qui constitue la condition nécessaire de la plus grande efficience économique. Il y a pour les classiques harmonie *pré-établie* entre l'intérêt particulier et l'intérêt général.

L'explication de cette divergence d'opinion est simple. La

1. Cette supériorité est fondée sur des possibilités multiples (alternatives ou simultanées) d'emploi des biens susceptibles d'appropriation indéfinie.

théorie traditionnelle résolument *ahistorique* et se rattachant à une psychologie empirique se refuse à distinguer entre une économie d'échange où tous les individus détiennent une part des facteurs de la production et qui serait l'équivalent de l'économie fondée sur la production marchande simple de Marx (*einfache Warenproducktion*) et une économie où la détention des moyens de production est le monopole d'une fraction restreinte de la population. Elle part d'une constellation de données de nature psychologique (les échelles de préférence des sujets économiques), technique (les méthodes de production, la quantité de capital, etc.) et juridique (l'existence de la propriété privée et du contrat) et déduit de ces données les lois de l'équilibre économique qui se réalise par ajustement anonyme des quantités et des prix (en raison de l'offre et de la demande) sur les marchés des produits et des services. Aucune donnée spécifiquement historique n'a de place dans sa théorie et elle est de son point de vue superfétatoire. La donnée juridique dont elle tient compte est *trop générale* et trop vague [1] pour retenir la physionomie essentielle du capitalisme. Marx au contraire construit la majeure partie de sa théorie en fonction de cette donnée historique. C'est ce qui lui permet de formuler un nombre impressionnant de prophéties telles que l'augmentation constante de l'échelle de la production, le passage de la concurrence au monopole, la substitution du planisme au laisser faire, la transition de la liberté des relations commerciales au protectionnisme et au nationalisme économique, l'expansion constante des méthodes capitalistes de production dans les pays non capitalistes, la rivalité impérialiste des différents états capitalistes, l'instabilité croissante du système amenant inévitablement le socialisme à la suite d'une révolution violente.

Ces prophéties n'ont pu être formulées que parce que Marx s'est placé dans une perspective résolument historique et qu'il a tiré sur le plan économique toutes les conséquences d'une donnée qui *par elle-même n'appartenait pas à l'analyse écono-*

1. Ou bien alors trop spéciale. Les néo-classiques se donnent par exemple dans les cadres juridiques, un système monétaire fondé sur le gold exchange standard (*cf.* Lange, *op. cit.*).

mique abstraite. Elles se sont insérées dans la structure même de la description marxiste et constituent en quelque sorte les têtes de chapitre de cette description[1]. Un bref rappel des articulations essentielles du livre I du *Capital* fera mieux comprendre notre point de vue. Marx nous dit que la recherche de la plus-value *relative* maximum[2] (qui dans sa terminologie remplace le profit maximum des classiques) conduit les capitalistes à utiliser des méthodes de production qui réduisent le nombre des ouvriers employés. Il y a si l'on veut (encore que Marx ne fasse pas usage de ce terme) substitution du capital au travail. Une cascade de conséquences va résulter de cette substitution. Elle favorisera en premier lieu les grosses entreprises qui peuvent seules utiliser efficacement le nouvel outillage. La *concentration industrielle* se développera et, avec elle, le caractère *monopolistique* de l'économie (du fait de l'élimination des entreprises moins bien outillées). De plus l'éviction des ouvriers anciennement employés va créer une armée industrielle de réserve qui permettra, du fait de la concurrence que se font ouvriers nouveaux et chômeurs, de maintenir les salaires à un niveau suffisamment bas pour ne pas réduire dangereusement la plus-value et pour assurer toutefois l'entretien des travailleurs. Seulement l'accroissement du capital constant (machines, outillage, etc.) aux dépens du capital variable nécessaire à l'entretien des ouvriers a pour effet de créer un état caractérisé par l'accumulation du capital et, en conséquence, par la diminution du taux de profit si l'on admet avec Marx que le taux de profit n'est pas égal au rapport de la plus-value au capital variable mais au rapport de la plus-value au capital total. Ce n'est pas tout. La diminution des perspectives véritables d'accumulation interne (ou, si l'on veut, de l'investissement intérieur) va se traduire par la recherche de nouveaux débouchés extérieurs. Tout essai de pénétration sur des marchés

1. Le caractère *nécessaire* d'un changement dans la technique de production ne peut être déduit que de la donnée institutionnelle du capitalisme. Ainsi se trouve établie une loi du développement.

2. Il s'agit, bien entendu, de la plus-value obtenue en accroissant le sur-travail aux dépens du travail « nécessaire », sans allongement corrélatif de la journée de travail.

déjà contrôlés par une production capitaliste va entraîner des représailles (tarifs protecteurs, contingentements, etc.). Aussi une phase *impérialiste* caractérisée d'abord par la concurrence impitoyable des organisations monopolistiques des différents pays (trusts, comptoirs, ententes) pour la conquête des marchés non capitalistes puis par celle des pays eux-mêmes va-t-elle faire son apparition. La période coloniale du capitalisme moderne va commencer.

Ainsi, comme on le voit, le comportement rationnel des capitalistes fait apparaître une série de contradictions qui vont, à la longue, favoriser la dislocation du système. Seulement, et il convient d'y insister, ce schéma n'est valable qu'à trois conditions. Il est en effet nécessaire :

1° que les inventions qui permettent la substitution du capital au travail *épargnent* de la force de travail ouvrière (c'est-à-dire rendent possible l'utilisation d'un nombre *moindre* d'ouvriers);

2° que les techniques nouvelles de production conduisent à un accroissement de production pour chaque firme;

3° que la forme du marché soit telle que le nombre de firmes ne soit pas accru (il faudra alors que le marché soit *imparfaitement* concurrentiel [1]);

4° que le système monétaire favorise la substitution des facteurs de la production et l'expansion de la production.

Ces conditions peuvent historiquement se réaliser dans certaines structures capitalistes (les États-Unis en sont un frappant exemple). D'autres structures y échappent de sorte que d'autres schémas interprétatifs de l'évolution du capitalisme plus appropriés à ces structures sont concevables. Mais cette constatation ne diminue en rien la valeur de l'interprétation marxiste qui reste dans ses grandes lignes valable. Il fallait en effet, pour dessiner à grands traits les lignes futures du développement du capitalisme, avoir toujours présente à l'esprit la

1. C'est-à-dire dans le cas présent qu'il n'y ait pas irruption de firmes nouvelles sur le marché.

caractéristique fondamentale de ce système : *la division de la société en classes*. Seule une interprétation dialectique de l'histoire permettait d'en éprouver la véritable signification. On est en droit maintenant de se demander si la théorie moderne peut nous offrir en 1946 (en dépit de toutes ses brillantes analyses de détail) un ensemble de prophéties portant sur trois quarts de siècle comparable en vérité à celui de Marx.

*
* *

Il est intéressant à ce stade de l'exposition de constater que la théorie marxiste ne perd de sa généralité et de sa force explicative que lorsque Marx perd lui-même de vue la signification historique de la division de la société en classes. Les théories de la valeur et de la plus-value en fournissent de bons exemples. Réduite à ses lignes essentielles la théorie de la valeur-travail enseigne que, dans une économie d'échange fondée sur la division du travail, le problème de la valeur est résolu *automatiquement* par le fait que la concurrence détermine une distribution des ressources productives entre les industries telle que les prix sont proportionnels à la quantité de travail socialement nécessaire à la fabrication des différentes marchandises. Les prix qui s'établissent sont, bien entendu, des prix *naturels*. Cette théorie, comme le note O. Lange, avec raison, est aussi statique que la théorie moderne de l'équilibre économique. N'explique-t-elle pas l'ajustement de la production et des prix en se référant à une donnée (le montant de travail nécessaire à la fabrication d'un bien et déterminé par la technique de production) qui n'a rien d'historique. Aussi, bien que Marx lui ait donné une signification universelle, ne vaut-elle finalement que dans le cas d'une économie d'échange fondée sur une *einfache Warenproduktion*. Elle exige, pour s'appliquer au capitalisme, certaines modifications résultant de la composition organique différente du capital pour chaque industrie. Sous cette forme elle n'est qu'une modalité *primitive et rustique* de la théorie moderne

de l'équilibre restreinte au seul domaine de la concurrence pure[1].

On aboutirait à des conclusions semblables pour la théorie de la plus-value[2]. On montrerait qu'elle aussi ne vaut que si l'on suppose réalisés une mobilité parfaite du capital et du travail entre les différents secteurs de l'économie, des coefficients *fixes* de production, et un certain degré de l'élasticité de la demande de produits. Elle ne constituerait donc qu'un cas spécial d'une théorie générale de l'exploitation.

La faiblesse relative des théories marxistes de la valeur-travail et de la plus-value provient de ce que Marx s'est refusé à envisager en *eux-mêmes* les phénomènes du marché. Il a insisté surtout sur le rôle joué par la production dans la détermination de la valeur et de la richesse. En ce sens sa théorie détient une part de vérité incontestable. Seulement le recours à une théorie très élémentaire du marché fait apparaître dans ce domaine la supériorité évidente de la théorie moderne. Si l'on interroge en effet la théorie marxiste sur la signification du monopole, de l'oligopole, de la discrimination, de la localisation, etc., elle ne nous fournit pas de réponse. Pas davantage ne nous donne-t-elle d'explication satisfaisante de phénomènes tels que l'inflation, la spéculation, les tarifs douaniers, etc. Elle n'a, d'une manière générale, rien à nous apprendre en ce qui concerne la théorie de la monnaie, du prix et du commerce international. Cette négligence n'a cependant du point de vue marxiste *aucune importance* car un économiste marxiste n'a pas à expliquer de manière circonstanciée ces problèmes; il a à déterminer le *point critique de la révolution*, c'est-à-dire le moment le plus favorable à un déclenchement de l'insurrection.

L'économiste bourgeois, au contraire, est tenu de leur donner une explication valable car il doit fournir au gouvernement

1. Même dans ce cas, comme le remarque justement Lange, elle voit sa signification limitée par le fait qu'elle suppose que le rapport du capital constant au capital variable est déterminé seulement par des considérations *techniques*. En fait ce rapport peut se trouver modifié par des changements intervenant dans les salaires ou dans le prix des biens de production.

Par concurrence pure il faut entendre une forme du marché exempte de tout monopole.

2. Nous supposons connue la théorie de la plus-value.

bourgeois les moyens de résoudre les difficultés *journalières* que propose le fonctionnement *quotidien* du capitalisme.

D'où l'importance qu'il accorde aux phénomènes *courants* de ce système; d'où le succès avec lequel il a résolu les questions délicates que pose par exemple l'interrelation de la demande de biens de consommation, de biens d'investissement, de valeurs mobilières et de monnaie. D'où le soin avec lequel il a étudié les oscillations du marché à partir du prix d'équilibre, la structure concurrentielle des différents marchés, le rôle du temps en économie, etc. Il a, si l'on veut, fait une admirable théorie du *short run* mais il n'a pas réussi à nous fournir une théorie aussi élaborée de la longue période et de l'évolution. En ce qui concerne la théorie des crises, par exemple, s'il a bien décrit le processus d'inflation de crédit qui marque la phase ascendante du cycle, il ne nous a pas dit *pourquoi* de telles inflations de crédit se répètent. Il n'a pas, en d'autres termes, formulé une théorie de la périodicité des crises. Or cette théorie de la périodicité, seule une théorie de l'évolution peut la fournir car elle est seule capable de montrer et de prouver que c'est sous cette forme que se déroulent les phénomènes économiques en régime capitaliste. C'est seulement une théorie de l'évolution économique qui peut montrer que le *retour nécessaire d'une constellation* de données conduit à la périodicité *nécessaire* d'un cycle économique.

Les économistes bourgeois (à l'exception de Schumpeter) ont essayé d'expliquer l'absence d'une théorie du développement économique en affirmant qu'une telle analyse relève plutôt du domaine de la statistique ou de l'histoire que de l'économie pure. De plus les phénomènes de l'évolution sont trop compliqués et trop nombreux pour pouvoir être formulés théoriquement c'est-à-dire expliqués en se référant à un petit nombre de principes et de concepts de base[1]. Mais, ainsi que le leur objecte fort justement Lange, le même prétexte vaut tout aussi bien pour des problèmes qui ont de tout temps appartenu à la théorie de l'équilibre : le problème du prix par exemple ne saurait

1. Tels que par exemple l'utilité marginale.

s'expliquer seulement, pour certains économistes américains, en faisant uniquement intervenir le principe de l'utilité marginale ou celui du coût de production.

Les économistes bourgeois invoquent un autre argument à l'appui de leur thèse : selon eux la présence d'une donnée institutionnelle telle que la division de la société en classes ne change en rien les résultats auxquels on arrive par la seule théorie de l'équilibre. Il est vrai, mais à condition de bien préciser qu'il ne s'agit que de résultats purement *formels*. Les uniformités auxquelles aboutit la théorie de l'équilibre valent pour *tous* les systèmes économiques, mais restreignent singulièrement sa portée et sa signification car on ne sait jamais quel est, de tous les cas envisagés par cette théorie, celui qui s'appliquera dans une situation concrète particulière. On ne sait pas davantage si tel cas a une importance pratique véritable ou s'il ne constitue qu'une curiosité théorique. C'est ce formalisme qui, selon nous, est responsable du *retard* formidable de la théorie traditionnelle sur les faits. Il a fallu le développement prodigieux des cartels et des trusts pour que les modernes consentent à construire à côté de la théorie de la concurrence pure, une théorie de la concurrence monopolistique et de l'oligopole [1].

*
* *

Toutes les réflexions qui précèdent valaient à un moment où la théorie économique bourgeoise se confondait avec la doctrine du *laisser-faire*. Elles nécessitent des réserves importantes avec la *General theory of Employment* et les travaux qui ont suivi. La théorie keynesienne, nous l'avons déjà dit, tient, *au moins implicitement*, compte de l'existence du capitalisme moderne. Les économistes qui s'en réclament (e. g. Kalecky, Lange, Harrod et Lerner) s'y réfèrent *explicitement*. Ils ont tous en vue non pas l'équilibre d'une économie d'échange quelconque mais l'équilibre du capitalisme. Ce déplacement de perspective a des conséquences considérables pour tous les domaines de la

1. *Cf.* Lange *op. cit.* Je tiens à signaler que je dois à cet article quelques-unes des idées exposées dans la première partie de ce travail.

théorie abstraite (et plus particulièrement pour la théorie de la monnaie, de l'intérêt, de la demande, du salaire, des formes du marché et du cycle). Il devient alors aisé de déterminer quel est, de tous les cas possibles que l'on peut hypothétiquement envisager à partir de certains présuppositions, celui qui, pour une situation empirique donnée, doit se trouver vérifié. Il s'avère possible également de justifier le principe de sélection des *variables indépendantes* sur lesquelles se fonde le mécanisme décrit par la *General Theory* et autour desquelles s'ordonnera le processus économique [1]. Un examen sommaire des théories récentes permet de le montrer. Commençons tout d'abord par le schéma de Keynes. Dans cette théorie la demande effective occupe une place centrale car c'est de ses variations que vont dépendre les fluctuations de l'emploi, du revenu national et de l'activité économique. Les composantes qui constituent cette demande effective sont les variables *indépendantes* qui commandent tout le système. Nous aurons alors d'une part la propension marginale à la consommation et de l'autre la productivité marginale du capital et la préférence pour la liquidité dont les rapports déterminent la propension à investir c'est-à-dire les décisions économiques prises par les entrepreneurs, décisions qui se traduisent par un accroissement du capital réel (biens d'équipement et d'outillage). Ces variables indépendantes choisies, Keynes montre que la situation d'équilibre qui en résulte et qui est inévitable (du fait de l'ajustement automatique de l'épargne et de l'investissement) [2] n'implique pas le plein emploi des facteurs de la production (travail et capital) et la réalisation d'un revenu national optimum. Il est aisé maintenant d'expliquer les motifs de la sélection des variables effectuée par Keynes. Pourquoi a-t-il choisi ces variables plutôt que d'autres ? C'est parce qu'ils se référait au capitalisme dans lequel elles tiennent une place de premier plan, dans la mesure

1. C'est ce problème qui semble avoir préoccupé R. Aron dans un article de la revue *Theoria* (1939) que nous essayons de résoudre ici.

2. Le Revenu national représente la valeur de la production, c'est-à-dire qu'il est égal à la consommation plus l'investissement. D'autre part, l'Épargne est égale à la fraction de revenu non consommée. Donc l'investissement sera égal à l'épargne.

au moins où elles déterminent l'ampleur de la demande effective des biens. Celle-ci, nous venons de le dire, dépend en premier lieu de la propension marginale à consommer (*marginal propensity to consume*) c'est-à-dire l'incitation supplémentaire à la dépense qui encourage un accroissement du revenu personnel. Or énoncer que la propension à la consommation dépend du revenu revient à admettre qu'elle sera influencée par la *répartition* de ce revenu entre les différents individus[1]. Dans un régime économique comme le capitalisme où la répartition très inégale des revenus est de règle, *il est à prévoir que cette situation se traduira par une insuffisance chronique de la demande, car les ouvriers n'auront pas suffisamment de revenus pour absorber la quantité de biens produits et que les capitalistes disposeront de revenus excédant trop largemrnt leurs besoins pour* être incités à le dépenser entièrement. C'est pour donner une formulation rigoureuse à ce phénomène que Keynes a énoncé le principe de la propension *marginale* à la consommation qui veut qu'un accroissement du revenu personnel détermine un accroissement *moins que proportionnel* de la consommation.

Tournons-nous maintenant du côté de la propension à investir. Elle constitue, rappelons-le, l'activité spécifique des entrepreneurs et dépend des relations existant entre l'efficience marginale du capital et la préférence pour la liquidité. La préférence pour la liquidité, en effet, exprime le désir qu'ont les détenteurs de disponibilités liquides (ou d'encaisses) de conserver ces disponibilités monétaires par devers eux plutôt que de les offrir moyennant rémunération sur le marché des capitaux (c'est-à-dire des valeurs boursières)[2]. Elle détermine donc le taux d'intérêt qui n'est que le prix qui égalise l'offre et la demande de monnaie et le taux d'intérêt exprimant le prix d'offre de la monnaie détermine partiellement l'efficience marginale du capital qui est égale à l'écart existant entre le profit anticipé et le coût monétaire de production de ce capital d'activité économique

1. A. P. Lerner dans son *Economics of Control* insiste avec raison sur ce point.

2. Ou encore le marché financier représenté par des institutions telles que la Bourse.

qui dépend en grande partie des décisions d'investissement des entrepreneurs (décisions qui se basent elles-mêmes sur l'efficience marginale du capital) est de ce fait étroitement soumise aux décisions des spéculateurs gros détenteurs d'encaisses qui ont les moyens d'agir, en modifiant leur préférence pour la liquidité sur le taux d'intérêt, élément important de cette efficience. Or ceux-ci agissent non pas d'une manière rationnelle, mais se fondent au contraire sur des prévisions capricieuses en ce qui concerne l'avenir des sociétés qui émettent des valeurs mobilières sur le marché des capitaux.

Une inégalité considérable des revenus a chance d'accroître ainsi le nombre des spéculateurs et contrarie par là (au moins indirectement) *le développement normal de l'activité économique.* Ajoutons que même dans le cas privilégié où les détenteurs d'encaisse seraient toujours disposés à offrir leur monnaie sur le marché (et non à la thésauriser) il est possible que malgré la baisse du taux d'intérêt qui en résulte l'investissement ne se développe pas pour autant, car il se peut que l'intérêt ne constitue qu'un faible élément du coût de production [1].

Il est, par ailleurs, vraisemblable qu'une structure oligopolistique (c'est-à-dire un marché dominé par un petit nombre de vendeurs) favorisera aussi une répartition inégale des revenus puisqu'elle concentrera la quasi-totalité des profits industriels entre les mains de firmes peu nombreuses. De ce fait la propension à la consommation aura dans un milieu oligopolistique des conséquences toutes différentes de celles qu'elle aurait produites dans un milieu concurrentiel.

Si, par exemple, elle s'accroît elle entraînera non pas une augmentation de revenu national mais une augmentation des prix.

Ce que nous venons de dire pour la théorie de la demande. de la monnaie et de l'intérêt vaut aussi pour la théorie des salaires. M. Kalecky, par exemple, a systématiquement reformulé cette théorie [2] en partant d'une structure de la production

1. Pour de suggestifs développements sur ce point *cf.* O. Lange. *Price Flexibility and Employment* (Chicago, 1945).
2. M. Kalecky : *Essays in the theory of Economic fluctuations*. Londres, 1939, p. 75 et sq.

divisée (comme le voulait Marx) en deux secteurs et en se donnant une définition du revenu national qui tient pleinement compte de la division de la société capitaliste en deux classes antagonistes. Il lui est possible alors de montrer que contrairement à ce que prétend la théorie orthodoxe une baisse des salaires ne signifie pas nécessairement une réduction du chômage et une expansion de la production car le développement de la production est principalement commandé par des anticipations de profit. Par ailleurs, en courte période, et étant admis une capacité de production inutilisée. les coûts ne tendent ni à s'élever ni à s'abaisser lorsque s'accroît le nombre de travailleurs employés; en d'autres termes *la loi des rendements non proportionnels ne joue pas* de sorte que les prix et la production ne tendent pas à se modifier sensiblement dans un sens ou dans un autre. Tout le résultat d'une baisse de salaires est d'accroître temporairement le profit des capitalistes puisqu'ils vendent pendant un certain temps une production identique aux mêmes prix et *à des coûts moindres* que ceux qui existaient avant la hausse des salaires. Mais d'un autre côté les ouvriers qui ne peuvent plus acheter, pour un salaire réduit, la même quantité de produits qu'auparavant voient leur propension à consommer réduite de sorte qu'une baisse des salaires monétaires a non seulement pour résultat de réduire les salaires réels, mais de diminuer l'emploi et la production puisque du fait de la réduction de la consommation ouvrière les capitalistes fabriquant des biens de consommation ne pourront vendre la totalité de leur production et seront amenés du fait de la baisse éventuelle de leurs profits à réduire l'emploi. Lange aboutit aux mêmes conclusions avec un raisonnement un peu différent.

Les théories diverses que nous venons de passer en revue ne reçoivent donc un sens que si l'on possède des indications précises sur la répartition du revenu national car on saura alors quelle est, de toutes les hypothèses formulées — celle qui finalement se trouve confirmée. Cette constatation qui vaut pour les théories partielles précitées vaut aussi pour la théorie des fluctuations cycliques. Dans un système capitaliste à structure oligopolistique et à revenu national inégalement réparti se re-

trouvera favorisé un type de crise caractérisé par un surinvestissement tendanciel dans lequel la demande effective se révélera incapable d'absorber la totalité de la production et en outre par une capacité virtuelle de production excessive, un chômage permanent considérable (malgré des salaires relativement flexibles) et l'existence d'encaisses spéculatives massives capables d'agir dangereusement sur la tenue du marché des capitaux. Esquissée par Keynes dans sa *General Theory*, cette théorie a reçu des perfectionnements notables dans les travaux de R. F. Harrod, O. Lange et E. Lundberg [1], mais elle n'a été nulle part exposée avec plus de vigueur et de rigueur que par Kalecky dans ses *Essays on the theory of Economic fluctuations*. Pour Kalecky les décisions d'investissement dépendent du degré de profitabilité, lui-même égal à l'écart entre le profit anticipé et le taux d'intérêt. Le degré de profitabilité dépend à son tour du revenu national réel *déjà existant*. Si nous envisageons une période d'expansion, nous constaterons que la phase ascendante se poursuivra aussi longtemps que les décisions d'investissement prises en fonction d'un revenu réel déjà existant accroîtront le revenu national futur et que la production d'équipement ne suffira pas à assurer le remplacement normal du capital ancien. On atteindra finalement une position d'équilibre conditionnel de plein emploi qui pourra se maintenir aussi longtemps que le stock d'équipement en capital ne subira plus de changement nouveau.En fait il n'en va pas ainsi car les commandes d'outillage sont toujours supérieures au niveau nécessaire au remplacement du capital de sorte qu'il est nécessaire d'admettre que les décisions d'investissement dépendent aussi de l'équipement en capital existant. Si en *raison du plein emploi* la capacité virtuelle de production de l'équipement s'accroît sans qu'augmente parallèlement le revenu national *réel* (c'est-à-dire la production *totale*) le revenu individuel des capitalistes (ou encore leur profit) diminuera car le nombre des firmes susceptibles de produire des biens s'est accru sans qu'augmente

1. R. F. Harrod : *The trade cycle* (Londres, 1937); E. Lundberg : *Studies in the theory of Economic Expansion* (Londres, 1938). O. Lange : *Price Flexibility and Employment* (Bloomington, 1945).

parallèlement le revenu national réel. Du coup le degré de profitabilité diminuera et une phase de dépression succédera à la phase d'expansion. Si schématique que soit cette présentation de la théorie de Kalecky elle n'empêche pas de constater que le capitaliste joue dans le déroulement du cycle le rôle fondamental. Il est le seul capable d'investir (et donc d'épargner) si l'on admet avec Keynes qu'il y a toujours égalité entre l'épargne et l'investissement. Tout comme chez Marx, tout dépend de la conduite des capitalistes. Ceux-ci, recherchant avant tout le profit maximum, se préoccupent fort peu d'atteindre ou de maintenir une situation d'équilibre de plein emploi et c'est ce qui explique pourquoi ils créent une situation de sur-investissement caractérisée par une quantité d'équipement dépassant le niveau de maintien du capital. Cette théorie est très proche de celle que Marx enseignait dans le volume II du *Capital* et il est aisé de saisir les analogies qui existent entre elles.

Il faut, pour bien comprendre la théorie marxiste, admettre avec elle que la structure de la production se divise en deux secteurs dont le premier fabrique des biens d'investissement (outillage, machines, équipement, etc.) et le second des biens de consommation. Hypothèse valable si l'on songe que nous ne disposons pas encore d'une théorie unanimement acceptée du capital. Cette présupposition préliminaire faite, décrivons sommairement comment se déroulent les événements. Supposons que les capitalistes du secteur I, producteurs de biens d'investissement, transforment une fraction de leur plus-value en une quantité de biens capitaux telle qu'elle excède le niveau nécessaire au remplacement du capital constant total. Si ce surplus de biens d'investissement n'est pas absorbé par un accroissement correspondant de la demande provenant des capitalistes du secteur II qui, nous le savons, fabriquent des biens de consommation, il y a sur-investissement en biens capitaux ou sur-production relative de ces biens. L'insuffisance de la demande effective pourra provenir soit d'une répartition inadéquate de la plus-value des capitalistes du secteur II entre la consommation et l'épargne, soit d'un accroissement de leur

thésaurisation. L'accumulation du capital (qui correspond aux décisions d'investissement de Kalecky) n'est rentable que si une épargne effective accrue des capitalistes correspond à cette accumulation, c'est-à-dire si les capitalistes du secteur. Ils se portent effectivement acheteurs des capitaux nouveau-nés.

Revenons maintenant à la théorie de Kalecky. Chez Kalecky comme chez Marx, l'accumulation résulte de la transformation du revenu *des seuls capitalistes* en biens de production. Tout comme Marx, Kalecky admet que la crise survient lorsque les décisions d'investissement *sont telles qu'elles créent un équipement supérieur aux besoins de remplacement et d'entretien du capital ancien* et qu'elles n'entraînent pas un accroissement correspondant du revenu national. Si le revenu national n'augmente pas, la demande effective ne sera pas suffisante pour absorber l'excédent d'équipement en capital qui cherchera à s'écouler sur le marché et cette situation aura pour effet d'entraîner une baisse des profits de chaque capitaliste, baisse qui affectera défavorablement les décisions d'investissement. Il y aura, *tout comme dans le schéma marxiste, surproduction relative de biens capitaux* et les seules différences qui séparent la théorie de Kalecky et celle de Marx n'ont trait qu'à des points secondaires[1]. Le schéma marxiste perfectionné dans ses détails est *maintenu* dans ses lignes essentielles.

***

Pourquoi la théorie keynesienne qui a brisé la cloison qui séparait la pensée marxiste de la pensée néo-classique n'a-t-elle pas abouti à une politique économique révolutionnaire, mais plutôt à une économie dirigée (*economics of control*) ou à une économie de bien-être (*economics of welfare*). La raison de ce recul devant des conclusions politiques *radicales* (au sens étymologique du terme) provient de l'appartenance bourgeoise de ces économistes et c'est cette appartenance qui leur a fait préférer aux conceptions révolutionnaires une *middle class*

1. Kalecky fait le meilleur usage de la notion d'inflation bien introduite par Keynes dans l'analyse économique.

theory. Il n'est cependant pas défendu de tirer à leur place des conclusions révolutionnaires de leur théorie et de substituer à l'*economics of control*) une théorie de la planification intégrale (à la manière soviétique) fondée sur le principe de l'utilité marginale et impliquant la socialisation des moyens de production.

Il n'y a pas — et ce sera notre conclusion — conflit entre théorie keynesienne et marxisme parce que la pensée de Keynes reste classique dans ses moyens d'expression et dans le choix de ses concepts et que celle de Marx quand elle s'appliquait à des problèmes économiques utilisait les constructions classiques auxquelles il donnait un prolongement philosophique par la méthode dialectique.

Il n'est pas interdit de refaire en s'aidant des plus récentes acquisitions de la théorie marginale, le travail effectué par Marx sur la base du classicisme. On récrirait *Das Kapital* en interprétant dialectiquement les contradictions que la théorie marginale la plus évoluée a mises au jour. On aurait alors l'avantage de traiter ainsi les problèmes les plus concrets sans négliger pour autant les problèmes de l'évolution. On serait alors véritablement marxiste.

Jean DOMARCHI.

LA RÉVOLUTION ITALIENNE

Pareil à ces grands arbres des tropiques à la frondaison luxuriante mais si profondément rongés par les termites qu'ils tombent au moindre choc, le fascisme reçut le coup de grâce de ces mêmes chefs fascistes que Mussolini avait choisis comme collaborateurs et qui étaient devenus ses complices; de ce Grand Conseil fasciste dont il avait fait le suprême organe constitutionnel de l'Etat, avec pouvoir délibératif sur les statuts, les ordonnances, les directives politiques du parti, et qu'il n'avait plus convoqué depuis décembre 1939.

Mais ce fut un coup inattendu, issu de l'incertitude et du malaise, et dont aucun des responsables ne mesurait les conséquences possibles. (Bastianini, parlant de cette séance, le 22 juillet, déclarait à un ami qu'il ne s'y passerait rien : « il y aura. disait-il, l'habituel discours du chef, qui nous renverra, comme d'habitude, bernés et contents »). Jusqu'à la dernière minute il n'y eut pas d'entente proprement dite entre les membres du Grand Conseil.

Depuis quelques mois chacun d'eux, dans son secteur, se posait des questions, faisait des enquêtes, des projets, sauf peut-être quelques ministres techniciens qui tâtonnaient, effarés par ce qu'ils voyaient, sauf quelques irresponsables comme Polverelli, le ministre de la Culture populaire, qui continuait à adresser aux journaux des ordres aussi stupides que naïfs. Par exemple, en ces jours où les nouvelles de la guerre étaient les plus catastrophiques, il faisait publier en caractères gras ou en manchette dans la première page des journaux la vie et les exploits d'un légionnaire décoré de la médaille militaire. (Et

c'étaient toujours les mêmes malheureux commentaires : « vaincu par la supériorité numérique de l'ennemi », « se défendant jusqu'au sacrifice suprême », « reculant, seul, après avoir détruit les armes et les systèmes défensifs ». Jamais on ne parlait d'une conquête, jamais on n'exaltait une victoire.)

Il n'aimait pas qu'on rappelât les grandes victoires de la Piave, de Vittorio Veneto, du Risorgimento qu'il considérait comme « déplacées » (et il ne croyait pas si bien dire, en effet; mais chez lui c'était crainte de blesser la susceptibilité des allemands, ou parce qu'il ne voulait pas qu'on exalte des événements antérieurs au fascisme.)

Le 12 juillet les journaux annonçaient que quelques-unes des personnalités les plus marquantes du parti avaient été désignées pour parler aux fédérations des principales villes de la péninsule. On citait les noms de Acerbo, Terruzzi, De Cicco, Giuriati, Caradonna et des membres du Grand Conseil : Grandi, Bottai, Bastianini, de Vecchi, Biggini, Federzoni, Farinacci, Cianetti. C'était, paraît-il, une tentative pour obliger certains chefs fascistes qui avaient l'air de se tenir à l'écart, à se solidariser ouvertement avec le parti et le gouvernement.

(Pour des raisons analogues les journaux avaient reçu l'ordre de faire signer par leurs auteurs tous les articles politiques, les éditoriaux, les entrefilets, les notes sur la situation politique et militaire. On vit donc paraître pour la première fois les noms de journalistes qui avaient eu jusqu'alors la permission d'écrire, mais non de signer, à cause d'anciennes divergences que le régime ne leur avait jamais tout à fait pardonnées, et c'étaient les mêmes qui, le plus souvent, écrivaient les éditoriaux pour leurs directeurs.)

Mais ces réunions régionales n'eurent pas lieu. Les responsables désignés allèrent dire à Scorza que ce n'était plus le moment de raconter des sornettes, que les gens ne voulaient plus se payer de mots. Quant à eux, avant d'aller parler dans les provinces, ils voulaient voir Mussolini, qui depuis quelque temps avait l'air d'éviter toute discussion sincère, ils voulaient qu'on leur dise quelle était au juste la situation.

Le vendredi 16 juillet Scorza conduisit ses collègues chez

Mussolini, mais l'équipe n'était pas au complet, et Grandi lui-même, qui avait écrit à Scorza pour lui déconseiller les réunions, était absent. Mussolini était de mauvaise humeur; ces réunions impromptues n'étaient pas de son goût; peut-être craignait-il d'être pris au dépourvu par des gens en sachant plus long que lui et qu'il appelait avec mépris « les orateurs ». La réunion n'eut même pas cette allure solennelle à laquelle il tenait tant ; deux ou trois seulement parmi les membres présents étaient en uniforme, les autres en civil, avec de légers costumes d'été.

Bottai parla avec ardeur, et par sa dialectique subtile, par la précision de ses arguments se montra bon plaideur. Il dit que depuis trop longtemps les membres du Grand Conseil et les ministres vivaient dans des « limbes d'irresponsabilité » ; qu'ils ne savaient rien, ne participaient en rien aux décisions dont dépendait le sort de la nation ; maintenant ils voulaient savoir où en était la situation, ils voulaient leur part de responsabilités; le Grand Conseil, le Conseil des Ministres devaient remplir à nouveau les missions prévues par la loi.

La proposition de réunir aussitôt le Grand Conseil fut faite par Farinacci, mais il semble qu'elle ait été suggérée par Scorza à ses collègues, avant la visite. Mussolini ne sembla pas enchanté de cette idée, mais il ne put s'y opposer. Il fixa une date assez éloignée, ce qui ne fut pas pour déplaire à Bottai, à Federzoni, (et à Grandi lorsqu'il le sut) car ils entendaient s'y préparer avec soin.

Le lendemain Mussolini regrettait déjà d'avoir cédé, et il s'en prit à Scorza. « Que voulaient hier ces hommes mal habillés? Ils se croient des personnages importants parce qu'ils sont des orateurs; mais ils ne sont des personnages importants que lorsqu'ils parlent; en quittant la tribune ils redeviennent des hommes comme les autres ». Scorza le tranquillisa en lui promettant de surveiller les manœuvres de ces messieurs.

Grandi arriva à Rome le 22 juillet, avec une ébauche de l'ordre du jour qu'il avait l'intention de présenter au Grand Conseil. Il se rendit aussitôt chez Mussolini qui l'avait fait appeler pour lui reprocher certain télégramme envoyé au secrétaire du parti qu'il considérait pour le moins comme « inop-

portun ». L'entretien devait durer un quart d'heure, mais il dura une heure, et Kesselring qui était attendu aussitôt après dut faire antichambre.

Grandi répondit à Mussolini assez vertement et annonça qu'il présenterait au Grand Conseil un ordre du jour. Puis il fit un réquisitoire en règle, répétition générale du discours qu'il allait tenir le 24 juillet. Le fascisme, dit-il, ne fait plus corps avec le pays. Il faut rendre au roi le commandement des forces armées, et lui redonner l'initiative politique. L'alliance hybride avec l'Allemagne a violenté le sentiment quasi unanime du peuple italien.

Il rappela que la politique étrangère de l'Italie jusqu'en 1932 — année où Mussolini enleva à Grandi le ministère des Affaires Étrangères — avait suivi les grands courants internationaux, était bien vue des grandes démocraties occidentales, visait à la compréhension réciproque entre les peuples, et avait fait de l'Italie une grande puissance respectée. Il évoqua l'autorité que lui, Grandi, avait su acquérir à la Société des Nations, où il était écouté, où on sollicitait ses conseils, où il avait fait résonner la langue italienne aux côtés du français et de l'anglais jusqu'alors seuls admis.

Il parla de son voyage en Amérique, en 1931, où lui, le ministre de l'Italie fasciste, avait été accueilli en triomphateur; il avait traversé Broadway sous un tonnerre d'applaudissements, il avait déchaîné l'enthousiasme des ouvriers américains et italiens parce qu'il était venu parler de collaboration internationale, d'accord entre les grandes nations.

Mais aujourd'hui l'Italie est le valet de l'hitlérisme; elle partage avec l'Allemagne la haine du monde entier parce qu'elle accepte ses méthodes et ses théories raciales; l'Allemagne elle-même la méprise.

Grandi raconta plus tard que Mussolini ne sut lui répondre que par des mensonges et des vantardises, avec cette manie de ramener les problèmes de l'Italie à des questions privées, sur ce ton d'un homme qui a à se venger d'offenses personnelles (« ils verront ce que je leur ferai », « ils ne savent pas ce que je leur réserve »). « Il s'agit de reconstituer l'union nationale », lui

dit Grandi à un certain moment. « Oui, répondit Mussolini ironique, de Orlando à Miglioli. »

A l'issue de l'entretien Grandi alla tout raconter à Scorza et lui dit aussi qu'il avait l'intention de faire voter un ordre du jour par le Grand Conseil; puis il s'aboucha avec Bottai, Ciano, de Marsico, et quelques autres.

Dans les premières ébauches de l'ordre du jour, on percevait clairement l'intention d'enlever à Mussolini les instruments de la dictature. On voulait l'empêcher de continuer à gouverner selon son bon plaisir, en suivant les caprices de l'heure, avec un empirisme sot et présomptueux. Mais on n'était pas d'accord sur la formule. Pour les uns il suffisait de rendre au roi les pouvoirs militaires et d'exiger le fonctionnement du conseil des ministres tel qu'il était prévu par la constitution. (Dans l'ordre du jour Grandi, on parlait de rétablir les fonctions du Grand Conseil; mais dans ces discussions préliminaires Grandi était d'avis de supprimer cet organisme qui jusqu'alors n'avait servi à rien.) Selon d'autres il fallait donner au roi les pleins pouvoirs aussi bien militaires que politiques. Bottai était de cet avis : « Nous ne pouvons nous contenter de rendre au roi une épée émoussée, si nous ne lui remettons en même temps le sceptre du pouvoir politique ». On voit que Bottai connaissait son Shakespeare.

. . . .

*
* *

La séance du grand Conseil, ouverte le 24 juillet, à 17 heures, dura jusqu'à deux heures du matin. Elle fut interrompue seulement vers minuit, pendant un quart d'heure, pour une légère collation. Il en existe différents comptes rendus, dont la relation que j'ai mentionnée et qui est attribuée à Bottai.

Un récit en est fait par Mussolini lui-même dans ses « Mémoires d'une année » parus en feuilleton dans le *Corriere della Sera* au cours de l'été 44, mais c'est peut-être le récit le moins exact. J'ai moi-même ajouté aux faits relatés dans ces versions quelques détails recueillis de la bouche de ceux qui avaient par-

ticipé à la séance et que j'ai eu l'occasion de rencontrer dans la prison de Regina cœli. Il ne semble pas qu'il existe de véritable compte rendu officiel, et de toutes façons on sait que la mémoire des témoins et des protagonistes est souvent confuse et infidèle.

Le caractère particulier de cette réunion fut une levée de boucliers contre Mussolini, violente, impitoyable et décidée de la part d'hommes qui l'avaient servi pendant vingt ans, qui pendant vingt ans avaient obéi sans discuter à ses ordres et à ses caprices, quittes à le maudire dans leur for intérieur et dont les mouvements de révolte éclataient dans l'atmosphère de cette réunion, nourris par les mots enfin prononcés et par l'encouragement que chacun trouvait chez les autres.

Depuis des années Mussolini avait exercé sur ces hommes, ses anciens collaborateurs, une autorité, un pouvoir, une influence qui arrivaient à annihiler leur personnalité. Naturellement timide, il avait le pouvoir d'intimider extraordinairement ceux qui le fréquentaient, même les plus décidés et les plus courageux. Ils se rendaient chez lui avec le ferme propos de lui dire son fait, de se faire écouter, et devant ses yeux féroces ils finissaient par bredouiller.

Il recevait généralement debout ou assis à sa table de travail, tout au fond de l'immense salle de la mappemonde, et de devoir la parcourir dans toute sa longueur, de la porte à la table, sous ces yeux qui le couvaient, cela suffisait à enlever au visiteur tout courage. (C'étaient d'ailleurs des yeux qui savaient être parfois caressants, infiniment humains, éclairés par un frais sourire; c'est ainsi qu'il charma des ambassadeurs, des hommes politiques, des journalistes du monde entier qui, rentrés chez eux, célébraient la douceur, la compréhension, l'humanité du grand homme.)

Depuis longtemps ses anciens camarades des luttes politiques ne le tutoyaient plus; je crois que, après la mort de Balbo, de Bono seul le tutoyait encore en public. Mais en cette occasion Grandi, Farinacci, Bottai et Federzoni retrouvèrent sur leurs lèvres l'ancien tutoiement, et du même coup le courage de dire des choses qu'ils n'avaient jamais osé formuler en sa présence. Ils braquaient le doigt contre lui, précisaient leurs accusations.

« Tu as imposé à l'Italie une dictature historiquement immorale », disait Grandi, et saisissant la manche de sa tunique noire, il ajoutait : « Pendant des années tu as étouffé notre personnalité sous ce déguisement funèbre. »

« Lorsque tu avais à choisir entre une demi-douzaine d'hommes pour une place importante, tu choisissais toujours le plus idiot. Nous en avons ici un exemple », disait Farinacci en montrant Polverelli qui, tout tremblant, s'essuyait le front. Et Grandi de surenchérir : « L'autre jour il a donné l'ordre aux journaux de ne rappeler en aucune façon notre Risorgimento, ni Vittorio Veneto, ni la victoire de la Piave, c'est là une insulte à notre histoire. »

Pour la première fois, peut-être, Mussolini apparut à ses fidèles comme un pauvre homme, qui cherchait à se défendre en accumulant mensonges et réticences, un homme misérable, écrasé par les faits et les responsabilités. Assailli par des questions précises sur la situation du pays, poussé à dire toute la vérité, car il était seul à posséder les sources de toutes les informations, il cherchait encore à gagner la partie par des faux-fuyants, des menaces, ou des interventions miraculeuses. On sentait qu'il ne cherchait pas à défendre une cause pour laquelle il s'était battu, mais à sauver la face par des méthodes méprisables et des intrigues de dernière heure. Et à la fin il fut pris d'un grand découragement physique, de la fatigue d'un homme qui a trop parlé, qui a trop crié, et qui voudrait seulement que tout soit fini pour pouvoir aller se coucher, dormir et oublier.

Les membres du Grand Conseil commencèrent à arriver au Palais de Venise vers dix-sept heures. Ils étaient naturellement tous en uniforme. Détail amusant : Federzoni avait déjà expédié le sien à la campagne et avait dû en emprunter un à un ami. Ils étaient presque tous armés de revolvers. Grandi et quelques autres, se souvenant peut-être du temps de leur jeunesse, avaient pris dans leurs poches quelques grenades. Grandi n'était pas très sûr de sortir vivant de l'aventure et avant de venir il avait communié. Il n'était même pas sûr des personnes avec lesquelles il avait discuté et auxquelles il avait fait connaître l'ordre du jour. Après la séance du Grand Conseil il confia à un ami qu'au

fond la seule personne dans laquelle il avait une confiance totale était Federzoni.

Un tel aveu caractérise bien cette atmosphère de suspicion que le fascisme avait créée, avec tout son appareil d'indiscrétions, de dénonciations et de délations. A tout hasard Albini avait caché deux cents agents de la Sûreté dans les différents coins du palais et d'accord avec Chierici, chef de la police, il avait posté des agents sûrs aux environs de la place. Sur ordre du même Albini les mousquetaires du Duce étaient restés chez eux.

Mussolini quitta son bureau à dix-sept heures quinze en uniforme de la milice. « Nous allons dans la souricière » aurait-il dit à l'un de ceux qui l'accompagnaient. Il entra dans la grande salle où on l'accueillit avec le salut rituel. Il se dirigea vers sa place et s'assit, mais son ulcère lui faisait mal; avec une grimace de douleur il chercha la position la plus commode, se recroquevillant un peu de travers dans son fauteuil. Il plaça devant lui un gros dossier et commença aussitôt à le compulser d'un air menaçant.

« Faisons avant tout, dit-il, l'historique du commandement. » Il raconte comment le roi a été amené à lui déléguer les pouvoirs militaires et veut faire croire qu'une telle décision a été proposée par Badoglio; il lit à ce propos une lettre du maréchal datée du 3 mai 1940.

Peut-être aucun des membres présents ne se rappelle alors le discours qu'il prononça au Sénat, le 31 mars 1938 et où il déclarait : « Dans l'Italie fasciste le problème du commandement unique, qui tourmente bien d'autres pays, est résolu; les directives politico-stratégiques de la guerre sont données par le chef du gouvernement; leur application est confiée au chef de l'état-major général et aux organes qui en dépendent. En Italie la guerre sera conduite, comme elle l'a été en Afrique, par un seul homme aux ordres du roi, et cet homme est celui qui vous parle ».

Mais on reconnaît bien là les mauvais procédés de Mussolini, qui veut compromettre Badoglio aux yeux du roi et de l'armée. Suit une confession étonnante d'impuissance, d'incapacité à

commander, à diriger effectivement les opérations militaires. « Le fonctionnement du haut commandement a été caractérisé par la réticence, l'équivoque et le mensonge. Le mensonge a dominé toute cette guerre ». Il ajoute qu'il n'a dirigé personnellement que la bataille navale de Pantelleria, qui eut lieu pendant l'absence de Cavallero et dont il revendique entièrement la responsabilité. La déroute d'El Alamein est due à Rommel, « soldat magnifique et véritable condottiere sur le plan tactique, mais moins heureux dans ses conceptions stratégiques ».

L'exposé de nos désastres militaires dure longtemps bien qu'agrémenté de lieux communs et d'ironies faciles : « Lorsque l'amiral Pavoni me télégraphia que toute résistance à Pantelleria était désormais devenue impossible, je donnai l'ordre de la reddition : seuls Staline et le Mikado peuvent donner l'ordre de résister jusqu'au dernier homme ». Pendant ce temps Buffarini-Guidi fait en sourdine des plaisanteries sur l'incapacité patente de Mussolini en matière militaire.

En vérité, le commandant en chef de toutes les forces de terre, de mer et de l'air apparaît, à ceux qui l'écoutent, bien mal documenté sur les forces italiennes destinées à la défense de Rome, ou à la défense côtière; il donne des chiffres sur les matières premières que nous a envoyées l'Allemagne ; mais ce sont des chiffres approximatifs, tout comme les données concernant les troupes allemandes résidant en Italie ou celles que Hitler a promis d'envoyer. Les assistants se regardent, abasourdis; ils ont la sensation, comme dira l'un d'eux, « de quelque chose d'insaisissable ».

Ses paroles ne savent pas convaincre; il semble se perdre en une polémique de détail, bien vaine et pitoyable face aux événements qui désormais le dépassent. On dirait que l'histoire l'a déjà écarté alors qu'il persiste, avec une ténacité mesquine, à se croire toujours son centre propulseur.

« Et maintenant, dit-il, se pose à nous le dilemme de la guerre ou de la paix; de la reddition sans conditions ou de la résistance à outrance. Il est certain que les gens, surtout certains milieux aisés plus que le peuple lui-même, n'ont aucun enthousiasme pour la guerre.

» Admettons donc que cette guerre soit impopulaire. Mais quelle guerre a jamais été populaire? On l'accuse d'être la guerre du fascisme; mais la guerre est toujours la guerre du parti, ou de la tendance qui l'a voulue. Si on dit aujourd'hui que cette guerre est la guerre de Mussolini, on pourrait dire que la guerre de 1859 a été la guerre de Cavour. De toutes façons l'Angleterre ne combat pas le fascisme, mais l'Italie. L'Angleterre veut avoir un siècle devant elle pour assurer ses cinq repas quotidiens. Elle veut occuper l'Italie, et maintenir l'occupation ».

Il s'arrête de parler. Les assistants n'ont jamais entendu une relation aussi décousue, imprécise et équivoque, où les falsifications et les réticences se mêlent aux habituels effets oratoires, aux lourdes ironies, aux vantardises, au langage sévère.

« J'avais prévu l'attaque anglaise sur le front d'El Alamein pour le 28 octobre, car je pensais bien que l'ennemi voudrait troubler la solennité de ce vingtième anniversaire [1]. » « Pantelleria c'est moi qui l'ai inventée; jusqu'en 1935 elle n'était connue que de la police. » « Le problème sicilien, je me l'étais posé depuis plusieurs années. » « J'ai donné l'ordre au préfet de Catane de faire arrêter tous ceux qui déambulaient dans les rues de la ville et de fusiller quiconque abandonnait son poste. »

Les autres se regardent, comme pour dire : à nous maintenant de parler.

De Bono prend la parole en premier pour défendre l'armée et réfuter les arguments de Mussolini sur la responsabilité militaire. « Il y a surtout, dit-il, une responsabilité politique, c'est la responsabilité du choix des chefs militaires ».

Puis Farinacci se plaint de la méfiance qu'on nourrit envers les Allemands; De Vecchi se perd en considérations sur les cadres de l'armée (alors que, quelques jours auparavant, il avait brigué avec insistance un commandement militaire, et avait obtenu celui d'une division côtière).

Le Grand Conseil semble s'épuiser en une discussion stérile; on propose d'aller chercher le général Ambrosio pour comparer les chiffres donnés par Mussolini et ceux de l'état-major.

1. Le 28 octobre est l'anniversaire de la marche sur Rome.

Bottai cherche à ramener la discussion au cœur du sujet; contrairement à celle qui semble être l'opinion de l'état-major, il estime qu'une fois la Sicile occupée, l'adversaire se dirigera fatalement vers l'Italie continentale. Il s'agit donc de savoir si l'Italie est ou n'est pas en état de recevoir le choc; ce qui ramène à l'autre alternative plus importante : guerre ou paix. S'adressant à Mussolini qui ne répond pas, ne l'interrompt jamais et semble absorbé par des pensées étrangères, Bottai déclare : « Par tes mots tu nous as donné l'impression précise qu'une défense efficace de la péninsule est impossible. Ton rapport a été un véritable coup de grâce à nos dernières illusions ». Il conclut en observant que Mussolini a énuméré les inconvénients qui entravent l'action du commandement suprême et a exposé les suggestions que les Allemands n'ont pas daigné prendre en considération et les ordres qu'ils n'ont pas exécutés; il s'ensuit qu'à l'impossibilité technique de résister à l'attaque ennemie contre la péninsule s'ajoute un système de commandement taré.

Mussolini n'a pas fait un geste, ni prononcé un mot. Grandi alors se lève et donne lecture de l'ordre du jour que lui-même et d'autres proposent au vote du Grand Conseil. Après avoir examiné la situation intérieure et internationale, la conduite politique et militaire de la guerre, l'ordre du jour : « *proclame* le devoir sacré pour tous les Italiens de défendre à tout prix l'unité, l'indépendance et la liberté de la patrie, le fruit des sacrifices et des efforts de quatre générations depuis le *risorgimento* à nos jours, la vie et l'avenir du peuple italien.

« Il *affirme* la nécessité de l'union morale et matérielle de tous les Italiens en cette heure grave et décisive pour les destinées de la nation.

« Il *déclare* que dans ce but il est nécessaire de rétablir immédiatement toutes les fonctions de l'État, en attribuant à la Couronne, au Grand Conseil, au gouvernement, au parlement, aux corporations, les devoirs et les responsabilités établis par nos lois statutaires et constitutionnelles.

« Il *invite* le gouvernement à demander à Sa Majesté le roi, auquel s'adresse fidèle et confiante la nation tout entière,

de bien vouloir assumer, pour l'honneur et la grandeur du pays, en même temps que le commandement effectif des forces armées de terre, de mer et de l'air (conformément à l'article 5 du statut du royaume) l'initiative suprême de toutes décisions que nos institutions lui attribuent, et qui ont été, dans toute notre histoire nationale, l'héritage glorieux de l'auguste dynastie de Savoie ».

Après avoir lu son rapport, il l'illustre avec violence, avec fougue, en accumulant les arguments contre la dictature, contre sa durée, sa dégénérescence, contre « la formule étroite et imbécile de la guerre fasciste ». Quelque timoré dira par la suite que ses paroles sonnaient comme celles « du plus fougueux antifasciste de ce monde ». Avec Bottai, il a perçu lui aussi, dans le rapport du chef « l'inexorabilité de la défaite ».

Il est agressif, impitoyable. « Ta dictature a perdu la guerre. » Il lui reproche de s'être érigé en arbitre unique et suprême du destin de la patrie. « Le chef que nous aimions et suivions a disparu, remplacé par celui qu'a rêvé un Starace ».

Il surenchérit : « Enlève donc du calot ces galons ridicules que tu t'es grossièrement attribués ; redeviens, si tu peux, le Mussolini d'autrefois ». Mais il est trop tard, dit-il, nous en sommes arrivés à voir les destins d'un grand peuple, traités comme les affaires privées d'un individu ; nous en sommes arrivés à entendre tes absurdes vantardises sur la responsabilité dans le malheureux discours que tu prononçais il y a quelques jours.

« Il ne suffit plus, conclut-il, le doigt tendu, que tu assumes toute la responsabilité, car il y va de nous tous, il y va du sort du pays. Et nous, les hommes du Grand Conseil, tu nous as tenus à l'écart, impuissants et irresponsables. Qu'as-tu fait pendant les dix-sept ans que tu as dirigé les trois ministères des forces armées? Tu as étouffé la couronne, tu lui as enlevé toutes ses prérogatives. »

Mussolini chancelle sous la violence de ces mots. Il est assis de travers sur son siège; une lampe est allumée près de lui et la lumière le blesse, de la main il se protège les yeux sans un mot. Il a le visage défait, presque résigné. « Il ne me paraissait plus être un homme, mais la transfiguration d'un homme

qui a déjà quitté la vie terrestre, », dira plus tard un de ceux qui assistaient à la réunion.

Après avoir parlé plus d'une heure Grandi conclut à peu près par ces mots : « Parmi toutes les phrases que tu as fait inscrire sur les murs de l'Italie, il y en a une que tu as prononcée du balcon du Palais Chigi en 1924, celle-ci : « Que meurent toutes les factions, même la nôtre, pourvu que vive la nation. » Le moment est venu de faire mourir la faction. »

Un grand silence fait suite à ces mots. Mussolini se laisse aller sur son siège, il est en sueur et livide, il défait le col de sa chemise et on l'entend murmurer : « Décidément la chance m'a tourné le dos ».

. . . .

La séance est suspendue. On passe dans la salle voisine où sont préparés quelques rafraîchissements. Alfieri et Scorza serrent de près Mussolini et semblent vouloir l'isoler des autres. Ses derniers fidèles épient timidement son visage sombre et fatigué. Buffarini s'approche un moment de lui et murmure : « Ça sent la trahison », mais Mussolini ne répond pas, il le regarde d'un air absent, presque apathique, puis il se retire dans son bureau suivi de Scorza.

Pendant ce temps Grandi présente à la ronde son ordre du jour et presque tous s'y rallient. (Même Suardo donne sa signature, qu'il reniera par la suite. Lorsque Marinelli accepte de signer, Grandi s'étonne). Naturellement Ciano signe lui aussi, mais Grandi lui demande de s'abstenir, au moment du vote, pour ne pas mêler les affaires de famille aux affaires politiques. Comme nous le verrons par la suite Ciano n'écouta pas ce conseil.

A la reprise, Bastianini expose la situation intérieure de l'Italie : « Il y a fracture, dit-il, entre le parti et la nation; la nation est en état de grève, ou d'obstructionnisme à l'égard du régime. Il est peut-être déjà trop tard pour une revision de principes susceptible de renouveler le visage et l'esprit du fascisme. » Quant à la politique étrangère, Bastianini rappelle l'ancien dessein qu'il avait en vain espéré faire triompher au temps de l'entrevue de Salzbourg. « Nous avons eu le tort, dit-il, de ne pas avoir maintenu les contacts avec les nations de l'Europe

orientale qui, comme nous, souffrent d'être totalement assujetties à la politique allemande. C'est sur ce terrain qu'il faut chercher la seule solution possible; mais là encore il est peut-être trop tard ».

Tringali-Casanova, président du tribunal spécial, critique l'ordre du jour Grandi. Biggini le critique à son tour, mais d'une voix tremblante, avec des gestes timides et peureux, et l'argument le plus solide qu'il apporte à l'appui de sa thèse est que pas une seule fois le mot « Duce » ne paraît dans le texte. Il cherche en parlant l'approbation du chef, mais celui-ci a le regard vague, sous un front luisant de sueur.

L'autre valet Galbiati, commandant de la milice fasciste, parle d'une voix de stentor, avec des gestes dont on retrouve facilement le modèle. (Il faut dire que dès le début, il ne se lassait pas de répéter comme à lui-même mais de manière à se faire entendre par ses voisins : « Je ne vois pas bien ce que peut contenir cet ordre du jour, mais il ne me plaît pas. » Et il se frottait les mains, et roulait des yeux si bien que quelques jours plus tard Ciano raconta qu'en le voyant il avait eu un frisson dans le dos et avait pensé à Fouquier-Tinville.) Naturellement pour lui il n'y a pas de fracture entre le parti et le pays. « Si fracture il y a, c'est entre vous — et il montre du doigt Grandi, Bottai, Bastianini — et la nation. Qu'importent les insuffisances techniques de l'armement ? Pour vaincre il suffit d'avoir la volonté de combattre et cette volonté ne fait jamais défaut dans la masse, dit-il, même si elle manque en haut lieu. »

Cette éloquence de caporal semble remonter Mussolini, qui intervient de nouveau, de façon offensive. Il lance des attaques personnelles : « Parmi les nombreuses accusations que vous portez contre le régime — dit-il d'un ton tranquille, comme si ces choses ne l'intéressaient pas — vous en oubliez une qu'on trouve fréquemment sur les lèvres du peuple, c'est l'enrichissement fabuleux de quelques-uns d'entre vous. Et le peuple qui doit se serrer la ceinture jusqu'au dernier cran, qu'on appelle le cran Mussolini [1], murmure et proteste. » (Ainsi donc on lui

1. Jeu de mot sur « foro », qui en italien, veut dire à la fois « forum » et « cran ».

racontait les plaisanteries qui couraient sur son compte? On sait qu'elles l'agaçaient, et que les jeux de mots le mettaient en fureur, contrairement à Hitler, qui, il y a quelques années, fit rassembler officiellement les plus féroces caricatures de lui-même parues dans la presse mondiale.)

Il frappe de la main sur son dossier et dit qu'il y a là-dedans de quoi ruiner tout le monde. Il lance cette phrase à Ciano : « Quand tu es entré dans ma maison, la trahison est entrée avec toi ». On l'entend proférer des menaces cachées; les assistants se regardent et quelqu'un murmure : « Attention, ici on prépare notre assassinat. »

« Cet ordre du jour, dit Mussolini, pose de très graves problèmes de dignité personnelle. Si le roi accepte que je lui rende les pouvoirs militaires, cela signifie que je dois être décapité. Il vaut mieux parler net. J'ai soixante ans et je sais ce que cela signifie. Et si par hasard le roi, auquel je devrais porter votre ordre du jour me renouvelait sa confiance, quelle serait votre position devant lui, devant le pays, devant le parti... devant moi-même? » Cette dernière partie de la phrase a été prononcée après une longue pause où perce le chantage et l'intimidation. Devenu d'année en année un imitateur toujours plus servile d'Hitler, Mussolini veut-il renouveler le geste fratricide de celui-ci, la nuit du 30 juin? Mais il a encore quelque chose à dire. D'un air mystérieux et prophétique il conclut par ces mots qui laissent l'assemblée stupéfaite et perplexe : « Je tiens la clef de la situation militaire, mais je ne vous dirai pas ce que c'est ».

C'est le dernier bluff du joueur qui est en train de perdre la partie; mais c'est aussi la dernière menace qui effraie les hésitants. C'est la deuxième partie du chantage. Il a dit tout d'abord : attention, si le roi me renouvelle sa confiance, je me débarrasse de vous par la méthode la plus expéditive. Maintenant il ajoute : si je suis obligé de céder au roi le commandement militaire, cette scission entre le pays et le parti dont vous parlez, vous engloutira tous. Moi, je devrai abandonner tous mes pouvoirs et renoncer à mon arme secrète, mais vous perdrez en même temps la guerre, votre chef et votre sûreté.

Biggini, Polverelli, Cianetti, et d'autres regardent autour d'eux avec des yeux égarés. Grandi s'écrie : « Le Duce fait un chantage car il nous demande de choisir entre notre ancienne fidélité à sa personne et notre dévouement à la Patrie. Nous ne pouvons hésiter un seul instant lorsqu'il s'agit de la Patrie. »

Dans cette atmosphère hésitante et confuse Scorza se lève pour attaquer violemment l'ordre du jour Grandi; il apporte dans la discussion une éloquence de réunion publique. Lui aussi désigne Mussolini du doigt, mais comme par excès d'amour et de dévouement : « Vous n'avez pas été un dictateur assez ferme, dit-il, comme vous l'avez avoué vous-même vous avez été l'homme le plus désobéi de votre siècle. »

Il parle longuement, il exalte le parti et son œuvre; il proclame sa foi aveugle dans les jeunes, éduqués par le parti, qui ont grandi dans son climat de ferveur. Puis en scandant bien ses mots il ajoute : « En ma qualité de secrétaire du parti je propose l'ordre du jour suivant. » Suit la lecture de son ordre du jour qui se compose de deux parties : dans la première il proclame la résistance à outrance que le parti doit imposer au pays. lançant des appels à la nation, au roi, au pape; dans la deuxième partie il réclame des réformes immédiates des organismes constitutionnels et des commandements militaires.

Grandi, Bottai, Ciano,Bastianini, Federzoni, les hommes les plus marquants du Grand Conseil, sont étonnés et s'indignent. Ils ont l'impression que Scorza les a trahis, car il connaissait leurs intentions et le texte de l'ordre du jour Grandi. Ils le considéraient comme un des leurs et le voient changer tout à coup comme s'il flairait le vent.

Ils se souviennent maintenant qu'à la suspension de séance, Scorza avait disparu avec Mussolini dans la salle de la mappemonde; et au début de la reprise on lui a vu dans les mains des notes écrites au crayon rouge et bleu alors qu'il n'avait auparavant qu'un crayon noir, comme tout le monde. Ce sont évidemment des notes prises au cours de l'entretien avec Mussolini; il est clair qu'il y a eu collusion entre les deux larrons. Mussolini a proféré des menaces, Scorza ne va-t-il pas consi-

dérer comme traîtres au parti ceux qui voteront contre son ordre du jour? Que fera-t-il contre les traîtres?

On remarque que Galbiati est sorti à plusieurs reprises de la salle pour se rendre au téléphone; les membres du Grand Conseil commencent à s'alarmer, ils parlent tous à la fois et personne ne fait attention à De Bono qui veut encore défendre l'état-major et l'armée.

Enfin De Stefani réussit à imposer le silence. Dans un petit discours soigné et élégant il déclare qu'il faut faire une distinction entre le régime et la patrie, et la patrie seule doit inspirer les décisons extrêmes. On ne peut pas gagner cette guerre en mobilisant le parti; le pays tout entier porte un trop lourd fardeau, il voit s'écrouler ses maisons, ses usines, ses monuments, sa seule richesse; il faut chercher à sauver tout de suite ce qu'on peut encore sauver.

Lorsque Farinacci reprend la parole pour défendre son ordre du jour, le bruit et les discussions recommencent. Seul Mussolini, assis de travers sur son siège, la main sur les yeux, semble étranger au tumulte.

Grandi et quelques autres parleront encore, mais désormais la discussion n'apporte plus rien de nouveau, et s'égare dans des questions personnelles. Il est deux heures du matin. Mussolini, d'un geste las, passe au vote.

Scorza voudrait commencer par son ordre du jour, mais celui de Grandi a la préséance puisqu'il a déjà recueilli dix-neuf signatures. Scorza espère toutefois que son discours et ses menaces auront fait peur à quelques-uns. Il fait l'appel, en commençant par son nom qu'il fait suivre d'un « non » décidé. Puis c'est le tour de De Bono, le vieux quadrumvir se rallie à la motion Grandi et entraîne les hésitants. La motion est votée par De Vecchi, Grandi, De Marsico, Acerbo, Pareschi, Cianetti, Federzoni, Balella, Gottardi, Bignardi, De Stefani, Bottai, Rossoni, Marinelli, Alfieri, Ciano, Bastianini, Albini. Scorza, Biggini, Polverelli, Tringali-Casanova, Frattari, Buffarini-Guidi, Galbiati votent contre. Farinacci déclare qu'il vote pour son ordre du jour et Suardo s'abstient.

Il y a une minute de silence; tous semblent atterrés de ce

qu'ils viennent de faire car ils ont évoqué une force dont ils ne sont plus maîtres, qui les balayera tous, qui brisera leurs efforts et leurs aspirations. Tous les mobiles de leur action s'effondrent, sauf le plus noble de tous : le salut de la patrie.

Peut-être Ciano, De Bono, Pareschi, Gottardi et Marinelli pressentent-ils, sans s'en rendre compte, le procès de Vérone et la mort qu'on leur réserve, le dos aux fusils, comme des espions et des traîtres. Peut-être Cianetti tremble-t-il déjà de sa précipitation et compose mentalement la lettre qu'il écrira pour se rétracter et renouveler au Duce son serment de fidélité. « Errare humanum est » écrit-il dans cette lettre qui lui sauvera la vie au procès de Vérone.

Peut-être Mussolini pense-t-il déjà au moyen de se sauver, il faudra voir avec Scorza si c'est là un vote délibératif ou un conseil. Si ce n'est qu'un conseil on pourra encore arranger les choses, parler au roi qui lui a toujours témoigné son amitié, et la lui gardera dans le malheur. Scorza, lui aussi, pense que tout n'est pas perdu; si Mussolini devait tomber il se mettrait aux ordres du nouveau patron, il suffit d'être vigilant et de voir venir. (Il écrira en effet à Badoglio pour se mettre à sa disposition, puis il sera acquitté par les mêmes juges qui ont condamné à mort Ciano et ses camarades).

Mussolini fait connaître le résultat du vote. « Qui portera l'ordre du jour au roi? » demande-t-il ensuite. « C'est toi, naturellement », répond Grandi. (Mais déjà il envisage à part soi d'aller aussi au palais royal en sa qualité de Collier de l'Annonciade ou d'y envoyer quelqu'un pour plus de sûreté, offrir ses services au bien-aimé cousin et lui faire savoir comment tout cela s'est passé.)

« Je crois que nous pouvons nous en aller, dit Mussolini. Vous avez provoqué la crise du régime. La séance est levée. » Les poings sur la table, il se lève pesamment. Les autres commencent à sortir lorsque Scorza se rappelle soudain qu'il faut faire « le salut au Duce ». Mussolini fait un geste comme pour l'en dispenser. Le fameux « A Noi » sonne étrangement las et distrait. Seul Polverelli a crié, et se lance sur les talons de Mussolini.

*
* *

La convocation du Grand Conseil précipita le cours de la conspiration qui avait été menée, jusque-là, avec une lente prudence. Le Grand Conseil, certes, aurait pu tourner en réunion anodine, et c'est peut-être sous cette forme que Mussolini voulait le présenter au roi. Mais il en était bien autrement. Dès la fin de la séance, à trois heures du matin, Acquarone s'était rendu chez Grandi pour en connaître tous les détails et le résultat du vote. A six heures il en informait le roi qui se montra décidé à profiter de l'occasion.

Vers midi on reçut au Quirinal la communication téléphonique du palais de Venise qui demandait l'audience. Elle fut fixée à dix-sept heures, à la villa Savoia. L'arrestation devait avoir lieu à l'issue de l'entretien. Il existait déjà, comme je l'ai raconté, un plan assez minutieux ; il ne s'agissait plus que de l'adapter aux circonstances. Ambrosio donna le signal du départ à Castellano qui chargea Cérica de prendre toutes les mesures nécessaires; de disposer cinquante carabiniers à la garde de la maison royale et de faire venir l'ambulance, qui était la trouvaille du projet.

. . . .

*
* *

Quoique la première ivresse de la libération l'eût fait oublier, la guerre n'était pas finie. Et pourtant il était sensible à tout le monde que le nouveau gouvernement ne pouvait sanctionner la guerre du fascisme, puisque le fascisme lui-même en avait donné cette définition étroite et partisane.

Cette guerre avait été déchaînée par un tyran, qui s'y était résolu de son propre chef, sans consulter personne, pas même son ministre des Affaires Étrangères. Il s'y était décidé un jour, craignant ne pas arriver à temps pour se tailler sa part de gloire. Au général Badoglio qui, effrayé de sa décision, lui disait : « Savez-vous que nous n'avons même pas assez de chemises

pour nos soldats? » Mussolini répondait cyniquement : « Je le sais bien, mais il me faut quelques milliers de morts pour m'asseoir à la table de la paix du côté des vainqueurs. »

Deux phrases de Mussolini, dont j'ai pu vérifier l'authenticité, confirment la légèreté avec laquelle il se jeta dans le conflit. Dès qu'il avait eu vent de ses desseins belliqueux, Balbo, alors à Tripoli, était accouru pour l'adjurer de rester en dehors du conflit : « Tu as tort, lui dit le Duce, l'Italie doit participer à cette guerre aux côtés de l'Allemagne, car malheureusement l'Allemagne vaincra. » Quelques jours avant le 10 juin 1940, lorsque les événements se précipitaient en France, il dit à Grandi : « Vous tous, tant que vous êtes, ne voudriez jamais me laisser faire à ma guise. Si je vous écoutais, l'Italie resterait en dehors du conflit. Vous voyez maintenant que j'ai eu raison de miser sur le cheval gagnant. »

Tout le monde avait donc interprété la phrase de Badoglio : « La guerre continue » uniquement comme la constatation d'un état de fait, avant les pourparlers pour mettre un terme aux combats. Au contraire ces paroles exprimaient l'angoisse des nouveaux gouvernants qui se sentaient étouffer, serrés à la gorge par les Allemands, incapables de cacher leur action et leurs intentions à la vigilance des généraux, des diplomates, des mille espions introduits partout et fourrant partout leur nez.

« Vous savez bien, disait un jour Badoglio, que Kesselring et Mackensen viennent chez moi deux fois par jour, et que je ne peux pas m'en défaire! » Le 27 juillet arrivait en avion de Berlin l'attaché militaire de l'ambassade d'Italie, général Marras, qui avant de partir avait eu, sur la demande de Badoglio, une entrevue avec Hitler. Hitler lui avait fait une grande scène, avait tempêté et proféré des menaces. L'Italie et son traître de roi devaient marcher droit s'ils ne voulaient pas la punition qu'ils méritaient.

« La guerre continue » ainsi, que la phrase malheureuse de la proclamation « L'Italie tient parole », c'était la pâtée jetée à ces limiers, tout comme les protestations de loyalisme que Guariglia devait faire à Mackensen, et qu'il dut répéter à Ribben-

trop, à l'entrevue de Tarvisio. (Plus tard Orlando aurait dit au roi et aux autres que par ces paroles « La guerre continue » il avait seulement voulu exprimer une nécessité contingente, le reflet d'une situation à laquelle il fallait, dès le 26 juin, essayer de mettre un terme.)

Au bout de quelques jours les Italiens se retrouvèrent donc comme au lendemain d'une nuit d'ivresse. La joie de la liberté retrouvée et la satisfaction du bon travail accompli par le nouveau gouvernement firent place à la consciente vision de l'état effroyable dans lequel se trouvait le pays. La Sicile était pour ainsi dire perdue, et ses habitants s'enfuyaient par centaines de milliers, démunis de tout et désespérés. Sur le continent l'offensive ennemie se dessinait et pesait tous les jours davantage, alors que les Allemands devenaient de plus en plus arrogants, se conduisant en maîtres plus qu'en alliés. Il était impossible de continuer la guerre, il était impossible de la faire cesser. Nos campagnes étaient dévastées, une partie des récoltes perdue. Le blé n'arrivait plus de Romagne, le charbon n'arrivait plus d'Allemagne, ni l'essence que les Allemands nous avaient coupée pour nous punir du coup d'État et nous tenir à leur merci. Malgré tout cela notre peuple ne s'abandonna pas au désespoir, ne descendit pas dans la rue, ne créa pas des désordres inutiles; il resta grave, mais discipliné.

Et c'est alors que les Anglo-Américains déchaînèrent une offensive aérienne qui dépassa en horreur, en dommages et en violence toutes les précédentes, comme s'ils avaient craint que l'Italie débarrassée du fascisme, fût une ennemie plus dangereuse qu'avant. Pendant tout le mois d'août et toute la première semaine de septembre, jusqu'à cinq heures avant la proclamation de l'armistice les bombardements aériens s'abattirent sur nos villes les plus belles.

Il ne se passait pas de jour sans que l'une d'elles ne fît entendre son cri de douleur : c'était Naples et Turin, Salerne et Novare, Cagliari, Gênes, Milan, Rome, Viterbe, Bénévent, Grosseto, Foggia, Tarente, Bologne, Terni, Civitavecchia, Orte, Pise, Pescara, Ancône, Trente, Bolzano, Capoue, Rimini, Terraccina, Formia, Cosenza, Sulmona, Catanzaro, Frascati. Le

fléau fit plus de dégâts en ce terrible mois que n'en firent les sièges, les incendies, les pillages et les tremblements de terre en l'espace de mille ans.

Tout le monde écoutait naturellement Radio-Londres, comme auparavant, lorsque le fait d'écouter une radio étrangère était un crime puni de prison. Mais quel était notre étonnement à entendre le refrain de la « reddition sans conditions », ou les pilotes anglais se vanter d'avoir fait chez nous du bon travail. Après le bombardement de Milan, dans la nuit du 12 au 13 août, qui fut beaucoup plus terrible que les précédents, bouleversa le centre de la ville, détruisit le palais royal et la Scala, et brûla le Palais Marino, un communiqué officiel du ministre de l'Air anglais nous fit savoir qu'on avait déversé sur la ville deux mille tonnes de bombes, et que l'action était un véritable succès.

Le peuple ne pouvait se résigner à une telle incompréhension. Il restait perplexe lorsqu'on exaltait d'un côté l'œuvre de Badoglio et que de l'autre on affirmait ne pas pouvoir se fier aux sentiments d'une Italie qui gardait encore un « gouvernement fasciste larvé ». On reconnaissait que l'Italie était pour ainsi dire bâillonnée par les divisions allemandes, mais on invitait les Italiens à se soulever pour chasser les Allemands (comme si on pouvait opposer des couteaux et des pierres aux chars blindés) et on demandait aux ouvriers de faire la grève générale.

En ces terribles journées les ouvriers italiens donnèrent un exemple réconfortant de discipline et de maturité politique. Autant nous irritaient les mercantis et les trublions, qui emplissaient de leurs clameurs l'air et les journaux, autant nous admirions l'attitude des hommes des usines et des chantiers. J'eus l'occasion de voir en ce temps-là un avocat conseil de grandes entreprises métallurgiques, qui avait été en contact avec les représentants du syndicat. Il me disait avoir trouvé auprès d'eux une compréhension des choses, un équilibre dans le jugement, une vision « nationale » des problèmes qui l'avait, je ne dirai pas pas étonné, mais consolé d'expériences bien différentes auprès des soi-disant bourgeois.

La classe ouvrière voulait la paix, le plus tôt possible, avant toutes choses, elle ne voulait plus fabriquer des armes pour une

guerre détestée, pour un allié qu'elle répudiait, ou plutôt qu'elle avait désavoué dès le premier jour. Mais elle voyait les menaces qui pesaient sur notre pauvre pays sans soutien et à la merci des Allemands. Elle comprenait que tout geste impétueux et désordonné aurait entravé la tâche du gouvernement consistant à mettre fin à la guerre au plus vite.

Elle ne pouvait imaginer qu'à travers tant d'erreurs et de malheurs on arriverait à un armistice qui n'était que le début de nouvelles tribulations. Les ouvriers ne pouvaient imaginer que l'armée se désagrégerait et qu'on leur nierait même la possibilité de courir aux barricades; ceux de Milan accourus en salopette aux commandements militaires pour demander des armes. se virent refuser le droit de combattre et de défendre la ville contre les Allemands.

***

Le mercredi 8 septembre, à 19 h. 45, le maréchal Badoglio, chef du gouvernement, annonçait à la radio, de sa grosse voix de soldat piémontais, que l'armistice était signé entre les forces alliées anglo-américaines et les forces italiennes.

Les gens s'attroupaient dans les rues déjà sombres, les passants s'interrogeaient. « Qu'a--t-il dit? » « A-t-il vraiment dit que nous sommes en guerre contre les Allemands? » Près du café Aragno, un monsieur à barbe et à lunettes rectifiait : « Non, il a dit seulement que les troupes italiennes réagiraient aux attaques éventuelles de toute autre provenance. » — « Oh! c'est la même chose ». commente un homme déjà mûr. « je rentre préparer mon fusil ». Les voix étaient tranquilles, les visages sérieux. On entendit quelques cris « Vive la paix! » qui n'eurent pas d'écho. Quelques soldats allemands passèrent et la foule les suivait des yeux, soudain muette, comme devant les fantômes d'un monde défunt.

Puis les groupes se dispersèrent, les gens s'en allaient chercher leurs autobus, rentraient chez eux, dans la nuit qui tombait. Plus tard, les routes restèrent désertes, les fenêtres camouflées. Un soir comme tant d'autres. Après minuit, on commença à

entendre un bruit sourd de canon: on vit s'allumer des incendies; c'était du matériel que les Allemands faisaient brûler, croyant peut-être devoir quitter rapidement la ville.

Le matin du 9 septembre, la bataille faisait rage tout autour de Rome. On entendait un violent tir de mitrailleuses, le bruit de grenades de mortiers, du côté de la route Ostiense et de la route Cassia; et plus loin, le roulement continu du canon. Tous les gens étaient dans les rues, curieux, hésitants.

Le peuple avait bien compris le sens véritable des derniers mots de la déclaration Badoglio : en dépit d'une alliance temporaire et artificielle, l'Italie n'avait plus qu'un ennemi, l'ennemi de toujours, l'Allemand. On ne s'étonnait donc pas de ces bruits de combat; on souhaitait même la bataille qui chasserait les Allemands de la capitale. Des jeunes gens courageux, des hommes aux cheveux gris portant l'insigne des anciens combattants de l'autre guerre, trouvèrent chez eux un fusil et coururent du côté de Saint-Paul prêter main-forte aux grenadiers et aux lanciers qui, sur la route d'Ostie, tiraient avec un courage tranquille contre les Allemands affluant de Fiumicino, d'Ostie, de Pratica de Mare, qui essayaient de pénétrer dans la ville.

Les grenadiers étaient en ligne au pont de la Magliana, à huit kilomètres de la ville, sur la route d'Ostie, très ennuyés parce qu'ils ne recevaient pas l'ordre d'aller reprendre les prisonniers et les mortiers que les Allemands leur avaient enlevés pendant la nuit.

Un officier racontait ce qui s'était passé. Des parachutistes allemands campaient à dix kilomètres de la ville et à un kilomètre environ du camp des grenadiers... Ayant entendu le message de Badoglio à la radio, les Allemands s'étaient approchés de nos soldats : « Vous en avez de la chance de n'être plus en guerre, avaient-ils dit : pour nous, malheureux, ce n'est pas la même chose et nous n'avons pas encore nos armes, donnez-nous les vôtres puisqu'elles ne vous servent plus. » Les grenadiers avaient refusé énergiquement. Plus tard, les Allemands étaient revenus avec des cigarettes et des confitures, disant qu'ils partaient et distribuaient leurs pro-

visions. Une centaine de grenadiers avaient pris le chemin du camp allemand et n'étaient pas revenus, d'autres s'étaient approchés pour prendre ce qu'on leur offrait mais avaient trouvé à la place des armes pointées contre eux. Il s'en était suivi une grande bagarre dans l'obscurité et une belle fusillade. Il y avait eu une quarantaine de morts et les mortiers avaient disparu. Les nôtres s'étaient alors repliés de deux kilomètres en deçà de la Magliana et disposés en formation de combat. Une batterie de grenadiers installée à la Cecchignola avait commencé à tirer. Tel est le récit que recueillirent les journalistes.

Le feu de l'artillerie était faible à ce moment-là, celui des mitrailleuses et des fusils beaucoup plus nourri. Les soldats étaient très calmes et avaient bon moral. On aurait dit que depuis le début de la guerre ils n'avaient rien fait d'autre que de tirer contre les Allemands. Ils étaient furieux contre quelques bataillons M [1] qui, disaient-ils, se battaient aux côtés des Allemands.

Derrière ce rideau de troupes nous n'avions rien; entre le carrefour de la route d'Ostie et de la Laurentina et la basilique de Saint-Paul, il n'y avait que quelques autos blindées et sept chars M 15, arrêtés; près de la basilique deux chars allemands avec équipage italien. Plus en arrière, un cordon de soldats retenait la foule des curieux; on avait improvisé une infirmerie de campagne près d'une usine, des voitures arrivaient pleines de blessés et les civils aidaient à les décharger.

Du carrefour de la Laurentina on voyait les Allemands occuper avec leurs mitrailleuses les hauts bâtiments de l'exposition et courir les routes. Il n'y avait que cinq ou six autos blindées pour leur tenir tête; le terrain était inégal, tout en bosses et dépressions, et le champ de tir limité. Non loin de là, sur les bords de la route, étaient postés des miliciens de la P. A. I. [2] et des carabiniers qui n'avaient pas l'air d'être très sûrs d'eux-mêmes. Plus en arrière, les lanciers de Montebello semblaient au contraire très résolus, leurs officiers étaient

1. Bataillons Mussolini.
2. Polizia Africa-italiana : police italienne pour l'Afrique.

calmes. Aux premiers coups de mortiers, les carabiniers se retirèrent en désordre. Vers le soir, la fusillade s'affaiblit; en ville, on n'en entendait qu'un écho atténué.

Au plus profond de la nuit. un avion vole bas sur la ville et laisse tomber des bombes: on entend trois détonations, toutes proches, et aussitôt après les sirènes se mettent à hurler. Les Romains se hâtent vers les abris, convaincus que c'est un appareil allemand, et on sait que les Allemands n'y regardent pas de très près. Les prisonniers politiques encore enfermés au fort Boccea diront plus tard, à peine libérés, que c'était un appareil envoyé par Badoglio pour les faire mourir tous sous les décombres du fort.

* * *

Le jour suivant se lève accompagné des grondements lointains de l'artillerie lourde et d'un intense bruit de fusillade, beaucoup plus proche du côté de Saint-Paul.

Ceux qui, le matin, s'étaient aventurés au delà de la porte Saint-Paul avaient pu garder l'espoir que Rome tiendrait à distance son nouveau mais éternel ennemi. Aux environs de la basilique soufflait un vent quarante-huitard : il y avait là des bourgeois armés et pleins d'allant, des ouvriers, des artistes, des étudiants mêlés aux soldats; parmi ceux-ci une centaine de parachutistes de passage à Rome, qui, de leur propre initiative, s'étaient portés sur un terre-plein, au croisement de la route Ostiense avec la Laurentina, et tiraient contre les Allemands des coups espacés mais sûrs. Autour d'eux des gamins et des hommes apprenaient à tirer à la mitrailleuse. Un peu en arrière, les femmes, dans les maisons, vaquaient à leur ménage et sortaient de temps en temps sur leur porte, pour voir.

Un feu nourri, venant des bâtiments de l'exposition, faisait des ravages dans nos rangs. Les officiers étaient soucieux; ils disaient que les Allemands s'étaient engagés à passer par le pont de la Magliana et à remonter la route Aurelia, mais que, arrivés au carrefour, ils étaient venus tout droit sur Rome.

Vers neuf heures et demie arriva sur les lieux un lieutenant-colonel des carabiniers qui donna l'ordre à ses hommes de se

retirer « car un accord était intervenu, disait-il, entre les Italiens et les Allemands ». Les carabiniers, pour la plupart très jeunes, s'empressèrent de jeter leurs armes et d'arracher leurs insignes. Un civil, outré du spectacle, s'en prit au lieutenant-colonel, mais celui-ci, à son tour, se fâchait : « Puisque je vous dis que c'est fini. La guerre est finie, c'est un incident, un massacre inutile. » Les soldats de la P. A. I. abandonnèrent aussi leur poste, mais avec plus de discipline. Il ne resta donc en ligne que les lanciers de Montebello avec leurs autos blindées et quelques détachements de grenadiers qui n'avaient pas été ravitaillés depuis la veille au matin.

Des officiers montrèrent à un journaliste les ordres qu'ils avaient reçus : « Les troupes italiennes ne doivent pas entreprendre d'action offensive, mais se considérer en état de résistance contre une éventuelle pression des Allemands sur Rome. » C'étaient des ordres bien équivoques qu'ils avaient essayé d'interpréter selon leur conscience et la tradition.

Ils avaient eu beaucoup de pertes et s'étaient battus avec courage. Vers dix heures, ils commencèrent à se retirer par groupes, en bon ordre, et s'arrêtèrent au carrefour des routes Ostiense et Laurentina pour en assurer la défense.

En ville, lorsque les sirènes se mirent à hurler, les gens étaient en train de déjeuner. Les quelques restaurants ouverts étaient bondés. Aux premières détonations de l'artillerie, aux premières explosions de grenades, tout le monde fut dans la rue, le nez en l'air; on n'avait pas peur. Un éclat tomba sur une maison, rue Bocca di Leone, qui eut sa corniche ébréchée; d'autres projectiles éclatèrent place d'Espagne et aux environs. Ils étaient d'un petit calibre, mais pleuvaient dru. On vit passer sur le Corso Umberto de gros chars blindés et de nombreux motocyclistes de la P. A. I. en direction de la place du Peuple. Puis, en sens contraire, quelques camions commandés par un petit officier; il était très nerveux et disait à la ronde qu'on se battait à la Madone del Riposo et que les grenadiers tenaient ferme. « Mais pourquoi êtes-vous parti? » lui demanda-t-on. « Nous étions inférieurs en nombre et ne pouvions tenir tête aux Allemands. »



A la porte Saint-Paul toute résistance organisée a cessé depuis cinq heures et les formations de l'armée régulière ont été dispersées ou se sont retirées. La bataille continue cependant jusqu'au soir, entre la Testaccio et la pyramide de Caio Cesto. C'est une lutte épique, désespérée, inutile, à laquelle participent des bourgeois, des hommes du peuple, des étudiants, des soldats isolés. Les Allemands avancent, leurs chars prennent en enfilade la rue Marmorata et entrent en ville par le Corso Aventino et la rue du Circo Massimo. Nos hommes que personne n'a pensé à encadrer ni à diriger, tirent avec les armes abandonnées par les soldats en fuite, ou distribuées par certains groupes politiques; ils tirent de derrière les arbres, étendus à terre, à l'abri des chars abandonnés, avec des manœuvres élémentaires et instinctives. Leurs yeux ont un éclat de fièvre; un homme grisonnant prononce, entre deux rafales de son fusil mitrailleur, des paroles décousues : « Je veux défendre ma patrie », l'entend-t-on répéter. Des morts tombent. Sur la place brûlent des chars et des camionnettes. Les soldats allemands, ivres de butin, de bataille et de sang, forcent les maisons voisines, se livrent au pillage et à la violence.

On se bat aussi, pendant toute l'après-midi, sur la place des Cinquecento. Il y a là quelques officiers et soldats isolés, des bourgeois, des jeunes gens. De la gare, du petit jardin d'en face, derrière les tas de pierres de la place en construction, ils tirent, contre les fenêtres et la terrasse de l'Hôtel Continental et des maisons voisines dont les Allemands ont fait un bastion. Et tout cela dans une confusion terrible de civils surpris par la fusillade et ne sachant où fuir, de soldats échappés des casernes et des bureaux qui veulent prendre le train pour rentrer chez eux, d'isolés qui arrivent de la route d'Ostie et des Castelli et que les Allemands ont désarmés et volés.

Soudain le drapeau blanc est hissé à l'Hôtel Continental, les gens crient que les Allemands se rendent. On fait cesser le feu et un officier s'avance pour parlementer; mais peu après on entend une nouvelle rafale et l'officier tombe mort.

La bataille reprend; les femmes, sous le hall de la gare et sous les arbres du petit jardin, crient « Assassins »; les jeunes sont plus tranquilles; ce sont des adolescents de quinze à dix-sept ans, armés de gros revolvers ramassés on ne sait où et de fusils abandonnés par les soldats; d'autres, sans armes, servent d'estafettes ou se tiennent à côté de ceux qui tirent et leur signalent les cibles. De temps en temps, un de ces enfants tombe car le tir des Allemands est terriblement précis; les femmes sortent alors de derrière les arbres, ramassent les blessés et les portent à la place de l'Esedra où des petites voitures assurent le service de santé.

Un de mes amis vit ainsi mourir un jeune garçon, presque un enfant, frappé alors que, à genoux, il montrait une fenêtre; il ne jeta pas un cri, s'affala sur le côté, étendit les jambes et ne bougea plus. Trois autres arrivèrent au milieu de la place, l'un d'eux était enveloppé de rubans de mitrailleuse; un autre, plus grand, tenait la mitrailleuse sur l'épaule du troisième, le plus petit, qui se tordait à chaque rafale.

Il y avait des soldats, des sous-officiers qui avaient été décorés en Afrique ou en Albanie; ils étaient fermes et résolus; il y avait des civils aux cheveux gris; l'un d'eux tirait debout, à côté d'une colonne, comme s'il était à la chasse. Il y avait aussi ceux qui ne tiraient pas, qui ne bougeaient pas, qui étaient là comme au spectacle.

Un soldat, étendu à terre, tirait avec sa mitrailleuse sans trépied. Une auto blindée arrive avec son pointeur tué. Le chauffeur demande si quelqu'un veut le remplacer. Le soldat à la mitrailleuse monte et le char commence à tirer contre l'hôtel, mais quelque temps après, le soldat était tué à son tour.

De temps en temps quelqu'un venait dire que l'accord était fait avec les Allemands, qu'il fallait déposer les armes et rentrer chez soi; mais on le traitait de membre de la « cinquième colonne »; on répondait : « Vous n'avez donc pas entendu ce qu'a dit Badoglio? que nous sommes en guerre contre les Allemands. »

Plus tard l'on vit arriver de la rue Cavour un blindé plein de soldats qui tiraient dans tous les sens; on les arrêta, on leur

montra où il fallait tirer. Leur mitrailleuse était enrayée, ils demandèrent si quelqu'un savait la réparer. Un jeune homme s'avança et la remit en état. Il enleva son imperméable et l'on vit qu'il était officier d'artillerie. Il monta sur le char qui commença à tourner autour de l'hôtel en tirant. Cette étrange bataille dura jusqu'au soir. A la nuit tombée, on vit encore un conducteur d'autobus se lancer en avant et jeter des bombes contre les fenêtres du Continental.

Mais non loin de là il y avait des rues tranquilles où les gens semblaient vaquer à leurs occupations; de temps en temps ils se mettaient aux fenêtres ou descendaient sur la porte pour voir ce qui se passait. D'autres allaient en quête de nourriture dans les quelques restaurants encore ouverts. Je trouve à la « Grappe d'or » le peintre Guttuso qui me dit qu'à midi il se battait avec d'autres, près de la pyramide de Caio Cestio; « les Allemands avançaient par petits groupes, pliés en deux, le long des murs, comme dans le film de Stalingrad ».

Dans les rues du centre, les gens se promènent avant d'aller se coucher; on voit passer des jeunes filles seules, belles, hautaines, la crinière au vent, les seins provocants. On se demande à quoi elles pensent; elles attendent peut-être inconsciemment d'être la proie du vainqueur, quel qu'il soit; elles ne se rendent pas compte qu'elles ne sont que les instruments d'événements, de désirs, de passions extérieures à elles, instruments d'une loi naturelle qui leur est inconnue.

Rue du XX-Settembre, où s'attardent quelques petits groupes de bourgeois apeurés, dans la lumière grise d'un ciel orageux, les deux cuirassiers qui, tous les jours à la même heure, font la relève de la garde du palais Royal désormais désert, passent avec leur démarche lente et cadencée, dans un synchronisme de gestes parfait, épaves anachroniques d'un monde détruit.

* * *

Peut-être, ce vendredi soir, de braves gens étaient allés se coucher comptant encore sur le fameux accord et avec l'espoir de retrouver, le lendemain, Rome débarrassée des Allemands.

Au contraire, le samedi matin 11 septembre, ces derniers paradaient en conquérants dans les rues, occupaient à main armée les bâtiments publics et les ministères, plaçaient des mitrailleuses aux carrefours et sillonnaient la ville de leurs voitures blindées.

Pas un agent, ni un autobus, ni un tramway, les boutiques sont fermées ; seuls les boulangers ont pu faire leur pain. Des groupes de parachutistes arrogants font résonner les trottoirs de leurs pas, désarment nos officiers et nos soldats, vident les poches des civils, arrachent les montres du poignet des passants, font descendre les gens des bicyclettes et s'en emparent, volent autos et camions, tirent des fenêtres, de temps en temps, pour affirmer leur puissance. Il arrive qu'ils arrêtent un passant, lui prennent son portefeuille, en sortent des billets de mille, « mauvais papier » disent-ils, et lui déchirent les billets sous le nez.

Un peloton se présente à la caserne des pompiers pour enlever les machines et désarmer les hommes; un de ceux-ci se révolte, tire, tue un Allemand. Près de la caserne des carabiniers quelques Allemands commencent à malmener deux officiers italiens ; caché derrière un arbre un tirailleur tire sur eux et les met en fuite. Un motocycliste allemand remonte la rue Vittorio Veneto en mitraillant au hasard, on tire sur lui de l'Hôtel Excelsior, le coup fait éclater un pneu, l'Allemand tombe, se relève, s'enfuit en abandonnant son arme et sa machine. Des coups de fusil partent de quelques maisons, les Allemands surviennent, enfoncent les portes, s'emparent des hommes et mettent tout à sac. Un groupe important entre à la Préfecture où sont réunis quelques ministres, il sème la terreur, puis se contente de demander la route du Capitole.

On voit passer dans les rues des gens traînant des charrettes chargées de colis et d'effets, ils fuient les quartiers du Testaccio, de Saint-Paul où les Allemands s'adonnent au pillage et à la violence. Les soldats de la caserne des grenadiers, qui, jusqu'à neuf heures du matin étaient restés dans les cours et les chambrées, s'en vont maintenant un à un, leur valise sous le bras,

avec déjà une allure de civils ; quelques-uns ne cachent pas leur satisfaction et répondent, à qui les interroge, qu'ils rentrent chez eux, qu'ils « sont des civils ».

Au journal parlé de treize heures, une voix à l'accent étranger annonce qu'un accord est intervenu entre les autorités militaires italiennes et allemandes; elle invite les Italiens à s'enrôler dans les armées allemandes, où ils auront les armes, les équipements et la solde des soldats allemands ; enfin, elle relève les officiers italiens du serment au roi parjure.

L'accord est également annoncé par un manifeste du général Calvi di Bergolo commandant de la ville ouverte; la population, on ne sait pourquoi, pense que c'est un faux, mais un communiqué aux journaux en confirme l'authenticité. Le manifeste déclare que les Allemands n'entreront pas dans la ville ouverte, mais se contenteront d'occuper l'ambassade d'Allemagne, un seul poste émetteur et la centrale téléphonique allemande.

En fait ils occupent tous les bâtiments de la radio et les gares, font des patrouilles dans les rues, s'installent dans les immeubles, emportent les documents et les archives du Ministère des Affaires Etrangères. On voit se répandre dans les quartiers de la ville les parachutistes aux blouses jaunes et vertes qui tuent, volent et détruisent. Quand ils veulent être gentils ils se contentent d'enlever aux passants leur montre, leur argent, leur serviette et parfois la ceinture de leur pantalon; et l'on voit un gros boutiquier à la mine piteuse trotter dans la rue, en tenant son pantalon avec ses deux mains.

Le dimanche 12 au matin, à l'émission de huit heures, la voix grossière d'un Romain inculte, peut-être un des portiers de l'Eiar [1], qui bute sur les mots difficiles, donne lecture d'un édit du feldmaréchal Kesselring proclamant l'état de guerre sur tout le territoire soumis à son commandement. C'est la mise en vigueur des lois allemandes du temps de guerre, purement et simplement.

Voilà la fin de l'aventure romaine, le dernier coup porté au fol espoir qui avait entraîné les citoyens au combat comme au

1. Eiar : Ente italiano Audizioni radiofoniche, c'est la radio-diffusion italienne.

temps du Risorgimento, la fin de toute équivoque et de toute erreur. La belliqueuse division Piave est en fait prisonnière des Allemands, et sera peu après dissoute.

C'est un matin triste et brumeux, les cloches sonnent, on dirait le tocsin. Encore, par intermittence, des coups de canon, l'éclat de quelque grenade, une fusillade lointaine. Pendant toute la journée la radio transmet de la musique de danse, de petites marches militaires, des chansonnettes ridicules. Vers le soir des postes allemands diffusent la nouvelle que Mussolini a été délivré par des parachutistes allemands.

Paul Monelli.

LETTRES A LA DIRECTION D'UNE ÉCOLE

Monsieur,

Je viens par cette lettre, que je vais m'efforcer de réduire au minimum, vous demander quelques conseils et renseignements. Je suis française, j'ai quinze ans et demi, je suis pauvre et orpheline, je suis placée comme bonne. Je veux m'élever dans le travail. Mais je suis pauvre, 100 francs par mois, ôté l'habillement et frais divers, c'est maigre, puis je dispose de fort peu de loisir. Je travaille de 7 heures du matin à 9 heures du soir. Si encore la lumière était dans ma chambre. Mais rien. Aussi faudra-t-il que je profite du petit jour d'été pour travailler. Monsieur, si je vous raconte tout cela, ce n'est pas pour obtenir un rabais, non, je suis au-dessus de cela. Je ne suis pas une mendiante. Je me priverai de tout, mais je paierai tout, mais je vous le dis, afin que vous voyez, dans les professions quelque chose qui s'accommoderait à mes ressources, mon temps aussi, car il faudrait que l'examen ait lieu en fin d'année, car je veux un diplôme.

A l'école, j'étais toujours dans les premières. Mais voici bientôt quatre ans que je l'ai quittée pour aller dans ma place, où je suis tenue dans l'interdiction de lire, écrire, de parler de tout, comme du dressage, aussi ai-je l'esprit ramolli de tant de paresse intellectuelle, aussi je ne sais si je pourrai faire quelque chose. Aussi, avant de m'engager dans votre École, ne pourriez-vous pas me poser plusieurs questions sur plusieurs sujets, afin de voir si je suis douée pour quelque chose. Je viens, il y a deux jours de commencer à apprendre l'anglais et l'allemand avec des méthodes, car cela peut être utile.

Pourriez-vous m'envoyer la brochure concernant l'École Polytechnique féminine et les certificats d'aptitude pédagogique. Ces deux matières, les meilleures marché, m'ont frappée, mais cela ne doit pas, cher Monsieur, vous arrêter, et je vous en prie, donnez-moi quelques conseils afin que je puisse obtenir par mon travail si je le

mérite une situation par laquelle je puisse trouver un bon travail. Le difficile, loin de m'effrayer, je l'aime. Mais je crains de n'être pas assez intelligente. Enfin, je verrai.

Monsieur, je vous prie de bien vouloir excuser mon importune, mon sang-gêne et tout le dérangement dont je vous trouble. Pardonnez-moi. Je joins un timbre pour la réponse, seulement si vous la jugez inutile, brûlez la lettre et gardez le timbre.

Votre dévouée,

G. B.

Février 1941.

***

Fait à Bonne Lan, Madagascar, le 28 Mars 1940.

Cher Monsieur Professeur,

Aujourd'hui, il est Lundi. C'est le jour de Pâques. Je n'entends d'autre bruit que celui que fait ma plume sur une feuille de papier. Nous avons pensé à notre intention d'étudier pour avoir la fonction administrative de la colonie de Madagascar.

Professeur, je vous prie de prendre en bonne part ces paroles d'exhortation, car je vous ai écrit en peu de mots. Vous savez que votre élève Z., Philémon, a été admis à suivre les cours de votre École. Ayez pitié de moi! Que suis-je? Un petit pauvre intelligent et j'aurais plusieurs choses à vous écrire. Mais je ne veux pas vous les faire savoir avec la plume et l'encre. J'espère vous voir bientôt et nous nous entretiendrons de vive voix. La paix soit avec vous. Mes parents vous saluent. Salut à mes condisciples chacun en particulier.

l'étudiant Z.

***

Station Pomadé, Côte d'Ivoire.

Cher Directeurs,

J'ai l'extrême douleur de vous signaler la mort de ma femme vers la fin du mois de Mars 1940. J'ai subi cet affreux malheur en plein jour. En vérité, la nature est bien noire à nous tous. Maintenant, je

fais face à une seconde souffrance morale. Je crains beaucoup le Créateur à cause de ses actions fatales.

Ci-joint un mandat poste de 10 francs pour mon cours de calcul.

Sincères salutations.
G.

***

Monsieur,

C'est avec plaisir que j'ai vu l'adresse de votre École. Mais j'hésitais toujours de vous écrire parce que j'avais peur que votre enseignement me coûte trop cher.

Je me suis enfin décidé à vous envoyer cette lettre, vu que je ne risque toujours rien à vous demander des renseignements sur votre École.

Je suis actuellement réfugié dans l'Indre, avec de faibles ressources vu que je fais partie d'une famille d'ouvriers de six enfants. Je possède en tout et pour tout le certificat d'études et je voudrais, pour me faire une plus belle situation, avoir un brevet, toujours un peu supérieur à celui-là. C'est le baccalauréat que je voudrais.

Je viens d'avoir ces jours-ci mes 18 ans. Depuis ma sortie de l'école, je n'ai jamais eu qu'une chose en vue, m'instruire, mais le manque d'argent m'a toujours forcé de rester tranquille. Remarquez, ici, je suis à la poste comme simple porteur de dépêches, avec un traitement mensuel de 450 francs. Mais je ne pensais guère de gagner cela chez nous, dans la Meuse, alors j'en profite pour commencer mes études. Peut-être est-il déjà un peu trop tard, mais je dispose de beaucoup de temps dans mes journées.

J'ai bien appris sur des livres que l'on me prêtait, mais je constate que, malgré que c'était mon plus grand plaisir, et que j'y mettais de la bonne volonté, j'aurais eu beau faire cela toute ma vie que je n'obtiendrai jamais aucun brevet.

Je m'adresse donc à vous pour essayer d'obtenir un meilleur résultat à ce sujet. Je compte donc sur vous pour m'aider et je vous en remercie à l'avance.

Recevez, Monsieur, mes salutations empressées.

Ch. T.

***

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous offrir mes respectueux hommages en venant vous exposer confidentiellement ma situation.

Étant curé d'une paroisse, j'ai aimé une personne avec laquelle je suis toujours en relations. Par suite, j'ai dû quitter la paroisse étant en désaccord avec mon ordinaire. Retiré à N... dans ma famille, je viens d'être réformé définitivement pour diabète. Or j'aime toujours cette personne et je voudrais me faire une situation dans la vie civile. Je vous demande de bien vouloir me conseiller et m'envoyer la liste des situations que je pourrais obtenir après avoir étudié à votre École.

Veuillez agréer, Monsieur, mes respectueuses salutations.

J. H.

P. S. — J'ai trente-six ans. Je suis entré à 27 ans au Séminaire des Vocations Tardives.

***

Camp des Tirailleurs sénégalais à Bordeaux, Mars 1941.

Monsieur Directeur,

Jé l'honneur de vous commandé une nuile en tube pour me faire ouvrir la tête, pardon, Monsieur Directeur d'École, veuillez bien ma faire ouvrire la tête et puis il faut mètre tout pausible dedans pour ma faire instruit. Je vous envoie un mandat de 20 francs, parce que je voudriez bien connaître lire écrire.

Salutations de votre D.

***

Monsieur le Directeur,

En venant vous demander des renseignements sur l'Art d'écrire, je me permets de vous exposer mon cas. Je suis isolée dans une campagne et ai grand besoin d'occupation d'esprit. J'ai 33 ans, et depuis 10 ans suis dans un état parfois de demi neurasthénie. Dès ma sortie de classe, à 15 ans, j'ai été malade, tellement je me suis ennuyée ici sans occupation d'esprit.

Ensuite, je me suis mariée à 17 ans et attendais des enfants qui auraient changé ma vie en me donnant la joie, l'entrain, l'affection

familiale que j'ai toujours désirés et qui auraient fait mon bonheur. Hélas, je n'ai pas d'enfants, de l'avenir desquels j'aurais pu m'occuper et auxquels je me serais consacrée toute entière.

Alors, je suis déroutée, sans but, et cherche un refuge. Ce refuge, je l'ai trouvé dans la musique, mais la guerre est venue me l'enlever avec mes soirées de concert à X...

Mon mari n'est pas mobilisé, mais malgré cela je ne puis plus faire de musique comme avant. J'ai quelquefois beaucoup d'idées en tête et mon imagination travaille constamment. Mais je souffre de ne pouvoir libérer ma pensée et écrire convenablement ce que je pense. Je manque aussi d'instruction pour cela et je viens vous demander conseil.

Je suis passionnée d'intellectuel. J'aime les lectures, conférences, tout ce qui enrichit l'esprit, il me semble que je saurais aussi assez bien rapporter des faits avec le mot juste, frappant et enfin, j'aimerais écrire un peu. Pensez-vous que je le puisse après avoir suivi vos cours? Je mets toute ma confiance en vous. Répondez-moi.

Croyez, Monsieur, à ma considération distinguée.

A. H.

***

D'un jeune garçon alsacien.

Monsieur,

J'ai le grand plaisir de vous adresser cette note pour vous faire savoir que je suis dans une situation honteuse, de sorte que je ne peux plus aller chez les amis, parce que eux, ils parlent très bien le français, et moi je ne suis pas eux en français. Bien sûr, j'ai l'école, mais pas comme eux qui ont le certificat d'études. Je suis renvoyé en 2e classe ėt j'ai honte. Je voudrais que vous m'aidiez de sorte à bien parler le français et faire des rédactions de lettres et d'orthographe. Je voudrais aussi savoir les prix. Monsieur, je compte sur vos cours.

E. H.

***

Monsieur,

J'ai grand plaisir à recevoir votre lettre bienfaisante qui donne l'espoir que mon avenir sera merveilleux avec les cours que je sui-

vrai avec vous. Je suis à présent chez Monsieur P., à X... garage Renault. Je suis très content, soit du contremaître, soit des camarades, soit du patron. J'ai aussi l'obligeance de vous apprendre que ma personnalité fait partie des Pupilles de la Nation.

Quand j'aurai reçu votre question, je vous enverrai mon devoir.

Mes sincères salutations.

P. L.

*
* *

D'un jeune Guadeloupéen.

Monsieur,

Je demande à votre bienveillance de me faire savoir quelques renseignements apte à suivre le cours d'Élève officier de la Marine marchande dans le cas où l'âge ne serait pas trop adultère (*sic*).

Recevez, Monsieur, etc...

*
* *

Monsieur Directeur,

Mon ami Suo écrit de ma plume. Moi, c'est lire et écrire que je veux mais pas beaucoup l'argent, mais noix de coco je peux envoyer combien. Hautes salutations de votre

R.

*
* *

Monsieur,

Je serais désireux de préparer sous votre direction le concours d'admission à la fonction de Juge de Paix. Mais avant, je viens vous demander un renseignement confidentiel : savez-vous si le fait d'avoir contracté la syphilis au régiment est un motif suffisant pour éliminer ma candidature. Je vous serais bien obligé de me répondre à la Poste Restante et avec une enveloppe sans en-tête.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

R. T.

LA DÉFORMATION DE LA PSYCHOLOGIE, DU MARXISME ET DU MATÉRIALISME OU LES ESSAIS DE M. NAVILLE[1]

L'étude de la psychologie, c'est une critique du behaviorisme et de la psychanalyse. L'étude du matérialisme c'est une apologie du mécanisme, une analyse de la notion de causalité et une critique de la philosophie. Quant au marxisme il est, je suppose, l'inspiration fondamentale de l'ensemble : en fait il n'est nulle part.

Un marxiste ne saurait accueillir les essais de M. Naville sans agressivité. C'est une arme nouvelle donnée à l'adversaire pour attaquer le matérialisme dialectique et entretenir la confusion.

Pourtant le débat du matérialisme et de l'idéalisme est d'importance. L'idéalisme est au pouvoir : il prend à son compte les découvertes les plus révolutionnaires, il veut absorber le marxisme lui-même. Il insinue que Marx n'était pas conscient de son rôle philosophique et qu'il faut assurer une idéologie « convenable » au prolétariat. Plus que jamais le marxisme est à défendre et la révolution à faire, mais il ne s'agit pas de donner raison à l'adversaire en s'identifiant à la caricature qu'il a forgée. Naville a voulu assumer cette caricature : il n'a pas hésité à rejoindre les thèses des Garaudy et des Cécile Angrand sans être même inquiet de ce voisinage. C'est que l'inquiétude n'est pas son fort. Son ouvrage a le ton de la certitude qui ne se met pas en question. Marx est ce qu'il est, il n'y a qu'à lire; il n'y a pas de distance entre lui et Engels et si les textes ne rentrent pas facilement dans les catégories navilliennes c'est que ce sont de mauvais textes, trop jeunes, comme le manuscrit de 44, par

1. Pierre Naville : *Psychologie, Marxisme, Matérialisme.* Essais critiques. Libr. Marcel Rivière, 1946.

exemple. D'ailleurs, la philosophie n'a pas de sens en général et Naville n'en traite durant 200 pages que sur le ton de la condescendance. « Contre cette orientation dangereuse (hégélienne) nous dit-il, p. 177, il n'est qu'un remède, c'est d'inviter les auteurs marxistes à se préoccuper moins d'histoire de la philosophie, moins de « définitions » du matérialisme dialectique et un peu plus de sciences particulières ». Mais personne n'obligeait Naville à écrire des Essais philosophiques, personne ne l'obligeait à critiquer les thèses de De Man, Eastman, Harper, Sydney Hook, Raphaël, Lefèvre et j'en oublie de nombreux, ce Thalheimer par exemple dont la parfaite nullité nous est exposée pendant plusieurs pages. Puisque, paraît-il, seule la science est valable ou plus exactement la technique, que M. Naville ne fait-il de la science? Mais s'il veut faire de la philosophie, qu'il ne prenne pas le ton du savant, qu'il ne vienne pas avec sa vérité préétablie du genre : deux et deux font quatre, ou bien : il suffit de se heurter à une chaise pour savoir que le monde existe.

Mais, dira-t-on, Naville n'a pas accepté le matérialisme vulgaire tel qu'il est, il a conscience de le dépasser. Jugeons donc de ce dépassement. Le matérialisme, nous dit-il, est mécaniste, déterministe, rationaliste : mais il est dialectique. Quelle est donc la différence entre le rationalisme classique et le rationalisme dialectique? Naville souligne d'abord leur identité. « Il s'agit d'une certaine forme de pensée, une attitude devant les problèmes à résoudre... En ce sens l'attitude rationnelle est celle qui conduit à une conquête progressive de son propre destin par l'homme et au rejet de la sphère des déterminations religieuses ou culturelles qui tentent à faire admettre à l'homme sa dépendance éternelle à l'égard d'une force supra-naturelle. » Telle est l'attitude de Descartes comme celle de Marx. Mais Marx n'est pas Descartes, nous fait judicieusement remarquer Naville. Pour passer de l'un à l'autre il faut que le rationalisme abandonne toute compromission avec la métaphysique, qu'il s'identifie totalement avec la science. Ce qui est encore une manière d'exprimer la même différence : le rationalisme classique est, paraît-il, un rationalisme du « statu quo », qui relève d'une philosophie satisfaite, c'est-à-dire qui définit l'inconnaissable comme définitivement inconnaissable, radicalement transcendant tandis que le rationalisme dialectique est « élargi », c'est un rationalisme « militant » qui ne trouve dans sa limite qu'un provisoire à dépasser. En fait il n'y a pas de différence essentielle entre ces deux rationalismes. Et Naville ne nous fait pas

comprendre en quoi l'abandon du théisme modifie le rationalisme dans sa nature même. Une fois la métaphysique de Descartes rejetée, sa méthode scientifique est-elle dépassée? Naville a ajouté le terme de dialectique. Mais ce terme a-t-il pour lui une signification? C'est toujours de la même attitude qu'il s'agit : l'attitude analytique, et c'est toujours du même réel, le réel cartésien *partes extra partes.* Encore faut-il ajouter que pour justifier son rationalisme c'est-à-dire rendre possible la connaissance, Descartes séparait les essences et que dans le même sens les rationalistes modernes donnent à la nature une structure fibreuse. Naville ne s'est pas embarrassé de ces problèmes « idéalistes ». Pour lui « les interconnexions de la nature » sont infinies, tout dépend de tout. De cette infinité il tire l'idée que le rationalisme ne finira jamais sa conquête de l'objet. Il lance ainsi un hymne au progrès sans s'apercevoir qu'il s'interdit de comprendre la notion même d'objet. La nature est donc inépuisable, mais de manière purement quantitative. A l'inverse de ce que disait R. Aron, elle est inépuisable mais elle n'est pas équivoque. En droit, c'est-à-dire du point de vue de Dieu, elle peut être bouclée. Il y a seulement des complications de fait qui justifient le perpétuel mouvement de la connaissance.

Tout l'effort de Naville revient à mettre le temps dans la science cartésienne. Mais ce temps Naville en emprunte la notion à Descartes lui-même. Il s'agit du temps de la science réductible à l'espace. Le temps n'est pas une dimension propre de la matière. Celle-ci n'est pas auto-mouvement, selon le terme de Raphaël dont s'indigne Naville. Il n'y a que des transformations de mouvement sur un mode étalé. La matière n'est donc pas historique si l'on entend par histoire un devenir dont les termes sont dans une continuité de structure et non une continuité de succession.

On ne s'étonnera donc pas que Naville donne à la matière un statut mécaniste. Ici encore il prétend faire de subtiles distinctions et dépasser le mécanisme classique. « C'est donc alors qu'il y a mécanisme et mécanisme? Evidemment! Ne manquant pas de nous entendre sur une définition précise ou du moins la plus précise possible! On sera maintenant aisément d'accord sur le point suivant : le mécanisme classique qui a trouvé sa première expression moderne chez Descartes et son premier triomphe dans l'encyclopédie est limité et unilatéral sur deux points. D'abord il connaît mal la génétique (l'évolution) des formes, structures et mouvements. Je dis mal, car les encyclopédistes la connurent et l'anticipèrent comme on peut

le voir dans les admirables dialogues de Diderot et dans les œuvres de Holbach et de leurs amis. Ensuite ils eurent tendance à concevoir la totalité du réel comme un ensemble ou une somme invariable non seulement dans le temps mais aussi dans l'espace. Voilà l'essentiel de ce qu'on peut lui reprocher après coup. Mais cette limitation n'est pas ce qui fait la caractéristique la plus profonde du mécanisme. Celle-ci réside dans l'affirmation que le monde réel ne se soutient entièrement qu'en fonction de relations causales d'actions réciproques matérielles dont la science s'efforce de révéler les procès et par là même de soumettre à un premier contrôle. C'est sur cette voie, dans ce sens que mécanisme vulgaire ou non est resté et restera pour longtemps encore la trame du développement concret de toutes les sciences. »

Il s'agit donc d'élargir le mécanisme pour lui découvrir sa valeur dialectique. Naville en fait, a confondu le dialectique avec le complexe. Ainsi, à Maublanc qui accuse le mécanisme vulgaire de considérer « les phénomènes de la nature comme fixes et liés entre eux par des rapports simples », Naville oppose triomphalement un mécanisme dont les termes agissent réciproquement les uns sur les autres. Action réciproque, terme magique qui n'explique rien, bien au contraire, car il s'agit alors de comprendre, nous l'avons déjà dit, comment la connaissance demeure possible. Naville n'est d'ailleurs pas parfaitement satisfait de cette thèse contraire aux données mêmes de la science moderne qui lui est si chère. Aussi n'hésite-t-il pas parfois à parler du mécanisme statistique ou de mécanisme « en général ». Les relations d'incertitudes d'Heisenberg, paraît-il, ou la théorie des quantas « correctement interprétées » ne démentent pas la forme moderne du mécanisme. Qu'est-ce donc que ce mécanisme si les éléments d'un même système ne peuvent être précisés à la fois, toute détermination du lieu d'un électron par exemple correspondant à une indétermination de son dynamisme. Nous attendons encore cette interprétation correcte. Naville plutôt que de s'expliquer joue un tour de passe-passe : le mécanisme nous dit-il, c'est le déterminisme.

Mais la notion de déterminisme déborde celle de mécanisme. Elle signifie d'une manière générale qu'un événement est déterminé par ses antécédents, elle n'implique pas le mode de détermination. Qu'il y ait entre les conditions et les faits une relation mécanique ou une relation d'intégration, le déterminisme n'a pas à trancher ce problème. Par exemple si un marxiste affirme le déterminisme historique il veut seulement dire qu'une situation révolutionnaire est condition-

née par un certain nombre de facteurs bien circonscrits. Mais encore faut-il que ces facteurs soient réunis. On affirme une continuité entre l'événement et ses antécédents, non pas un processus en troisième personne. Le déterminisme est en ce sens le principe le plus indispensable pour que la connaissance et l'action soient possibles, mais aussi le plus vague. Le mécanisme prétend beaucoup plus : par le type de relations causales qu'il établit il affirme la nécessité de l'événement pris en soi.

Le mécaniste est donc de droit fataliste en histoire; il considère le devenir historique comme un déroulement machinal relevant d'une série d'équations plus compliquées que les équations du monde physique, mais aussi absolues. Il est à peine besoin d'insister sur le caractère réactionnaire de cette interprétation du marxisme cent fois rejetée par Marx lui-même. Il n'est pas étonnant que Naville se soit gardé d'appliquer sa méthode au domaine de l'Histoire : il serait apparu en clair qu'elle n'avait aucun sens.

Pour reprendre la conception du mécanisme sur le problème très général de la matière il suffira de dire qu'elle reste en son fond semblable à la conception du mécanisme classique. Mais cette conception n'a pas de sens au regard du matérialisme. L'idéalisme justifie le mécanisme comme il justifie le rationalisme de la nature. En l'identifiant avec les lois de la pensée. Le réel et le rationnel sont un, nous le comprenons, si l'on définit la réalité comme le corollaire de l'esprit. En revanche si l'homme est un fragment de matière, s'il est un objet déterminé mécaniquement, de part en part, comme tous les autres objets, sur le mode de l'extériorité, si la conscience n'existe pas, nous ne comprenons plus comment Naville peut se permettre de prendre le point de vue du tout, déclarer l'univers rationnel et régi par des lois mécaniques. Si l'homme a la nature en dehors de lui, comment peut-il donner le statut de cette nature? Le matérialisme au sens où l'a pris Naville est une imposture, il veut à la fois faire de l'homme un objet absolu et pourtant lui laisser tous les avantages du sujet. C'est en ce sens que nous disions au début que le matérialisme de Naville servait la cause de l'idéalisme. Disons plus profondément qu'il est un idéalisme renversé ou encore un idéalisme qui n'est pas même parvenu à la conscience de soi. La meilleure preuve en est qu'il garde comme l'idéalisme le goût rance du théisme. Peu nous importe en effet que Naville ait déversé sur la religion un torrent d'injures de manière fort sympathique d'ailleurs, sa philosophie nous décrit un absolu en troisième personne où tout est déployé et

transparent pour un regard qui serait celui de Dieu. Mais l'on dira peut-être que Naville n'a pas cessé de critiquer le principe du système clos, d'une totalité dans l'espace et le temps. Ne nous y trompons pas : le devenir qu'il rend possible c'est celui du fonctionnement de la machine. En cela nous pouvons même dire qu'il n'a pas dépassé la pensée rationaliste classique, car pour Descartes ou pour Kant eux-mêmes le temps avait une réalité et le progrès de fait de la science était indéfiniment justifié.

Le livre de Naville nous conduit-il donc par sa défense maladroite à abandonner le matérialisme? Ne s'agissait-il que d'un « mythe » commode pour le prolétariat, qui ne pouvait que s'effondrer au regard de la réflexion philosophique? Si la perspective de la science classique est fausse, s'il est impossible de prendre l'homme comme un objet inséré dans le mécanisme universel sans s'interdire de comprendre la notion d'homme, c'est, semble-t-il, qu'il soit nécessaire d'en revenir au niveau d'une conscience individuelle pour juger de l'univers et fonder l'action. Revenons donc à ce niveau et jugeons si ce retour implique la destruction du matérialisme.

Naville a pressenti lui-même l'importance des découvertes de la psychologie moderne (behaviourisme et psychanalyse particulièrement). Mais il n'a pas compris quel usage révolutionnaire il pouvait faire de la psychologie. Pour lui il ne s'agit que d'accorder la psychologie avec les autres sciences afin de réduire l'autonomie des phénomènes psychiques.

Le behaviourisme lui en fournit l'occasion facile. Il y a chez Watson un vocabulaire suffisamment mécaniste pour que l'utilisation de ses théories soit féconde en ce sens. Le comportement de l'homme se réduit au « twitching », c'est un montage de réflexes conditionnés, la conscience n'existe pas : autant de formules saisissantes qui se résument dans la conclusion de Naville : « procéder à l'intégration de plus en plus complète de la machine humaine dans l'ensemble du mécanisme universel ». Cette conclusion péremptoire nous avertit que toute autre interprétation du behaviourisme ne saurait être que fantaisiste.

En fait le behaviourisme déborde cette définition. Que Naville n'ait voulu trouver chez Watson d'autre originalité que la découverte de l'éviction de la conscience ne peut nous suffire. M. Tilquin dans son historique de la psychologie américaine cherche à énoncer les postulats de Watson. Il nous dit que la conscience n'existe pas : il

nous dit aussi que l'organisme fonctionne comme un tout et que la psychologie revient à l'étude des réactions de ce tout en rapport avec son milieu. Demandons-nous donc si ces deux affirmations, ces postulats comme dit M. Tilquin, ne sont pas contradictoires. D'un côté on nous dit que la conscience n'existe pas, que le fonctionnement de l'organisme humain revient dans tous les cas à un enchaînement de réflexes conditionnés. De l'autre on nous dit que cet organisme est une totalité ou si l'on veut une structure indécomposable dont aucune partie n'a donc de réalité en soi, prise à part, et du même coup on laisse supposer que la théorie des réflexes simples ou conditionnés n'a pas de sens.

Si la théorie du réflexe a une signification en effet elle veut dire qu'à un stimulus donné correspond une réaction donnée constante. Elle suppose donc des trajectoires tracées dans l'organisme, l'existence d'un mécanisme objectif. Or toutes les découvertes psychologiques modernes [1] tendent à nous prouver qu'il n'y a pas de mécanisme existant, si compliqué soit-il. Ce n'est pas seulement, le stimulus, mais avec lui chaque fois l'état global de l'organisme qui provoque la réaction. L'organisme est même capable dans certains cas (expérience sur les suppléances) d'improviser des réponses adaptées malgré la destruction des trajets nerveux nécessaires. C'est qu'il ne fonctionne pas comme une machine, qu'il est une réalité d'un autre ordre, dont les réponses au milieu sont toujours *signicatives.* La théorie du réflexe classique entraîne dans sa chute celle des réflexes conditionnés, qui est construite sur le même mode, celui du mécanisme. Par exemple il est impossible comme a voulu le faire Watson de rendre compte du langage par un pur enchaînement de réflexes : si le langage est possible ce n'est pas que les mots soient associés aux objets mais bien que l'organisme est capable d'intégrer l'objet et de le symboliser. Le rapport plus nettement à ce stade mais à tous les stades est un rapport d'intégration.

Que l'on fasse donc une psychologie sans conscience, mais que l'on s'entende sur le sens de cette éviction de la conscience. Naville prétend qu'il s'agit de considérer l'organisme humain comme une machine, il nous dit aussi qu'il faut rejeter l'existence de la conscience comme principe substantiel autonome. La seconde affirmation est évidente et la première manifestement fausse. Nous sommes absolument d'accord sur le fait que la conscience subjective est un mythe

1. On lira le résumé et l'interprétation de ces découvertes dans l'ouvrage de M. Merleau-Ponty : *La Structure du Comportement.*

et un mythe dangereux, que l'introspection, le corollaire de ce mythe est un non-sens. Mais la notion de subjectivité supprimée ne restons-nous pas en présence de la notion d'individualité? Autrement dit la découverte la plus profonde du behaviourisme ne consiste-t-elle pas à nous révéler une « forme », un entre-croisement de phénomènes physico-chimiques qui a pris un sens comme totalité et qui s'exprime par son mode de relation avec le milieu?

Seule cette notion d'individualité peut nous faire comprendre l'organisme. Mais si nous voulons faire de l'organisme un mécanisme, le définir absolument par les forces qui le composent sans comprendre que l'union de ces forces est la seule réalité, alors nous serons pris dans la nécessité d'affirmer la dualité psychique-physiologique; ou bien de réduire le physiologique au rang phénoménal ou enfin de refuser le psychique au nom d'un matérialisme intransigeant. Mais dans cette dernière hypothèse même on ne pourra obtenir la tranquillité satisfaite des solutions faciles. Naville est amené à parler de la genèse des comportements adaptés et créateurs. Ne jouons pas sur les mots : une création est-elle possible s'il n'y a que des réflexes conditionnés ou des transformations de mouvements. Est-ce un hasard de même si les disciples de Watson, Kantor et Tolman surtout, n'ont pu s'en tenir au point de vue mécaniste et ont introduit les notions de behaviourisme molaire ou même de comportement intentionnel (le « purpose » de Tolman) pour rendre compte des faits dits conscients.

Ces difficultés sont significatives : après avoir réduit triomphalement l'organisme humain au « twitching », Naville essaie par le vocabulaire, de trouver l'équivalent du comportement conscient. Il donne aussitôt une nouvelle confiance à la psychologie idéaliste : le dualisme subjectif-objectif n'est pas surmonté, comme on dit dans les manuels de philosophie, le behaviourisme n'est qu'une nouvelle variété des psychologies scientifiques qui ne peuvent aller au delà du corps. Pourtant le behaviourisme n'a que peu de chose en commun — le plus superficiel — avec la psychologie objective classique. Ce n'est pas le corps qu'il étudie, mais le comportement. « Mind is behavior and nothing else ». Telle est la découverte révolutionnaire du behaviourisme, la découverte d'une notion neutre par rapport à la conscience et au corps, comme l'a le premier montré M. Merleau-Ponty. L'individu qui réagit au monde selon son style propre, voici l'objet de la psychologie, d'une psychologie réellement matérialiste.

Si j'emploie maintenant le terme de matérialisme je lui donne son

vrai sens. Disons d'abord que ce matérialisme ne rencontre pas les difficultés auxquelles nous avons vu se heurter le matérialisme de Naville. Nous nous sommes demandé comment il était possible à la fois que l'homme fût pris dans le déterminisme naturel et qu'il englobât la nature, qu'il fût à la fois partie et tout. Ce débat est porté par le mécanisme. Pour nous l'homme n'a pas la nature en dehors de lui; alors qu'il est déterminé, il est déterminé comme une structure qui intègre son milieu sous un certain rapport. La perspective étendue n'a aucun sens. Il n'y a pas le milieu et l'organisme qui agiraient l'un sur l'autre comme des éléments séparés (je laisse à Naville les propriétés étonnantes de son action réciproque). L'organisme « appartient » au milieu et le milieu n'a de sens que pour lui : l'individu organique a surgi dans le monde comme individu, mais il confère au monde une valeur à partir de sa nature propre. Je suis un corps, une somme de processus physico-chimiques, accordons-le à Naville, mais je suis un corps vivant et j'exprime la Nature, je la produis. C'est en ce sens que le matérialisme est absolument vrai. N'en déplaise aux scientistes, la matière n'est pas l'étendue, elle est production. Comme le disait Spinoza la Nature est naturante. Dire que la matière est dialectique c'est dire précisément ceci qu'elle porte à l'existence, par son mouvement, des structures qui sont des individualités matérielles ou des expressions naturelles.

Qu'on ne vienne pas prétendre que nous faisons de l'idéalisme à notre manière. Nous ne disons pas comme Raphaël, que le spirituel coexiste à l'origine avec le matériel. Nous n'essayons pas non plus de joindre le matériel et le spirituel, l'âme et le corps pour dire en fin de compte que l'âme est un corps conscient de soi et le corps une âme qui s'ignore, ou, comme l'affirmait Hegel, que la nature est un esprit caché. Toutes ces propositions reviennent à faire de la matière le destin de l'idée. Même si l'idéalisme n'est pas clairement avoué il réapparaît sous le couvert des croyances finalistes. Or il n'y a pas à supposer une idée du tout préexistant qui détermine la réunion des parties. Les choses sont là qui s'accordent, qui se nouent et prennent un sens. Tous les objets sont des absurdes et des miracles.

Telle est la réalité révolutionnaire : l'univers se passe de l'esprit comme le prolétariat se passe de la bourgeoisie. Le plan naturel, le plan social et le plan individuel sont identiques : la démarche est partout la même : c'est l'objet qui est premier et qui doit être réalisé absolument.

On voit en quel sens nous rejoignons les affirmations de la psychanalyse. Naville a critiqué les préoccupations individualistes de Freud, il lui a reproché de ne pas avoir compris la surdétermination sociale des actes humains sans s'apercevoir que l'expérience sociale ne se livre qu'au travers d'une expérience individuelle et qu'elle lui est identique. Il importe peu comme le note Naville que Freud n'ait pas suffisamment évalué le caractère historique de la famille : car ce caractère n'apparaît pas pour une conscience individuelle. Et s'il lui apparaissait celle-ci ne serait guère plus avancée. Ce dont il s'agit pour l'individu, c'est dans le présent de supprimer une certaine notion du père et de la mère.

Il n'y a pas à réduire la psychanalyse au marxisme comme veut le faire Naville ou vice versa : il est évidemment absurde de vouloir transposer le vocabulaire psychanalytique pour rendre compte de la lutte des classes, mais non moins absurde de vouloir pénétrer l'expérience psychologique d'une explication sociologique qui n'a pas de sens vécu pour l'individu. C'est d'une manière précise que le marxisme s'accorde avec la psychanalyse : la psychanalyse permet au révolutionnaire de comprendre à un niveau individuel et psychologique les fondements de son projet social. Le prolétariat n'est pas une chose en dehors de lui à laquelle il a projeté intellectuellement de se rallier. Le prolétariat est pour lui affaire individuelle : c'est la chose opprimée qu'il lui faut porter au pouvoir comme il lui faut porter au pouvoir son sexe, accomplir son désir. La lutte révolutionnaire contre l'État, la religion, la famille, apparaît profondément comme une lutte individuelle. Et cette lutte individuelle est une lutte matérielle ou corporelle. S'il n'en est pas ainsi c'est que cette lutte n'est pas authentique. Quand Marx écrit que l'athéisme est la première forme du communisme il affirme précisément cette source individuelle, absolument « intéressée » de la lutte révolutionnaire.

Si nous défendons avec acharnement le matérialisme c'est que l'action authentique sur tous les modes ne nous apparaît jamais comme le projet délibéré d'une conscience mais comme la réalisation d'une existence naturelle. On peut bien dire que chacun est libre de faire la révolution ou de ne pas la faire, que l'acte révolutionnaire sur le mode individuel ou sur le mode social est l'acte d'une conscience qui donne un sens à sa « situation ». Mais il faut comprendre quel est le rapport qui unit la conscience et sa situation. La situation c'est la matérialité de la conscience. Dire que nous pouvons ou non assumer cette situation c'est retourner, qu'on le veuille ou non, à un dua-

lisme de l'âme et du corps. Le problème ne peut être tranché sur un plan théorique comme le disent Marx et Freud. La solution liberté et la solution déterminisme participent de cette même erreur. Et Naville malgré sa mystique de l'action en est la première victime.

Le matérialisme dialectique, comme la psychanalyse, dépasse ce dilemme : l'homme agit pour tâcher de transformer le monde; c'est sur ce monde qu'il perçoit sa liberté ou sa détermination. Aucun point de vue réflexif ne lui est permis qui lui donne la garantie absolue que cherche le philosophe.

Pas plus que le complexe n'est élucidé par une prise de conscience, l'action prolétarienne valable ne relève d'une justification du passé.

L'objet présent doit exister comme un plein. Son degré d'existence est le seul critère de notre puissance propre. C'est toujours l'objet qu'il faut mettre au pouvoir, libéré de la domination de l'idée comme de la police.

Claude Lefort.

NOTE SUR LA ROUMANIE D'AUJOURD'HUI [1]

Depuis plus d'un siècle les relations entre la France et la Roumanie sont bonnes et l'amitié durable. Après 1914, cette amitié s'est renforcée par la participation commune à la guerre contre l'Allemagne et les puissances centrales et ensuite par la politique extérieure commune des deux pays, intéressés tous les deux d'une manière vitale

1. Pour aider le lecteur à suivre cette note nous donnons ici quelques indications générales. Dans l'histoire de la Roumanie il faut distinguer depuis 1920 plusieurs périodes, à savoir :

a) La période prétendue « démocratique » au cours de laquelle le pays a été d'abord gouverné alternativement par le parti libéral dirigé par la famille Bratianu et par le parti beaucoup moins influent du général Averescu. A partir de 1928 le parti National Paysan dirigé par Juliu Maniu ayant canalisé pendant dix ans d'opposition une grande partie du mécontentement général s'impose et prend le pouvoir;

b) Le retour du roi Carol II (comme prince héritier il avait renoncé à la couronne et quitté le pays) favorisé par Juliu Maniu qui espérait trouver dans le roi un appui contre les Bratianu. Ce retour a mené à une dictature personnelle de plus en plus ouverte du roi;

c) A partir de 1940 la dictature d'Antonescu, imposée par l'Allemagne hitlérienne, dictature qui a jeté le pays dans l'aventure insensée et criminelle de la guerre aux côtés d'Hitler;

d) La période qui va du 23 août 1944, date à laquelle Antonescu est renversé et la Roumanie passe dans le camp des Nations Unies, jusqu'au 6 mars 1945. Elle embrasse les gouvernements Sanatescu et Radescu, ce dernier renversé par une vague de manifestations populaires;

e) La période actuelle. Elle dure depuis le 6 mars 1945, date à laquelle s'est constitué le gouvernement Groza. Celui-ci se désigne lui-même comme un gouvernement de large concentration démocratique et s'appuie sur une coalition formée par les partis ouvriers — communiste et social-démocrate — la Confédération générale du Travail, le Front des Travailleurs de la Terre dont fait partie le chef du gouvernement, le parti libéral de M. Tatarescu et une fraction dissidente du Parti National Paysan.

Tout récemment le gouvernement Groza vient d'annoncer que des élections auront lieu bientôt et la coalition sur laquelle il s'appuie a déjà ouvert la campagne électorale avec un programme s'inspirant essentiellement et uniquement de l'idée de démocratie.

au maintien du traité de Versailles et à la lutte contre le révisionnisme.

Cependant, déjà avant la guerre, l'image que beaucoup de Français cultivés se faisaient de la Roumanie était souvent assez superficielle. Quant à la Roumanie d'aujourd'hui, nous craignons que la plupart des Français n'ignorent les changements profonds qu'a subis depuis le 6 mars 1945 la structure sociale et politique du pays.

Disons d'abord quelques mots sur la Roumanie d'avant-guerre.

Beaucoup de Français connaissaient de ce pays avant tout les fils de famille et les boursiers d'État venus faire leurs études à Paris, qui leur assuraient que la Roumanie est un pays avancé ayant une des constitutions les plus démocratiques d'Europe, un pays très riche « où personne ne meurt de faim » et où tout le monde est heureux.

Dans tout cela, deux choses seulement étaient vraies : la constitution démocratique et la richesse du pays. Mais rien de plus. Car en fait de régime politique, la Roumanie sous les différents gouvernements « démocratiques » Bratianu, Maniu, Averescu, comme plus tard sous le roi Carol II et sous Antonescu était une des dictatures les plus étouffantes et le peuple dans ce pays si riche vivait dans une misère difficilement imaginable en Occident.

La Roumanie avait une constitution démocratique, mais aucun gouvernement n'avait jamais songé à la prendre au sérieux et à l'appliquer. Je me rappelle encore très bien le jour où un groupe d'étudiants socialistes fut arrêté pour avoir eu l'idée subversive d'organiser une tournée à la campagne pour lire *sans aucun commentaire* la constitution dans les villages. Non seulement le Parti Communiste était illégal depuis 1924, mais ses militants étaient quotidiennement torturés, battus jusqu'au sang dans les différentes prisons et malgré les consignes données aux policiers d'éviter tout ce qui pouvait provoquer des scandales trop bruyants, presque tous les ans au moins un ou deux militants ouvriers sortaient mutilés de ces tortures ou même en mouraient.

Pays essentiellement agricole (78,2 % de la population économiquement active est occupée dans l'agriculture), l'énorme majorité des paysans étaient illettrés et hors d'état de participer à la vie politique. D'ailleurs les paysans vivaient dans une telle misère et fournissaient un travail si dur qu'ils n'auraient même pas pu trouver le temps et les moyens d'y penser.

Les quelques centaines de milliers d'ouvriers avaient en grande

majorité des sympathies communistes et deux appareils policiers très perfectionnés, la police d'État et la célèbre « Siguranza » s'employaient jour et nuit à empêcher la moindre réunion, le moindre échange d'idées. Les classes moyennes étaient peu développées. De sorte que la « Démocratie » s'appliquait uniquement à l'intérieur d'une mince couche dirigeante dont les revenus étaient hors proportion avec ceux du reste des habitants. Encore, même à l'intérieur de cette couche dirigeante, la « démocratie » voulait-elle simplement dire que la fraction au pouvoir se contentait d'éloigner les autres des profits qu'il apporte tout en leur laissant cependant la possibilité de se réunir, de continuer leur activité économique et de garder leurs organisations politiques. Cela bien entendu à charge de revanche.

Les « élections » étaient une vaste comédie que personne ne prenait au sérieux, et qui à l'aide de la loi électorale la plus inique du monde assuraient toujours au gouvernement la grande majorité des mandats. Nous avons sous les yeux quelques chiffres de la période la plus « démocratique ». Ils parlent tout seuls :

En mars 1920. Averescu au pouvoir. Les élections donnent 209 sièges au Averescains et 17 aux libéraux de Bratianu.

En janvier 1922, les libéraux au pouvoir. 260 sièges pour eux et 11 pour les Averescains.

En mars 1926. De nouveau Averescu au pouvoir. 293 sièges pour lui, et 16 pour les libéraux.

En juin 1927. Les libéraux de Bratianu au pouvoir obtiennent 298 sièges, les Averescains 1 seul.

En 1928, les nationaux-paysans de Maniu éloignés jusqu'alors du pouvoir, ayant canalisé l'immense mécontentement de la paysannerie s'imposent aux autres fractions de la bourgeoisie. Appelés au gouvernement, les élections leur donnent 324 mandats, mais à la prochaine élection, « faite » par le gouvernement du Prof. Iorga, ils n'en auront plus que 30.

Les choses ont continué avec un seul changement. A partir de 1934-1935 la « Garde de Fer » appuyée par l'Allemagne fasciste et disposant de tout autres moyens d'action que les anciens partis ne pouvait plus être traitée avec la même désinvolture. Grâce à elle il arriva même une fois qu'un gouvernement soit mis en minorité.

On pourrait poursuivre longuement ces descriptions de l'état social et politique de la Roumanie d'avant-guerre et ce qui devrait

sans doute y dominer serait la misère à peine croyable dans laquelle vivaient les paysans et les ouvriers.

Il nous semble cependant beaucoup plus urgent et aussi plus intéressant pour le lecteur français d'esquisser les traits généraux du changement qui s'est produit en Roumanie depuis le 6 mars 1945. On peut en formuler l'essentiel en une seule phrase : *La Roumanie a fait un très grand pas en avant dans le sens de la démocratie sociale et politique*. Et nous donnons ici au mot « démocratie » un sens très précis : une organisation sociale et politique basée sur la propriété privée des moyens de production (ce qui la distingue du socialisme) et assurant à ses membres un minimum d'existence, la liberté d'exprimer leurs pensées et d'influencer par les moyens légaux la vie politique de l'État (ce qui la distingue des autres formes dictatoriales de l'État bourgeois).

Une première chose est à souligner : d'après toutes nos informations et la lecture d'un assez grand nombre de journaux et de publications du pays, *aucune mesure à caractère socialiste dépassant les cadres de la démocratie bourgeoise* n'a été prise en Roumanie. De ce point de vue tous les cris concernant la prétendue soviétisation sont de pures calomnies provenant des milieux réactionnaires. Tous les moyens de production, la terre aussi bien que les usines, sont restés en propriété strictement individuelle.

Mais dans le cadre de cette démocratie bourgeoise, les réformes sociales et politiques sont allées aussi loin que possible.

La première et la plus importante est sans doute la réforme agraire.

Abolir les survivances féodales, morceler la grande propriété, ce furent-là en Europe occidentale les tâches principales des révolutions bourgeoises qui n'avaient rien de socialiste ni dans leurs buts, ni dans leurs forces motrices.

En Europe orientale, cependant, les bourgeoisies développées beaucoup plus tard et beaucoup plus faiblement n'ont jamais eu assez de force et d'esprit révolutionnaire pour réaliser la réforme agraire et résoudre définitivement ce qu'on est habitué à appeler dans ces pays « la question paysanne ». C'est pourquoi, sauf en Russie, cette question y est restée en suspens.

En Roumanie « la question paysanne » domine depuis des siècles la vie sociale du pays, culminant dans des révoltes sanglantes comme celle de 1907 ou dans des réformes partielles et insuffisantes concédées par les classes dominantes aux moments critiques pour éviter de pareilles révoltes, telle la réforme agraire de 1920-21. (Un seul

chiffre pour illustrer l'insuffisance de cette réforme : en 1937-38 d'après une statistique gouvernementale, 20.000 familles de grands propriétaires ayant plus de 50 hectares possédaient un tiers du territoire tandis que 800.000 familles soit 3 millions de paysans n'avaient pas du tout de terre.)

Depuis des siècles, en Roumanie la classe paysanne fournissant le gros du travail et produisant de loin la plus grande partie des richesses du pays avait un standard de vie qui atteignait à peine le minimum physique d'existence et restait même le plus souvent en dessous. Et le travail de ces paysans mangeant presque uniquement de la « Mamaliga » (car non seulement la viande, mais le pain même était trop cher) et marchant pieds nus, car les chaussures les plus simples étaient déjà un luxe difficile à atteindre, assurait non seulement les revenus élevés des classes dirigeantes roumaines, mais aussi ceux que sous une forme ou sous une autre tirait de la Roumanie le capitalisme étranger.

Aucun gouvernement n'avait jamais fait un effort sérieux et réel pour résoudre la question paysanne. Aussi, la réforme agraire entreprise par le gouvernement actuel constitue-t-elle sans aucun doute une étape fondamentale et un tournant dans l'histoire de la Roumanie.

Quelles sont les principales dispositions de cette réforme :

Sont distribués aux paysans :

a) Tous les terrains agricoles dépassant 50 hectares. (L'ancien propriétaire garde 50 hectares qu'il peut choisir à volonté sur sa propriété à condition qu'ils soient d'un seul tenant.)

b) Les propriétés agricoles appartenant aux citoyens allemands ou roumains ayant collaboré avec l'Allemagne hitlérienne;

c) Les propriétés des criminels de guerre;

d) Les propriétés de ceux qui se sont réfugiés dans les pays avec lesquels la Roumanie se trouvait en guerre ou à l'étranger après le 23 août 1944;

e) Les propriétés agricoles des absentéistes;

f) Les propriétés agricoles que leurs propriétaires n'ont pas mis en valeur eux-mêmes, au cours des sept dernières années, sauf 10 hectares;

g) Les biens des citoyens roumains ayant lutté comme volontaires contre les Nations Unies;

h) Les biens de mainmorte.

Sont exceptés de la réforme agraire les propriétés de l'Église et de la Couronne, les rizières déjà existantes, les biens des hôpitaux, de l'académie roumaine, de la caisse des écoles, les associations et coopératives paysannes et les biens des communes et de l'État.

Dans une conférence, M. Lucretiu Patrascanu, ministre de la Justice, un des plus anciens militants communistes et le plus important sociologue roumain vivant disait cependant au sujet de ces exceptions : « Je ne trahis le secret de personne en disant que nous demanderons à ces institutions, par exemple à l'administration des hôpitaux ou à l'académie de renoncer de plein gré à leurs propriétés agraires, nous, le gouvernement et l'État démocratique prenant l'obligation de leur assurer les revenus dont elles auront besoin, mais non pas comme revenus de la terre qui doit aller aux paysans. »

Cela nous semble indiquer qu'au fond les biens de l'Église et de la Couronne resteront les seules exceptions sérieuses.

La réforme agraire est aussi radicale que le permettait la situation politique intérieure et internationale.

La plus grande faiblesse de la réforme agraire de 1921, ce qui la rendait presque factice était le manque d'inventaire agricole des paysans qui devaient recevoir de la terre et étaient trop pauvres pour acheter cet inventaire par leurs propres moyens. L'article 6 de la loi actuelle prévoit que : « Les tracteurs, les batteuses, les locomobiles, les moissonneuses, et les machines combinées existant sur les biens agricoles prévus à l'article 3 passent à l'État qui créera des centres départementaux de location de machines agricoles à l'usage des agriculteurs. Les autres outils agricoles et le bétail de traction passent à l'État proportionnellement à la surface expropriée et seront donnés aux paysans devenus propriétaires. »

Et plus tard l'article 6 du règlement de la loi ajoute : « Au patrimoine de l'État passent les machines prévues à l'article 6 de la loi de même que les collecteurs mécaniques, les souffleuses, les trieurs, les semeuses, les rouleaux, les polydisques et les sarcleuses mécaniques de toutes sortes. »

Ainsi tout l'inventaire agricole des propriétés expropriées passe en propriété ou en usage aux paysans.

Ajoutons que jusqu'au 1er janvier 1946, 275 centres de location de machines agricoles avaient déjà été fondés et se trouvaient en fonction.

L'article 15 de la loi prévoit que l'étendue des lots nouvellement

créés ne dépassera pas 5 hectares sauf dans les cas de transfert d'une région à l'autre.

Quant au paiement, l'article 7 prévoit que l'État reçoit tous les biens expropriés (terres et inventaire) sans aucune indemnité. Les paysans les paient à l'État à un prix extrêmement modique, à savoir pour chaque hectare 1.000 kg. de blé ou 1.200 kg. de maïs échelonnés sur dix ans pour ceux qui avaient peu de terre et sur vingt pour ceux qui n'en avaient pas du tout.

Les organes d'exécution de la réforme ne constituent pas un phénomène moins important. Pour la première fois dans l'histoire de la Roumanie, les paysans et surtout les paysans pauvres sont appelés à exercer eux-mêmes une fonction administrative et à décider des modalités d'application. En effet, l'article 9 prévoit que : « Les maires des communes rurales doivent réunir au maximum 10 jours après la publication de la loi en réunion générale tous les paysans travaillant la terre de la commune, qui ne possèdent pas de terre ou en possèdent moins de 5 hectares. »

Cette réunion élira : « le comité local de distribution des terres composé de 7 à 15 membres. »

De plus chaque comité local élira deux délégués pour le comité sous-départemental ayant comme président un délégué du ministère de l'Agriculture et des Domaines.

Pour la vie sociale de la Roumanie, ces quelques lignes représentent une transformation et un progrès inouïs car — nous le répétons — pour la première fois, les paysans pauvres qui jusqu'ici n'avaient rien à dire et qu'on traitait en bêtes de somme ont eu à prendre et à appliquer des décisions administratives et implicitement ont pu se rendre compte de leur importance et de leur dignité.

Un exposé détaillé devrait encore insister longuement sur les améliorations du sol, sur la démocratisation de l'armée, sur l'introduction des contrats collectifs de travail, la création des comités d'usine, d'économats pour le ravitaillement des salariés, etc... Tout cela, des réformes démocratiques ne dépassant en rien le cadre de la société bourgeoise mais représentant pour la Roumanie des progrès et des innovations telles, qu'il y a quelques années seulement les esprits les plus hardis auraient à peine osé les espérer dans un avenir rapproché.

Nous en dirons seulement quelques mots.

Sur une surface totale de 13.960.833 hectares de terrains cultivables 8.473.301 hectares ont besoin de travaax d'amélioration

C'est l'héritage du régime de grande propriété. Sur ces chiffres, le 10 février 1946, on avait déjà réalisé de pareils travaux sur 301.000 hectares. D'autre part on a créé dans presque toutes les communes rurales des associations de paysans pour les travaux d'amélioration du sol, associations qui reçoivent un puissant appui matériel de la part des organismes d'État : de même on a créé une section de génie rural à la faculté d'Agronomie et une école pour le personnel de maîtrise des travaux d'amélioration du sol à Nucet-Dambovitza.

En ce qui concerne la démocratisation de l'armée, j'ai sous les yeux une brochure éditée par le ministère de la Guerre intitulée justement : « La démocratisation de l'Armée; directives pour le travail de l'appareil de culture, éducation et propagande. » Ce sont des conférences tenues entre le 10 et 26 avril 1945 au cours préparatoire d'aides-commandants d'unités chargés de la culture et de l'éducation. Fonction nouvellement créée et dont le personnel semble être pris en très grande partie dans la brigade « Tudor Vladimirescu » constituée par des prisonniers roumains en U. R. S. S. Le contenu de ces conférences que les futurs aides-commandants transmettront aux hommes de troupe est aussi démocratique que possible. On y parle des droits des soldats, de la situation politique nationale et internationale, de la solidarité entre l'armée et le peuple, de la réforme agraire, de la nécessité de développer l'amitié entre les membres des différentes nations habitant la Roumanie, etc.

En formulant ce dernier point, nous venons de toucher au problème des minorités. Avant la guerre il était aigu. La rumeur des excès antisémites de Roumanie est parvenue jusqu'en France et aussi celle des conflits roumaino-hongrois. En fait, les classes dirigeantes appuyaient de toutes leurs forces les diversions nationalistes destinées à couvrir les problèmes sociaux. L'oppression des Juifs et des Hongrois faisait partie de choses qui allaient de soi. On ne s'en étonnait même plus. Aujourd'hui, il y a en tout cas un effort sérieux pour changer cet état de choses. Nous ne sommes bien entendu pas assez naïfs pour nous contenter de quelques belles déclarations officielles. Il y en avait déjà avant 1939 en quantité. Mais nous avons devant nos yeux une conférence tenue par M. Teohari-Georgescu, ministre de l'Intérieur à Cluj en Transylvanie le 25 septembre 1945, *devant les cadres administratifs de la province*, c'est-à-dire devant ceux qui doivent appliquer les lois en Transylvanie. Une telle conférence tenue devant les fonctionnaires par leur chef hiérarchique suprême

qui peut toujours les frapper de sanctions a certainement une très grande portée pratique. Nous citons :

« Lorsque s'est posé le problème d'introduire l'administration en Transylvanie du Nord et après l'introduction des gendarmes roumains, nous avons déclaré que nous ferons très attention pour l'envoi de chaque fonctionnaire roumain en Transylvanie du Nord et que nous tiendrons compte de toute la situation spéciale de cette Province.

» C'est une chose que nous devons avoir claire dans notre esprit.

» Si nous n'avons pas envoyé dès le début les gendarmes roumains en Transylvanie du Nord, est-ce que cela signifiait que nous voulions mener une politique philo-hongroise contre les Roumains?

» — Non, Messieurs, mais nous avions compris une seule chose que les gouvernements réactionnaires antérieurs sous l'influence de Maniu et de Bratianu n'étaient pas capables de comprendre.

» Nous avons compris que si nous voulons avoir la Transylvanie nous devons y venir et donner des libertés complètes à tous les citoyens sans distinction de nation, de religion, de langue, des libertés réelles dans la vie quotidienne, telles qu'elles doivent exister dans un pays civilisé, dans un pays avancé et démocratique...

» Aujourd'hui, dans chaque mairie, dans chaque préfecture ou police de Transylvanie on trouve et des fonctionnaires roumains et des fonctionnaires hongrois...

» Mais certains problèmes se sont encore posés et ils s'en posera d'autres.

» Nous demandons : « Est-ce que nous avons aujourd'hui une situation entièrement tranquille? » Sans doute que non...

» Une chose est claire pour tout le monde : en Transylvanie les Roumains fascistes et les Hongrois réactionnaires et fascistes se sont donné la main poursuivant le même but : frapper le gouvernement du pays, frapper les intérêts du peuple. Nous pouvons venir à tout instant avec des faits pour montrer que les éléments réactionnaires de Maniu montent sans cesse les Roumains contre les Hongrois et nous pouvons venir avec des faits pour montrer que les éléments chauvins hongrois montent les Hongrois contre la population roumaine.

vables 8.473.

Quel est le devoir de l'administration d'État?

. . . .

» Nous devons regarder les grands problèmes et soit que nous soyons des Roumains, soit que nous soyons des Hongrois mais des démocrates décidés nous devons vivre fraternellement les uns avec les autres... Il faut de la compréhension de part et d'autre. Il ne faut pas faire de chaque conflit entre un Roumain et un Hongrois un problème national...

» Je m'adresse à vous dans les places que vous occupez comme Chefs des départements, des communes, de l'appareil de police ou de la gendarmerie et je vous dis que vous devez faire preuve de sang-froid, d'esprit objectif en recherchant chaque fait pour que personne ne puisse suspecter l'une ou l'autre des administrations. Car, Messieurs, je l'ai déclaré, et je le déclare au nom du gouvernement... jamais celui-ci ne quittera la ligne de la liberté complète pour tous les citoyens du pays... Tous, quelle que soit leur fonction dans l'État, qu'ils soient Roumains ou Hongrois doivent comprendre que nous, comme Roumains, nous ne pouvons pas venir et dire que les Hongrois sont coupables de toutes les frictions existant en Transylvanie. Nous dirions une chose qui ne serait pas vraie et de plus, telle que nous la dirions, elle ne serait nullement politique... »

A lire ce discours, on sent très bien deux choses, l'opposition tout au moins d'une partie de l'auditoire composé de fonctionnaires ayant encore l'ancienne mentalité et reprochant au gouvernement actuel de faire une politique « pro-hongroise » ou « pas assez nationaliste », mais aussi la décision du ministre de combattre énergiquement l'oppression nationale des Hongrois, de leur assurer les mêmes conditions et les mêmes libertés qu'aux Roumains et d'aider ainsi la cohabitation fraternelle des deux peuples.

Pour la Roumanie, c'est là un fait et un langage inconnus jusqu'à présent.

Enfin, pour finir cet article, parlons de la situation politique.

Ce qui domine, c'est le conflit entre les anciens « partis historiques », les libéraux de Bratianu et les nationaux paysans de Maniu d'une part et les partis gouvernementaux de l'autre.

L'opposition, Maniu et Bratianu et leurs partisans (les anciens partis politiques en Roumanie ont toujours eu un caractère plus ou moins « personnel ») crient très fort à l'intérieur du pays et à

l'étranger contre « l'oppression », le régime de « dictature » et se réclament de la « démocratie ».

Un seul fait suffit cependant pour juger la sincérité de cette agitation : Pendant les années où Bratianu et Maniu étaient au pouvoir, les ministres actuels se trouvaient en prison ou dans l'illégalité. Eux et leurs camarades étaient battus, torturés, empêchés par tous les moyens possibles et imaginables d'exprimer leurs idées. Cela, les Maniu et Bratianu l'appelaient « démocratie ».

Aujourd'hui, leurs anciennes victimes sont au gouvernement et cependant non seulement eux restent libres, mais ils ont encore tout le loisir de développer leur propagande antigouvernementale. Ils ont des journaux officiels où ils expriment légalement leurs idées, ils ont gardé leurs organisations politiques légales, ils organisent des réunions dans tout le pays et, chose vraiment étonnante, même la presse favorable au gouvernement renseigne ses lecteurs sur l'activité de l'opposition et sur les déplacements de ses chefs. Pour Maniu et Bratianu, cela s'appelle « dictature ».

Il est évident que pour eux la démocratie se définit par le fait qu'ils sont au pouvoir, la dictature par le fait qu'ils n'y sont pas. Il ne faudrait cependant pas que les lecteurs naïfs, à l'étranger surtout, soient dupes de cette propagande.

Certes, la Roumanie n'est pas devenue un paradis sur terre. A lire les journaux on se rend compte que dans le pays il y a encore beaucoup de misère, que les uns sont encore très riches et les autres très pauvres, que le marché noir est développé et qu'on y trouve tous les défauts inhérents à un régime fondé sur la propriété privée et surtout à un pays sortant à peine d'une guerre dévastatrice.

Mais un fait est sûr : le régime actuel signifie pour le peuple — pour les paysans, les ouvriers et les couches moyennes un progrès certain et indiscutable, tandis que le retour à l'ancien état des choses serait la pire des catastrophes qu'on puisse imaginer. Ce sont là des faits qui doivent peser dans la pensée et dans l'attitude de tous les hommes sincères et de bonne foi.

G. Lucien.

DE LA CRITIQUE

Juger ne va point sans impertinence, ni s'abstenir sans lâcheté. Puisqu'il faut donc juger, jugeons. Mais si tout écrivain est ici un prévenu, toute œuvre nouvelle, un méfait jusqu'à preuve du contraire — la charge de la preuve incombant à l'œuvre même — l'auteur a le droit de connaître les principaux articles du code (ou, si l'on préfère, les principaux pré-jugés) selon lesquels on se permettra de l'approuver ou non. Le romancier, l'essayiste savent en effet, d'ordinaire, s'ils auront dans *Action* l'article favorable, ou dans *Études ;* ils savent également qu'ils ne peuvent à la fois être exaltés par les Pères Jésuites et par les Pères Communistes; pour peu que leur œuvre compte et soit pensée avec quelque liberté, ils savent enfin qu'ils obtiendront sans peine d'être condamnés par l'une et l'autre Église. Je ne veux point dire par là que je blâme ces deux Églises en tant que telles, assuré que je suis désormais qu'une société « intégrée » (comme on dit joliment pour remplacer « totalitaire »), ne survit comme telle qu'en ne tolérant d'autre littérature que théologienne, patrologique, enfin catéchisante; je veux seulement faire remarquer quelle sécurité, quelle confiance donne à l'écrivain la critique ainsi entendue : celle qui loue ses orthodoxes, condamne ses hérésiarques. C'est devant le critique indépendant que l'auteur se sent désarmé. Comme tout juge vraiment libre, le critique littéraire qui n'obéit à d'autre impératif que celui de son esprit et de son goût paraît absurde ou désinvolte : louant un livre niais, blâmant une œuvre non moins sotte. Comme si lui manquait un code, une jurisprudence, bref une rhétorique. Comme si le goût restait chose capricante et fortuite, surtout incommunicable, ineffable.



Ah! pourtant, je crois savoir selon quels pré-jugés je ne jugerai pas. Je sais par exemple que l'une des raisons qui me font répudier

l'histoire littéraire, c'est le refus qu'elle s'impose — ou s'accorde — du parti pris. Ni louange ni blâme ne lui conviennent, mais l'objectivité. De ce point de vue, Népomucène Lemercier ou Baudelaire, c'est tout un. Cette objectivité, d'ailleurs, dont on nous rebat les oreilles, chacun sait qu'elle est indésirable et, par chance, impossible. Bien plus, il est aisé de démontrer que l'histoire littéraire, méthode qui forme les esprits à l'indifférence en matière de goût, est elle-même indésirable et impossible. Car nos Lansons auront beau faire, ce ne sont pas leurs écrits qui agissent sur les hommes, lesquels ne sont émus que par ce qui, dans l'« histoire » des lettres, est illusoire ou apocryphe. Un écrivain n'est jamais connu, mais son mythe. « Tel qu'en lui-même enfin l'éternité le change. » *Change*, nous lisons bien. Tout est dans ce mot. « Qui prétend, s'écrie pourtant l'historien de la littérature (car il met sa seule passion à se défier de la passion), qui prétend qu'on peut jouir d'un poème dont on ne sait s'il fut composé un 27 ou un 30 mars? Qui ose soutenir que Rimbaud hérita de son père, officier des troupes coloniales, cette humeur itinérante qui l'emporta en lui sur le don poétique? N'a-t-on pas lu les savants, les excellents travaux du feu colonel Godchot, et peut-on douter encore que l'un des frères de Vitalie Cuif, que l'un des oncles maternels de Rimbaud par conséquent, fut un assez mauvais garçon — pour tout dire un chemineau? Vous voulez un cours sur *Paul et Virginie?* A la bonne heure! Attendez seulement que je constitue la liste exhaustive (exhaustive, tout est là!) des livres antérieurs ou immédiatement postérieurs à celui-là et dans lesquels on rencontre des choux-palmistes, des nuages cuivrés, des chiens qui pleurent de bons maîtres et de jeunes garçons qui désirent des petites filles. Après quoi, je pourrai vous exposer, en toute impartialité, les sources et l'influence de *Paul et Virginie.* Quant à *Paul et Virginie*, à quoi bon? Les sources, les influences, les éditions critiques, sans oublier la *lectio difficilior*, voilà l'alpha du goût, et l'oméga. J'oubliais la biographie, l'iconographie et la bibliographie. »

Eh bien, la critique ne saurait être érudition. L'érudit compile, entasse, amoncelle. Le critique vanne, filtre, passe au chinois.

Je crois aussi que ma critique ne satisfera ni les disciples de Freud, ni ceux qui, assez singulièrement, se réclament de Karl Marx. J'ai pourtant subi ces doctrines. Il ne s'agissait pas encore de Husserl. Freud et Marx gouvernaient de mon temps les meilleurs esprits et les pires. Lorsque j'eus le sentiment que Freud me révélait que le secret d'une œuvre et sa vertu ne nous étaient livrés ni par l'histoire,

ni par le commentaire le plus brillant du *contenu manifeste*, mais par des sondages, des incisions dans le *contenu latent*, il me sembla qu'enfin tout me serait donné. Qu'un traumatisme de sevrage, qu'un complexe d'Œdipe, que la honte inavouée de pratiques onanistes fussent à l'origine des réussites les plus rares de nos lettres, voilà qui non seulement éclairait notre matérialisme et l'illustrait, mais encore, par son mystère même, nous rendait du mystère des lettres un compte plus rigoureux. Verlaine, Poe ou Baudelaire, tous les poètes y passaient : Œdipes au petit pied (si l'on peut dire). Certes, le docteur Laforgue nous irritait souvent : quand il expliquait par des *mères* toutes les *mers*, *La vie antérieure* par l'existence intra-utérine, ou qu'agacer le bec d'un albatros c'est, de toute évidence, chatouiller le pénis de Baudelaire. Pour ceux qui, comme moi, sortaient de la Sorbonne des Michaut ou des Baldensperger, la critique freudienne gardait au moins ce mérite de prolonger Sainte-Beuve, de pousser (au noir) ses « portraits », ramenant vers la personne et les dons de l'écrivain une attention que nos bons maîtres dévoyaient vers n'importe quoi (actes de naissance, amourettes ou coucheries) pourvu que ce ne fût pas vers l'œuvre en tant qu'œuvre et son auteur en tant que tel. Et puis, André Gide, si puissant sur nous, ne confirmait-il pas la thèse freudienne? Si l'œuvre seule vaut dont l'auteur a failli crever, la « sublimation » devient la clé de l'esthétique.

Pouvions-nous néanmoins oublier ce que l'enseignement sorbonnard nous avait apporté de bon? Était-il judicieux de ne considérer, dans un poème, que ce qui l'apparente aux pollutions nocturnes? d'en retrancher tout ce qui ne trahirait pas les obsessions, névroses et psychoses du créateur? de ne rattacher l'œuvre à son auteur (devenu son *géniteur*) que pour l'arracher à son temps et à l'histoire? Aux biographies externes, anecdotiques, à quoi se complaisaient les universitaires, et qui n'avouaient, entre un auteur et ses écrits, que des relations plutôt rares et bénignes, les médecins-psychiatres pouvaient bien substituer de cruelles études qui décelaient, de l'un aux autres, des rapports clandestins, répétés et coupables : nous les sentions trop disposés à soigner en tout romancier le mythomane et, par un vigoureux traitement hormonal, à guérir de la poésie tous les poètes. La Sorbonne acceptait du moins le *phénomène* littéraire, lequel, pour le freudien, devient un *monstre* littéraire. Et, soudain, nous la jugions moins mal. Et puis, si tous les poètes ont désiré leur maman, vécu dans l'angoisse ou l'impuissance charnelles, reste que la *Divine Comédie* n'est pas tout à fait *Les*

Chimères, et que quelque chose, en chacun d'eux, échappe à la psychanalyse. Freud explique peut-être un peu moins mal que d'autres la formation de *tous* les peintres, de *tous* les musiciens, de *tous* les écrivains. Incapable de justifier *ce* peintre-ci ou *ce* poème, il me laisse en plan devant un résidu : l'essentiel. La Sorbonne acceptait du moins l'explication des textes, des structures, des phrases. Et soudain, nous la jugions extrêmement intelligente. Moins que Marx.

Marx corrigeait les abus et redressait les torts des freudiens. Ceux-ci ne rendaient l'œuvre à l'homme que pour la donner aux faiblesses de la chair; Marx rendait l'œuvre à la société : c'était la classe, non plus la thyroïde, l'histoire, non plus l'anecdote, qui, dans l'homme, formaient l'œuvre. A l'inconscient (individuel ou collectif) se substituait la conscience de classe. Au lieu des organes génito-urinaires, c'était la tête qui fabriquait de subtiles pensées. Une tête de capitaliste ou de prolétaire. Mais une tête. La Sorbonne, il faut en convenir, parlait plus volontiers de la tête que de l'anus. Mais sans passion. Rien n'était plus ennuyeux que, vue par Michaut, la tête de Musset, ou celle de Pascal. S'il reprenait les idées de Mme de Staël sur la littérature, celles mêmes que devait banaliser l'enseignement officiel de nos universités, Marx les intégrait dans son système et du coup leur donnait le mordant des fureurs partisanes, la séduction de l'injustice. Le poème n'était plus un cancer à opérer; c'était, tout simplement, une ruse à déjouer, une ruse *de classe*. Marx n'était d'ailleurs pas si bête que le font ses épigones; il avait le goût bon et se délectait de Balzac, qui se portait champion du trône et de l'autel. Il ne prétendait pas imposer aux artistes les canons de son esthétique. Il répétait volontiers que les poètes sont d'étranges bêtes, qu'il faut surtout laisser en paix. A chercher dans les lettres les vestiges ou les déguisements de la conscience *de classe*, Marx risquait pourtant d'oublier l'objet de la littérature : fabriquer des œuvres belles. (Et puis, si toute idée *reflète* un moment de la lutte de classe, cette idée même est un *reflet* d'un de ces moments : sous l'influence de la machine à vapeur et des industries naissantes, une opposition évidente dresse l'un contre l'autre le prolétaire et le capitaliste. Dans l'ivresse de cette découverte, il est naturel que Marx en exagère les effets qui, bien entendu, ne sont pas nuls).

J'ai dit que je savais selon quels préjugés je ne jugerais pas. Tenté par l'histoire littéraire, le freudisme, le marxisme en tant que systèmes, il m'a fallu les répudier tous trois en tant que tels, quitte

à retenir, de chacun, ce qui me paraissait utilisable. Qu'il existe entre les glandes endocrines, les traumatismes psychiques, la vie sexuelle et ses aberrations d'une part, le poème d'autre part (ou la prose), de graves relations, et qui demeurent en grande partie mystérieuses, nous l'admettons désormais. Freudien avant la lettre, Balzac disait (à peu près) : une femme foutue, un livre foutu. Cela ne va pas très loin Marx ne va pas beaucoup plus loin; il a pourtant raison d'enseigner que la conscience de classe commande plus d'un écrit : les pins et les propriétés des Landes, qui jouent un si grand rôle dans les romans de Mauriac, n'en jouent pas un moins grand dans les éditoriaux qu'il donne au *Figaro*. Si Paul Claudel ne possédait tant d'actions de la grosse industrie, défendrait-il avec tant de vigueur, dans le même *Figaro*, les agissements et les prétentions du grand capitalisme? Oui, mais Mauriac écrit *Le Nœud de Vipères*, et Claudel *Le Soulier de Satin*. Pas plus que l'histoire littéraire, la conscience de classe n'explique ce qui, dans *Le Soulier de Satin*, n'est pas *Le Nœud de Vipères.*

Une critique qui s'efforcerait de combiner les trois méthodes, ou plutôt les trois doctrines, voilà qui pouvait nous conquérir et nous conquit. Mes premiers essais ne constituaient que cet effort, si maladroit à vrai dire qu'il produisit plutôt une macédoine qu'une synthèse. De sorte que celui dont j'estime le plus le jugement m'écrivit un jour ce billet : « Vous voulez écrire, mettons pour *Commune* et pour la *nrf*; et vous écrivez comme pour *Le Figaro.* »

*
* *

Il y a de cela douze ans. Je composais alors un roman, mon premier roman. Malraux accepta d'en lire le début. Quand il me rendit mon ébauche, ce fut pour suggérer de faire sauter les premières pages, de condenser en un seul les chapitres deux et trois. Injures en moins, je reconnus les conseils que ma mère prodiguait à ses apprenties : « Etes-vous empotée, non, alors! Vous ne voyez pas que cette passe est trop étroite par devant? Qui m'a fichu un nœud pareil, espèce de tête de mule? » J'écoutai Malraux, m'en trouvai bien. Jean Paulhan connut ce début remanié. Il y releva des fautes de goût et de langue. Plus tard, il refusa (avec quelle véhémence!) la seule idée du dénouement que j'avais alors choisi. J'en imaginai donc un autre qu'il jugea moins mauvais. Le livre achevé, Yassu Gauclère en relut le manuscrit, me signala une page manquée, la récrivit.

Quand ce roman sortit des presses, le début était de Malraux, la fin de Paulhan, une page de Yassu Gauclère. Je m'attribuai le tout et le signai. Mais je revisai mon idée de la critique. Compiler des gloses d'histoire, de botanique ou de géographie, déceler sur *La Jeune Parque* des traces de sperme et d'excréments, ou bien ne voir en elle que l'incarnation du malthusianisme bourgeois et l'expression du capitalisme monopolisateur au cours ruineux de sa phase descendante, je comprenais maintenant que ces méthodes, capables à la rigueur d'éclairer tel ou tel aspect de la matière d'un livre, négligeaient à peu près d'en apprécier la manière. Je comprenais enfin que la seule critique qui compte est bien celle du détail.

Maître enfin de ce que je crus la recette des recettes, je me formulai donc les éléments de *ma* rhétorique future et m'y soumis, (bien décidé à y soumettre autrui). Peu s'en fallut que, pour réagir contre un laisser-aller chaque jour plus débraillé, je n'accordasse d'emblée le premier rang à la grammaire. *Malgré que* me gênait. J'aurais volontiers donné dans ne-dites-pas-mais-dites, et les chroniques de Lancelot. J'observai toutefois qu'on ne pouvait ni proscrire *par contre* si la France entière en consacre l'usage, ni parler d'*heureux* succès (ou *déplorable*) quand tous les braves gens ignorent que *succès* dérive d'un mot latin qui signifie, bonne ou mauvaise, l'issue, la conséquence. Bref l'histoire de la langue tempéra la philologie; le formalisme reconnut la vie des formes. Simplicité, clarté, précision, concision, autant de qualités requises de la langue, et déjà plus subtiles que la seule correction : car il y a Voltaire, et Descartes. Je voyais bien que l'écrivain gagne à disposer sur sa table, à côté de son encrier, des clés, des billes, un tournevis, deux ou trois fleurs, et que la phrase est d'autant meilleure que les noms concrets, les verbes aux modes personnels l'emportent par le nombre sur les substantifs abstraits, les adjectifs et les adverbes; je voulais aussi qu'il ajoutât à ses clés, à ses billes, à ses plumes, la liste complète (exhaustive!) des pronoms relatifs, simples et composés, des conjonctions et locutions conjonctives de subordination : car un artisan du langage doit savoir employer chacun de ses outils.

(A peine me targuais-je de cette certitude, telle phrase de Proust, toute succulente d'adjectifs, telle histoire de Steinbeck, où le tragique naît de la pauvreté volontaire d'un style composé de propositions presque toutes indépendantes, faisaient devant moi-même appel de mon jugement.)

Et si j'en venais au rythme, à l'euphonie, quelles difficultés! Une

syllabe en trop, quelques dentales en excès, et la phrase ne vaut rien. Quelle loi définirait à la fois la période oratoire, celle de Bossuet, Chateaubriand, Breton, et la phrase de Léautaud, rythmée pourtant, harmonieuse pourtant, si fort que Léautaud méprise la cadence, et l'euphonie?

(Je la tenais, ma loi, qui tenait compte à la fois du rythme cardiaque, de la capacité thoracique moyenne, des rapports entre sons, voyelles et bruits consonantiques, de la propriété des occlusives dentales dures, et gutturales, etc..., lorsque, d'une seule phrase, que je sentais juste elle aussi, Sainte-Beuve me défrisait : « Un membre de l'Académie française écrit comme on doit écrire. Un homme d'esprit écrit comme il écrit ». Sur quoi Poe renchérissait, lui que je présumais mon allié, pour ses minutieuses analyses des mètres poétiques : « Désigner avec trop de détails les mérites d'une œuvre d'art, c'est admettre qu'ils *ne sont pas* tout à fait des mérites.»)

Même difficultés avec la composition. Est-ce l'habitude invétérée des dissertations en trois points, des leçons, des conférences, est-ce plutôt souvenir des *sermons* de Bossuet, ou des *Karamazov*, j'aime les œuvres ordonnées. Avec quel battement de cœur jeune encore je lus et relus *la philosophie de la composition !* « Tout plan digne de ce nom doit avoir été élaboré jusqu'en son *dénouement* avant que la plume en fixe aucun détail. C'est seulement en considérant toujours le dénouement que nous pourrons assurer à un plan cette indispensable atmosphère de logique, de causalité, obtenue en faisant que tous les incidents et surtout le ton général ne cessent jamais de tendre au développement de l'intention ». Beauté, splendeur de l'ordre, me répétaient les *Ménechmes* de Plaute, dont chaque scène, en même temps qu'elle divertit, progresse sans faillir vers la fin préméditée. Beauté, splendeur de l'ordre, chantaient aussi les colonnes de Valéry. Jusqu'au désordre ou je voyais sombrer, sous prétexte d'affranchissement, une part importante des lettres contemporaines, tout me chantait (me chante encore) : splendeur de l'ordre.

(Mais qu'il me gênait, ce Cocteau, qui prescrit à l'écrivain de jeter au hasard la première phrase d'un livre et d'enchaîner, de phrase en phrase, disons *Les Enfants Terribles*; car j'aime *Les Enfants Terribles*. Et le plan de Proust, le fameux plan rosacé? Comment y croire encore, après un examen des jeux d'épreuves? un plan très vague, oui. Mais « tous les incidents »? Alors?)

Pour résoudre ces cruelles antinomies, je pouvais recourir aux « genres », et ne m'en faisais pas faute. La lettre a d'autres lois que

le poème épique; le madrigal, que l'épigramme; le sermon, que le roman.

(Hélas, au moment même où je me proposais de restaurer les genres, ils tendaient tous à se confondre en un : une espèce de vague roman composé d'images cinématographiques, et rédigé en style parlé. Toutes les lettres, et ce roman lui-même, se ruant enfin au journalisme, surtout en Russie, et aux États-Unis.)

Faut-il donc tout aimer? L'esthétique est-elle impossible? J'allais le croire, quand j'entendais parler d'ouvrages *importants*. Je ne rougis pas de confesser que la cathédrale de Reims m'est sinon plus belle, du moins de plus de conséquence que le plus achevé des ciboires de son trésor; *Moby Dick*, sinon plus beau, du moins plus grave encore, plus important, que le parfait *Campanille*. Tout enfin devenait simple.

(Mais, pour l'historien de la littérature, l'importance d'une œuvre est égale à son influence sur les livres et les hommes. Moyennant quoi *La Nouvelle Héloïse* l'emporte sur *Les Liaisons*, *Hernani* sur *La Gazette du Village*. D'autres ne disent importantes que les œuvres écrites pour le peuple, sans examiner les deux sens de l'expression, évidents et contradictoires : en faveur du peuple, et c'est la pétition de Paul-Louis, vigneron, pour les villageois qu'un fâcheux roi voulait empêcher de danser; à l'intention du peuple, et c'est *Samedi-Soir*, *Le Crime d'une Sainte*, ou le sang qui souille la une. Or ceux qui n'apprécient que le livre écrit pour le peuple, ils condamnent *Samedi-Soir*, et lisent rarement les œuvres de Courier. A propos : la *Dîme Royale*, *Les aventures de Télémaque*, écrits pour le roi, pour le peuple, pouvais-je les dire *importants?*)

L'importance ne m'aidait pas mieux que la grammaire, ou Krafft-Ebing. J'essayai l'*engagement*, comme tout le monde. Nous sommes *engagés*, bien sûr. Nous sommes « dans le bain ». Qui le nie? Pascal écrivait : « Nous sommes embarqués. » Le meilleur écrivain serait donc le plus *engagé?* Peut-on dire : le plus *embarqué?*

L'embarras me fit réfléchir. On me dit que Voltaire est « engagé » : Calas, Sirven en pourraient témoigner. Les noirs témoigneraient pour l'engagement de Montesquieu, ou de Gide. Les Irlandais, pour celui de Swift. Je vois pourtant que Voltaire ne s'engage dans son siècle que pour s'être, une fois pour toutes, comme dégagé de sa chair. Tandis que le schizophrène, le paranoïaque, ou l'obsédé sexuel, lorsqu'ils écrivent bien, avec quel sérieux les voilà qui s'embarquent! Sade alors, et *L'Immaculée Conception* deviennent les classiques de

ce nouvel engagement, avec Amiel. Ou bien réserverons-nous la gloire de l'engagement à ceux — Pascal, Gide, Kafka, Baudelaire, Montaigne — qui, pris à la fois par leur corps de chair et par leur corps social, assument le tout de l'humain? Nullement, protestent les partisans. Celui-là seul est engagé qui lie son destin à celui d'un dogme, et d'une Église: qui participe activement à préparer le grand soir : condamnant Mallarmé, Valéry, les *Illuminations*, etc...

(Diable! pour comble, voici paraître le premier des *Cahiers de la Pléiade*, qui ne veulent que « recueillir divers textes curieux, modestes, et apparemment inutiles que les autres revues ou périodiques, tout occupés de leurs projets grands et nobles, risquent de négliger ». Curieux en vérité, le texte où René Daumal décrit ses duels avec la mort, son *expérience* d'un au-delà, et sa vision du cercle infini qui en tous lieux son centre lance — curieux, et grand, et noble, et peut-être plus *engagé* que Sade même. Comme si nul, si vivement qu'il se dégageât de ce qui occupe les hommes, ne pouvait qu'il ne fût, en effet, embarqué. L'engagement est donc un fait, le fait de l'homme; la condition humaine. Or la critique porte des jugements, non de fait, mais de valeur...

***

Je croyais savoir selon quels préjugés je ne jugerais pas. Et voilà que je ne puis me prononcer si j'omets cette histoire littéraire, ce freudisme, ce marxisme, dont je prétendais me garder. J'espérais savoir selon quels pré-jugés je me prononcerais. Et voici qu'il n'en subsiste aucun dont je sois sûr. Je finis donc par supposer que la critique met en jeu *toutes* les ressources de l'esprit, et des sens: informée, sans pédantisme; dogmatique, mais libertaire; passionnée, mais réfléchie, je la vois tempérer, par l'arbitraire des affinités, l'excellente rigueur des principes qu'elle s'est donnés. Sartre parlait un jour de critique « totalitaire », signifiant cette critique précisément qu'eussent condamnée les pays totalitaires. Une critique où tout l'homme s'exprime en toute liberté sur toute l'œuvre qu'il doit juger. Ce fut toujours le métier du critique, et sa fonction sociale. J'ajouterai ceci : tout critique est faillible. Je le suis un peu plus que tous.

ETIEMBLE.

WILLIAM FAULKNER, UN TÉMOIN

(A PROPOS DE *Pylone*).

Un romancier cherche toujours à imposer au lecteur la façon dont il voit les choses et les gens. Si le roman est réussi, le lecteur ne se rend pas compte qu'on peut les voir autrement; il est plongé dans un univers qui, si étranger soit-il, devient pour un temps la vérité de son monde quotidien. S'il ne l'est pas, un décalage se produit entre ce qui est visé par le romancier et l'expression qu'il en donne; cette dernière n'est plus qu'une entre d'autres et l'on se dit : « C'est de la littérature. » Mais alors, le roman raté, parce qu'il se définit par un décalage entre la « manière » de l'auteur et ce qu'elle vise sans plus l'atteindre, peut être plus facilement significatif qu'un roman réussi d'un même grand écrivain. En cela réside peut-être le plus grand intérêt de *Pylone* qui n'est certainement pas ce que Faulkner a fait de mieux, mais dont le caractère « faulknérien » est si évident qu'il est plus commode d'analyser à son propos ce qui ailleurs — dans *Sanctuaire*, dans *Lumière d'août* — s'impose à nous comme une vision naturelle.

***

Les histoires que raconte Faulkner sont dominées par une opposition constante et indépassable : celle du présent et du passé. A vrai dire, parler d'opposition n'est pas très juste : il est normal qu'ils s'opposent, la solution commune consiste à l'accepter; Faulkner refuse au contraire de maintenir en face ou à la suite l'un de l'autre le passé et le présent avec leurs caractères propres. L'un d'eux — c'est le passé — l'emporte toujours. Qu'on songe à *Lumière d'août* où le présent du héros, au fur et à mesure qu'il surgit, est dévoré par son passé; qu'on songe à *Le bruit et la fureur* et par exemple au mono-

logue de Quentin. Le passé est vraiment pour Faulkner la dimension essentielle du temps.

Pylone ne contrevient pas à la règle. Au contraire, il l'observe si scrupuleusement que le caractère outrancier de la vision faulknérienne risque d'apparaître : à ne voir dans la temporalité que le passé, le temps lui-même n'est plus. L'histoire ne se déroule pas, elle forme un bloc. L'intrigue de *Pylone* couvre d'ailleurs un court laps de temps : quatre jours. Mais ces quatre journées sont d'un seul tenant : on ne sait plus à quel moment l'on est, parce qu'il n'y a plus de moments individualisés. Sans doute arrive-t-il quelque chose pendant ce temps, mais tout se passe comme en rêve. Or, ce n'est pas pour rien qu'on parle couramment de « lambeaux de rêve » : on rêve par morceaux entiers, indécomposables. Dans une image onirique, tout est donné à la fois et ici il ne faut pas penser seulement à la « condensation » freudienne : les images de rêve sont souvent comme ces photos de famille où l'on voit ensemble, sans pourtant aucune nécessité convaincante, le grand-père et le petit-fils et tous les cousins. C'est un peu ce qui se passe dans *Pylone* : rien ne se succède, tout fait tout de suite « morceau », et les morceaux mis bouts à bouts ne constituent pas une histoire avec un sens de parcours bien net : chaque scène donne une impression de déjà vécu et, par là même, de vécu par avance, car si l'on croit avoir vécu ce qu'on vit et qu'on le croit à tort, c'est qu'au contraire on vit déjà ce qu'on revivra. Cette impression vient de ce que les scènes portent en elles-mêmes le principe de leur répétition : elles sont interchangeables. Les deux hommes et la femme sont chez le reporter; est-ce la première nuit? la deuxième? et même y a-t-il eu deux nuits? On ne sait plus. L'accident du premier jour préfigure celui du dernier. Enfin le décor matériel et surtout sonore (les bruits de la foule, la voix dans le haut-parleur) reste singulièrement immuable : c'est lui qui, dans sa solidité, est — beaucoup plus qu'un temps fluide et coulant qu'on ne trouve pour ainsi dire jamais chez Faulkner — l'élément de l'histoire.

Ce décor absorbe tout ce qui arrive; on voit la femme, l'aviateur, le parachutiste comme on voit des objets. La moindre action se fond aussitôt dans le milieu où elle se produit et son énoncé ne fait qu'un avec la description de ce dernier. On en trouve un exemple dès la première page du livre : « Il pénétra dans le magasin, au sourd et rapide crissement de ses semelles de caoutchouc sur le trottoir, sur le rebord d'acier du seuil, puis sur le dallage de ce muséum aux cages

de verre éclairées par une lumière immatérielle couleur de jour, qui donnait aux chapeaux, aux cravates, aux chemises, aux boucles de ceinture, aux boutons de manchettes, aux pipes en forme de golf, aux accessoires de beuverie en forme de bottes et d'oiseaux de basse-cour, aux colifichets en forme de mors et d'éperons, que l'on porte aux cravates et aux chaînes de montre, l'aspect de spécimens biologiques plongés dans un liquide conservateur et incorruptible avant d'avoir jamais reçu le souffle de vie. »

Le temps se referme sur ce qui vient de se passer : « ... il vit en pensée l'inexplicable et décroissante frénésie des dernières vingt-quatre heures, ayant refermé son cercle, devenir un tout cohérent et positif déjà sur le point de disparaître, comme la trace humide que laisse sur le comptoir un verre qu'on enlève ».

Cette temporalité figée s'exprime dans la longueur souvent extrême des phrases : une série d'actes, un ensemble de choses s'y ramassent. La solidification quasi immédiate du présent, des gestes accomplis et même des êtres se manifeste aussi dans le style : tout devient chose et une chose s'exprime dans une énumération de qualités, qui elles-mêmes donnent lieu à des comparaisons.

En fin de compte, cette négation du temps, cette volonté de montrer l'illusion de son écoulement ou son aspect dérisoire, conduit Faulkner à une sorte d'« écriture artiste », à un certain abus de phrases compliquées, à des comparaisons recherchées : « une ligne silhouettée de glaces arrière ovales encadrant les têtes immobiles, dont les yeux, en même temps que les phares, contemplaient avec une immuable et silencieuse patience, la scène sur laquelle ils n'avaient pas même conscience qu'il ne se passait rien, que la drague était maintenant figée dans l'inaction, reliée comme par un cordon ombilical d'acier, non à un désastre, mais à la mère originelle et oublieuse de tous les vivants, et aussi de toutes les épaves ».

Bien entendu, ce qu'on vient de dire ne peut être poussé à bout : à la limite en effet il n'y aurait plus de roman, plus d'histoire à raconter. Le meeting d'aviation finit avec la mort de Roger. Toutefois, c'est à peine si ce point final joue un rôle ordonnateur par rapport à ce qui l'a précédé : l'affaire est close, certes, mais elle n'est pas résolue et son sens global reste indivis entre les événements de ces quatre jours. Qu'est-ce que cette mort change en effet à la situation des uns et des autres ? Au fond, chaque personnage est si bien muré en lui-même, si dépourvu de rapports directs avec les autres, que la disparition de l'un ne change guère la situation de

l'autre. Roger mort, Laverne est toujours aussi inaccessible pour le reporter et ses rapports avec le parachutiste ne deviennent pas plus intimes.

Mais justement rien ne « devient » et la conception faulknérienne du passé se lie à une certaine psychologie, très visible également dans *Pylone*. C'est d'ailleurs bien normal : le passé d'un homme, c'est cet homme devenu chose, pétrifié sans retour; aussi l'opposition passé-présent doit-elle également se montrer entre l'existence consciente de celui qui veut vivre son présent (en vain, selon Faulkner) et l'existence pétrifiée de celui qui colle sans s'en rendre compte à un rôle défini une fois pour toutes, — opposition dramatique de personnages distincts ou contradiction psychologique au sein d'un même héros.

Cette pétrification est tantôt comme un repos à peine ressenti : le reporter par exemple se trouve, par moments, paisiblement absorbé dans une activité automatique ou dans une attente sans but. Le plus souvent, elle est comme une dégradation qu'il essaie fébrilement de fuir, qu'il peut d'ailleurs éviter, mais qui reste toujours imminente. Cependant si, quand il en sent l'approche en soi-même, il peut la craindre comme on craint une noyade et si en tous cas elle est dépourvue de toute dignité particulière, quand au contraire elle est l'apanage d'autrui — tout simplement parce qu'autrui lui apparaît de l'extérieur, dans les limites d'une individualité qui semble solidement déterminée — elle devient un état enviable et mystérieux et qu'il croit inaccessible. Ainsi le pilote, la femme et même le parachutiste apparaissent au reporter comme des êtres d'exception, fascinants comme s'ils étaient faits d'une matière précieuse. En face de leur existence quasi intemporelle, qu'aucune éclaboussure ne peut ternir, sa conscience inquiète semble au reporter une infériorité si décisive qu'il n'imagine rien d'autre à faire que d'aider, en vain d'ailleurs, ces êtres d'exception.

Sans doute, cette opposition n'est-elle qu'illusoire : la conscience de Laverne ou de Roger est aussi trouble que celle du reporter, leur morne acceptation d'un destin banal est aussi dérisoire que l'ivresse où se perd leur naïf admirateur. Mais dire cela, c'est sortir du livre, se placer au point de vue du juge; Faulkner, qui conçoit le rôle du romancier comme celui d'un témoin, ne songe pas à le faire. En outre, si l'opposition est illusoire, l'illusion, elle, reste irrémédiable. Déjà dans *Lumière d'août* le destin tragique de Christmas reposait en fin de compte sur un racontar et un doute de

vieille femme et dans *Sanctuaire* la sottise des protagonistes était le moteur de l'action.

Ainsi, nous avons d'un côté des personnages dont on ne peut pas dire qu'ils agissent, qu'ils se meuvent. Ils collent à leur rôle, ils sont tout simplement, ils semblent se suffire à eux-mêmes, caractérisés comme des choses, sans inquiétude et presque sans conscience. De l'autre, le reporter qui est seulement celui qui les regarde, les admire. Il est sans particularités, sans existence déterminable; ce n'est pas pour rien qu'il n'a pas de nom, qu'il n'est qu'un « reporter », que son apparence physique est celle d'un fantôme. non pas tant inquiétant qu'évanescent. Et pourtant son rôle est capital, ce n'est pas par hasard non plus que toute l'histoire n'est vue qu'à travers lui : sans lui, pas de roman possible. Il ne lui arrive rien en propre, tout arrive aux autres, mais c'est quand même pour et par lui que tout arrive (que ce soit lui qui procure à Roger l'avion sur lequel ce dernier se tuera est à la fois un fait indispensable dans le roman et le symbole évident de la conception faulknérienne du récit). Il est l'indispensable témoin sans lequel rien n'existe comme histoire. C'est donc de son point de vue que les événements peuvent être racontés. Pour Faulkner, il n'en est pas d'autre, puisque, dans *Pylone*, comme dans tous ses romans, il a récusé le point de vue du Dieu qui saurait de ses créatures ce qu'elles ignorent elles-mêmes.

Cette nécessité d'un témoin (on en retrouve dans tous les romans de Faulkner) se lie d'ailleurs dans *Pylone* à ce qu'il y a de romanesque — au sens ordinaire du mot — dans l'intrigue. Ce qui pousse le reporter à se faire ainsi le témoin du trio, c'est son amour pour la femme. Mais il ne demande rien de plus que de la suivre et de la voir. Certaines de ses fantaisies imaginatives sont même assez claires pour qu'on dise de cet amour que c'est un désir de voyeur. Ainsi, le contenu du roman et sa technique s'accordent parfaitement : la présence du reporter, qu'exige la technique, se trouve justifiée par le désir qu'on lui prête. Ce désir fait qu'il y a quelque chose à raconter; cette présence fait qu'on peut le raconter. Cette convergence satisfait enfin le puritanisme de Faulkner — auteur fasciné par ce qu'il réprouve — et son goût d'écrire. Ce ne sont pas là en effet deux attitudes contradictoires, dont l'une pousserait Faulkner à écrire et dont l'autre l'en éloignerait : la réprobation est inséparable de la fascination et est avec elle la condition même du roman. Faulkner écrivant n'est autre que le reporter qui se délecte

et se torture à imaginer les deux hommes se succédant auprès de la femme qu'il aime.

C'est également ce caractère de témoignage, que prennent toujours plus ou moins les œuvres de Faulkner, qui explique leur confusion apparente. En général, pour commenter un roman, on ne cherche pas à raconter l'intrigue, on s'efforce plutôt de dégager le « sujet ». Mais, dans le cas de Faulkner, cette distinction de l'histoire et de sa signification n'est, me semble-t-il, plus possible. Raconter ce qui se passe dans *Pylone* reste inutile, mais on ne saurait dire à quoi tend le récit sans avoir aussitôt le sentiment d'une inadéquation radicale. C'est que Faulkner, s'il entend donner à un événement sa pleine signification et toutes ses résonances psychologiques, ne veut cependant pas dépasser son existence particulière. D'où une curieuse impression : tout ce qui arrive paraît à la fois anodin et lourd de sens, contingent et nécessaire. C'est précisément là l'impression que l'on éprouve devant le récit incompréhensible et en même temps sincère du témoin qui, en justice, impatiente le magistrat au fond plus soucieux d'une reconstitution que d'un témoignage. Aussi ne faut-il pas aborder un tel roman avec le souci de tout comprendre à chaque instant, mais se laisser aller dans une histoire qui semble sans queue ni tête. Ce ne sont pas les paroles prononcées qui nous apprennent quelque chose dans un ordre logique, on n'est jamais « renseigné ». Faulkner veut seulement nous faire assister à quelque chose qui n'agit que par sa présence, et dont le sens est incommunicable abstraitement. Il nous y fait assister avec celui qui n'est lui-même qu'un assistant, ce « reporter » dont la présence est parfaitement révélatrice de l'esthétique faulknérienne.

***

De cette esthétique, on peut, bien entendu, penser ce que l'on veut. Ce n'est pas à cause d'elle que *Pylone* peut être critiqué. D'où vient donc l'impression ambiguë que laisse cette œuvre? Où sont ses défauts?

Or, à proprement parler, ce roman n'en a pas. Parler de défauts peut en effet signifier deux choses :

— Ou bien que *Pylone* se situe dans une perspective toute différente de celle des autres romans du même auteur et qu'alors les procédés de ce dernier ne sont plus du tout adaptés. Mais précisé-

ment tous les commentaires précédents tendent à montrer le contraire.

— Ou bien que *Pylone* fait ressortir des défauts qui seraient en germe dans les autres romans; ces derniers, réussis, les cacheraient. Mais ce n'est pas non plus le cas : *Pylone* n'accentue pas des caractères déjà décelables dans *Sanctuaire;* la technique, le mode de vision, la facture du récit restent identiques. C'est le même écrivain et c'est la même œuvre. Seulement, *Pylone* est comme l'envers des autres romans de Faulkner, leur négatif, et c'est pourquoi on y voit mieux les soubassements d'un art qui reste pourtant le même, dans celui-ci comme dans tous les autres.

En ce sens, *Pylone* est artificiel : c'est un exercice de virtuose et la virtuosité, c'est par définition ce qui ne peut convaincre.

Pylone peut donc paraître manqué non pas parce que Faulkner n'y serait plus fidèle à lui-même, mais, si l'on peut dire, parce qu'il l'est trop et que c'est à lui qu'on pense en le lisant plus qu'à ses héros et à leur monde. En somme, le témoin dépasse ici son témoignage et la fin du roman le montre bien : le seul personnage qui finalement émerge du récit de ces quatre journées, alors que tous les autres disparaissent, c'est : le reporter.

Jean Pouillon.

MORCEAUX CHOISIS

CONSIDÉRATIONS SUR LA GUERRE D'UN HISTORIEN AMÉRICAIN

On peut lire dans l'excellente Histoire des guerres *de Richard Cowper (New-York,* 1946) *le passage suivant :*

La grande guerre de 1914-1946 eut des commencements laborieux. A une brève période d'enthousiasme et de jovialité affectée — coupée par les protestations des pacifistes — succédèrent assez vite, dans la plupart des nations intéressées — Allemagne, Autriche, Hongrie et autres petits pays d'Europe — des mutineries, des grèves et autres mouvements désordonnés, puis de véritables révolutions : la russe ne fut pas la moins remarquée. Certains historiens dignes de foi prétendirent même en avoir observé une en France.

Je ne vois guère à quels historiens M. Cowper peut faire ici allusion. Le plus vraisemblable est qu'il s'agit de « la Révolution de 19 *» de M. André Chamson. M. Cowper poursuit :*

L'on négligea les productions de guerre; il se forma même divers organismes, tant nationaux qu'internationaux, dont la principale tâche consistait à empêcher le réveil des hostilités. Ces organismes ayant par la suite fait preuve de leur impuissance, la guerre put reprendre, dès 1939, avec une violence accrue. Chose digne de

remarque : elle ne souleva, dans cette nouvelle phase, que peu ou point de protestations. Les objecteurs de conscience ne se montraient guère, les pacifistes étaient la plupart devenus belliqueux. Des slogans tels que « Nous nous battons pour que nos enfants n'aient plus à se battre » ou « En avant pour la dernière des guerres !» qui avaient eu cours jusque-là, semblèrent soudain ridicules. Tout se passait enfin comme si la guerre, en se faisant plus atroce, s'était faite aussi plus naturelle, pour devenir enfin tout à fait acceptable.

***

A PROPOS DE CRITIQUE D'ART

Que peut-on reprocher, en gros, à la plupart des peintres modernes? C'est d'abord une certaine timidité devant les grands sujets, une confiance naïve dans les théories et les systèmes, un goût extrême de la démonstration, un abus de l'ornement. Le mieux qu'on puisse dire de Gris et de Léger — si l'on préfère, de Gischia et de Fougeron — c'est qu'ils sont de la suite (un peu dégénérée) des Primitifs plutôt que de Rembrandt, et de David plutôt que de Courbet. A l'inverse, c'est par une matière extrêmement travaillée, triturée — c'est précisément par un recommencement de la peinture à partir du matériau, avec toutes les aventures qui s'ensuivent ; hasards, coulées, rebondissement, signes magiques, que s'imposent, parmi les ancêtres, van Gogh ou Renoir, près de nous Braque, Soutine ou Rouault et, parmi les jeunes, Fautrier, Masson ou Dubuffet. Car la peinture a vite fait de tourner à la fadeur si elle ne repasse de temps en temps par son âge de pierre. C'est un âge qui a ses dangers.

Ce danger-ci tout au moins : c'est que le peintre de matière communique *peu ou mal avec son critique. On ne l'entend pas très bien. A vrai dire, il a commencé par ne pas s'entendre lui-même. Il ne part pas d'un modèle (qu'il lui suffirait de recopier), ni d'une épure (qu'il suffirait d'appliquer). Il accepte de courir sa chance à chaque instant : il compose avec les caprices de ses pâtes, avec les bavures et les rayures et si la toile a un grain trop gros il met du sable sur sa plage ; ainsi l'homme qui taille un serpent sur sa canne, s'il tombe sur un nœud du bois, prend le parti de gonfler le corps du serpent, comme s'il avait avalé un bœuf. Bref la toile (ou la canne) cesse d'être une simple* image *pour devenir un événement. Mais le critique, naturellement, n'est pas au courant de cette histoire. Il juge simplement que le bœuf est*

trop gros, ou le sable importun. Et sans doute il sent bien confusément que la matière a dû jouer là son rôle, et tenir sa place. Mais il estime que c'est une place un peu encombrante, puisqu'elle l'empêche de comprendre. Il est vexé. Il a grande envie de maltraiter cette matière. De l'injurier. De la traiter par exemple de sale matière. Et même de matière fécale. J'ai l'air de plaisanter. Pas du tout! Qu'on relise plutôt ce qui s'écrivait en 1850 *de Courbet, en* 1885 *de van Gogh; ce qu'écrivent aujourd'hui de Dubuffet des critiques d'art aussi avisés que Messieurs Delanglade : « Bouffonnerie, Miroirs à alouettes, complexe anal, exhibitionnisme, boue existentialiste du gâtisme initial »* (France au combat, 23 *mai* 1946.)

G. Besson : « Fond de poubelle, crasse et déchets » (Ce Soir, 25 *Mai*).

Max Gauthier : Charogne, dérèglement total, excentrique, anormal, abracadabrant, insoutenable (Gavroche, 23 *Mai*).

Henri Jeanson : Peinture sur tam-tam, excrément, vermine, déjections, cacaïsme » (Canard enchaîné, 15 *mai*).

René Huyghe : « Infantilisme, aliénation, parodie, gigantesque canulard » (Arts, 17 *Mai*).

Jean Texcier : « Pitre, charlatan, peint avec de la merde, joue au bébé, esthétisme du poil à gratter » (Gavroche, 30 *Mai*).

Renaud : « Scandale, démoralisation, nègre obscène, décrépitude » (Paroles Françaises, 18 *Mai*).

On me dira là-dessus, je le sais, que le point important en critique (comme en toute science) est d'avoir un langage bien fixé, et que le lecteur averti entend de nos jours sans peine, sous les mots de charogne, merde, boue, crasse *et les autres : peinture authentique, puissance, invention, noblesse — peinture tout court. Sans doute. Mais je persiste à croire que la critique d'art pourrait sans dommage changer un peu sa langue, et ses conventions.*

***

ENCORE LA LITTÉRATURE DIRIGÉE

Voici une bonne nouvelle pour nos lecteurs : M. Jean-Paul Vaillant, directeur de l'excellente revue la Grive, *ayant lu la* Jeunesse d'Elias *(dont je donnais ici-même, le mois dernier, quelques extraits) a aussitôt écrit un ouvrage entier sur le Docteur Cohen, qu'il appelle «un précurseur de l'existentialisme ». Je ne sais dans quelle mesure ce titre va sembler acceptable à Sartre : il n'aime pas beaucoup qu'on se mêle, à*

tort et à travers dit-il, d'existentialisme. Pourtant la thèse de M. Vaillant m'a paru ingénieuse et plausible.

Une autre bonne nouvelle, c'est qu'à la suite de ma première chronique, plusieurs éditeurs se sont disputé Pédonzigue. *Nous verrons bientôt en librairie l'épopée de M. Roger Rabiniaux.*

Mais j'en reviens à ce que je disais de la littérature dirigée : c'est que les Lettres n'auraient rien à craindre d'un communisme triomphant. On me fait observer là-contre qu'elles auraient tout à redouter d'un communisme militant et dissimulé qui leur interdirait, par exemple, sous prétexte de patriotisme, le désespoir, l'inquiétude métaphysique, le pessimisme, le goût des liqueurs fortes, l'amour absolu ; sous prétexte de démocratie, l'orgueil, le cynisme, le dédain de ses concitoyens ; sous prétexte d'antifascisme, l'éloge de la guerre et le goût de la violence. Et que resterait-il à l'écrivain?...

Il se peut. Mais grâce à Dieu ce n'est pas notre cas. Au demeurant, l'on voit trop qu'une telle prédication, si elle venait jamais à se produire, aurait vite fait de sombrer dans le ridicule.

FARFELADES

Je me suis toujours demandé pourquoi l'on impose aux enfants dans les écoles, la lecture d'œuvres admirables et consacrées, qu'il serait cent fois plus habile de leur laisser découvrir. Alors que des textes médiocres ou franchement mauvais — des pastiches, par exemple, de Racine, Corneille ou Victor Hugo — outre qu'ils leur donneraient de nos grands auteurs une idée bien plus précise — exerceraient heureusement leur esprit critique, leur goût de l'analyse et ce sentiment de supériorité qu'il est bon d'éveiller chez l'enfant, naturellement timide.

J'y reviendrai. Ces petites remarques n'ont rien à voir avec les textes

qui suivent, et que la revue a refusés le mois dernier. Pour moi, je les trouve émouvants.

Midi à quatorze heures

— Tu n'oseras pas, me dit-elle, tu n'oseras pas, ce n'est pas possible. Mais bon Dieu, qu'est-ce que j'ai fait pour avoir un homme comme ça.

Elle était étendue sur le plancher, pleurant, sans défense, la main grande ouverte comme je l'avais mise. Je posai le clou et donnai un grand coup de marteau. Elle poussa un hurlement terrible, les doigts se recroquevillèrent.

— A l'autre, dis-je.

Elle l'étendit d'elle-même.

— Vas-y, dit-elle, vas-y, fais ce que tu veux, tue-moi tout de suite, ce sera plus vite fait.

Vint le tour des pieds, et je lui repliai les jambes pour les poser bien à plat, un clou à chacune.

Voilà. J'étais debout devant elle, ricanant. Inutile... Elle n'y était plus. Je me couchai sur son corps.

Je la repris trois fois, enfin elle revint à elle :

— Pierre, dit-elle, va-t'en, va-t'en, je t'en prie va-t'en, je ne veux plus te voir.

Je sortis.

Un concours d'enlisement

J'ai dans la Manche trois hectares de sables mouvants sur lesquels j'organise des concours d'enlisement. Les lots, de l'ordre d'un million, ne sont pas à négliger. Dès la première tranche les concurrents ne manquèrent pas. « Le règlement est très simple, leur dis-je, le dernier à disparaître aura gagné. » Ils s'avancèrent et un à un furent pompés par les sables. Ceux qui se débattaient enfonçaient plus vite que les autres. La plupart, tout à coup pris d'angoisse et voyant qu'ils s'étaient engagés bien à la légère dans cette aventure, hurlaient qu'on vînt les dégager. Une à une les têtes s'enfoncèrent. Quelques bras tendus dépassaient encore. Puis plus rien. Seul un beau gars du Roussillon se maintenait à peu près à la hauteur des épaules, un large

sourire sur les lèvres : « Je crois que j'ai gagné », me cria-t-il avec un peu d'oppression.

De la piste de ciment où je me trouvais, je n'avais qu'à lancer la corde. Mais je calculai rapidement que mon million pourrait me servir à imaginer d'autres entreprises, qu'après tout j'étais le seul témoin de la victoire de ce garçon qui ne pouvait déjà plus assez tourner la tête, pour vérifier la place nette. De là où j'étais je lui fis de grands signes, comme pour lui expliquer qu'il avait encore un concurrent dans son dos. Je n'oublierai jamais le regard de haine qu'il me lança avant de disparaître.

Un jeu de cache-cache

Les vocations se sont considérablement réduites dans l'ensemble du monde catholique. La Chine est un des rares pays qui ait encore des prêtres. Le Pape en fait venir en Europe et c'est ainsi que nous, Normands, nous avons un Chinois pour nous rappeler la parole éternelle.

Le Chinois ne sait pas le français et ses sermons où le sens des mots ne distrait plus de la mimique, ont quelque chose de si prenant qu'on y court de toutes les paroisses voisines. La foi, qui visiblement remue cet homme, semble un spectacle si prodigieux à nos paysans cauchois, plus lourds à remuer que des bœufs, qu'ils viennent là comme au spectacle, se demandant sans doute à quel jeu de cache-cache peut bien se livrer ce bon Dieu auquel ils ont, eux, cessé de croire.

Les sources d'encre

La France est le seul pays à posséder des sources d'encre. Elle en exporte à l'étranger. On ne sait jamais, dit mon père, faisons percer un puits dans le jardin. Si jamais nous touchons la nappe, notre fortune est assurée. On enfonça tubes après tubes à l'aide d'un marteau-foreur : dix mètres, vingt-cinq mètres, cinquante, toujours rien. Là-dessus, mon père mourut, les biens furent dispersés, j'étais le cadet et seul me revint l'emplacement du puits. C'était ma dernière chance. Faute de moyens, je poursuivis moi-même les travaux, cinquante mètres, soixante, cent vingt-cinq : la vie passait. Quand, un beau soir de juin, un jet chaud m'aspergea le visage, c'était sans couleur, c'était comme de l'eau. Je n'en croyais pas mes yeux, m'être

donné tant de mal pour ça, non! J'en pleurais. Je vendis ma part au premier venu et j'entrai dans un couvent.

Quinze jours après dans tous les journaux du pays on annonçait en grandes manchettes la découverte d'une nappe d'encre sympathique. Il y en avait quatre en France et j'étais le seul à ne pas le savoir.

Le gros intestin

Je ne suis pas du tout comme on a bien voulu me le faire dire un partisan de la suppression du gros intestin. Que les animaux dépourvus de cet organe vivent beaucoup plus longtemps que le commun des mortels, cela ne signifie pas nécessairement que la race humaine doive orienter ses recherches de ce côté. Cependant, sous prétexte d'appendicite je viens de faire enlever deux mètres à celui de ma femme. Elle va bien. Elle vient d'avaler la moitié d'un poulet pour son petit déjeuner. La digestion allant plus vite, elle a faim beaucoup plus souvent. Je me demande bien qui va s'y retrouver. Sans doute une lueur s'est allumée dans ses yeux. Mais je n'arrive pas à me rendre compte si c'est celle de l'intelligence éternelle ou simplement celle de la faim perpétuelle.

Les cheveux fondants

Ma femme a de très beaux cheveux qui n'ont qu'un inconvénient : quand on les suce trop, ils fondent. Les siens sentent la réglisse l'hiver et la vanille l'été. Je ne peux pas me retenir d'y goûter. Heureusement ils poussent vite. Pendant la guerre on manquait de cachou, il a fallu gagner sa vie, on n'y a pas été par quatre chemins pour lui couper les cheveux en quatre. Les voilà qui repartent à nouveau, mais ils sont comme dénaturés, ils ont perdu tout parfum.

Je me console, je viens de trouver une autre source : à certain endroit de sa peau le miel affleure. Cela lui sort par les pores légèrement jaune et bon. Je ne peux pas me retenir d'y mettre ma langue. Mais par en dessous la peau se creuse, c'est comme si elle se vidait du dedans. Quand j'y vais un peu fort, elle s'endort. Me voilà pris entre ma gourmandise et sa vie. Lequel l'emportera? J'ai tellement faim d'elle.

Les femmes aveugles

Les hommes ont des yeux, mais toutes les femmes naissent aveugles. Une femme ne peut jamais être sûre que vous êtes bien son mari : la voix sans doute, le poids, l'odeur... Mais plus personne ne se sent responsable : elle ne pourra pas vous montrer du doigt, et comment lire dans ses yeux? Pourtant chaque homme a sa femme attitrée qu'il promène dans la rue, qu'il habille, qu'il lave, avec laquelle il dort, à laquelle il fait la cuisine, qu'il soigne comme un enfant, comme ses enfants. Homme d'intérieur, homme à tout faire, homme de chambre, homme de ménage, homme, hommes, hommes. Qu'une femme y voie, et personne ne s'avise de l'épouser, on la respecte, on la craint, on la mange des yeux, elle est reine. Son regard donne aux consciences un tel coup de fouet que la nation tout entière prise d'héroïsme, se paie le luxe de toutes les compétitions, se hausse aux plus vertigineux sommets. Mais cela n'arrive pas tous les siècles.

Portrait d'ancêtre : Henri Michaux

J'avais invité Henri Michaux à déjeuner et je ne pouvais pas décemment lui offrir du poulet. Sachant ses goûts, je m'étais procuré, non sans mal, un petit bébé de lait. Il était là sur la table comme un enfant Jésus dans sa crèche.

Les hors-d'œuvre passés, on m'apporta le couteau des grands jours.

— Je m'excuse, dis-je alors, mais je n'ai jamais découpé d'enfants. Je crois que vous avez fait un peu d'anatomie. Vous saurez sûrement vous y prendre mieux que moi.

— Tout cela est bien lointain, dit Henri Michaux, comme en s'excusant. Mais passez-moi vos instruments, je vais toujours essayer.

On mit l'enfant devant lui. Il prit un bras au poignet, l'écarta légèrement du corps et glissant le couteau sous l'aisselle, le détacha d'un coup net.

L'enfant qui dormait se réveilla et se mit à hurler.

— Comment! dit Henri Michaux, vous avez le sang-froid de me

servir des enfants vivants! Il jeta sa serviette par terre et sortit en claquant la porte.

Sa femme était restée.

— Excusez-le, dit-elle, il est un peu nerveux.

Visiblement elle attendait la suite.

A bientôt d'autres ancêtres. L'auteur de ces farfelades est M. Pierre Bettencourt (à Belle-Roche, par N.-D.-de-Gravenchon, Seine-Inférieure). Sauf erreur il ne s'est pas encore trouvé de revue pour publier un texte de lui. Ni d'éditeur; lui-même excepté : mais le succès n'a pas dû répondre à son attente : il vient d'abandonner l'édition pour le tissage. Il a tort.

MAAST.

CHRONIQUE DU MENTEUR

POUR UNE RÉNOVATION DES « TEMPS MODERNES »

Malgré les efforts du Menteur, il reste encore beaucoup à faire pour améliorer *les Temps Modernes*. Il est difficile de chiffrer la transformation que l'on devrait opérer. Il nous suffira de dire, en gros, qu'il faut perfectionner cette revue d'au moins cinquante mètres, comptés suivant les règles en vigueur dans l'armée, c'est-à-dire à partir d'une fourchette ou de quatre écarts probables.

La critique, art aisé, se doit d'être constructive; aussi nous ne nous bornerons pas à ces considérations, désobligeantes pour le gérant (entre autres) et pour le directeur. D'ailleurs, ce dernier s'en contrefout, car il est en train de passer des examens pour entrer au couvent des Ursulines de Florence, en qualité de chantre à trois ficelles.

1. Critique destructive de la formule actuelle.

1° *Point de vue physico-chimique.*

a) En premier lieu, le papier est dégoûtant. C'est un bas numéro d'Afnor (cela ne vous dit rien, mais les techniciens rougissent). Vous verrez ce qu'il deviendra dans cent cinquante ans. C'est la sorte de papier sur lequel les mites, les poux et autres névroptères de toute espèce se ruent dès qu'on a le dos tourné. Pour vous en convaincre, ouvrez le numéro 1, à la page 107. C'est à se taper le derrière sur un faitout moyenâgeux. Ravagée, la page 107! Mais passons. A reporter :

Amélioration du papier.

b) *La couverture :* couchée. Désagréable, formant des angles blessants et dangereux lorsqu'on la chiffonne, et puis

c) *Cette couleur :* opéra vaseux, est infecte. Ce n'est pas franc. Cela sent son aniline à des lieues. A reporter :

Modifications visuelles et tactiles de la couverture.

d) *Format* : trop grand pour mettre dans la poche, trop petit pour envelopper des choses. A moins d'entente avec les tailleurs pour augmenter les dimensions des poches;

Changer le format.

e) *Impression* : les caractères sont peu variés. Ou bien du romain, ou bien de l'italique; mais toujours un corps minuscule. Certains auteurs nécessitent pourtant des majuscules abondantes et distinguées. Passons l'éponge mais n'oublions pas de :

Modifier les corps.

f) *Illustrations :* carence pitoyable de;

Illustrations en couleurs indispensables.

2° *Point de vue néo-social.*

Eh bien, citoyens, c'est là le plus grave. Les colonnes, la colonne plutôt de cette revue n'est pas ouverte à tous, comme il se devrait. (Et puis, en plus, les collaborateurs sont très insuffisamment payés. Pratiquement, ils ne sont pas payés. Il faut dire à la gloire de Gaston Gallimard qu'il fait pourtant tout ce qu'il peut. Mais voilà!) En fait, si l'on veut écrire n'importe quoi, dans *les Temps Modernes*, on ne peut pas. Il faut du sérieux, du qui porte. De l'article de fond, du resucé, du concentré, du revendicatif. Du dénonciateur d'abus, de l'anti-tyrannique, du libre, du dégagé de tout. Du vent du large et du souffle d'air pur dans la géhenne d'ici-bas. Ce n'est pas assez. Place aux autres. Place aux gens qui croient encore à l'efficacité des méthodes non totalitaires et qui ne se bornent pas à dire : « C'est comme ça », mais proposent un remède : des canons, des prisons, des fusillades, de la guerre, du vivant, quoi! Citoyens! Assez de baratin! A reporter :

Suppression de l'esprit partisan des Temps Modernes *et création d'une caisse de secours pour les créateurs dudit.*

3° *Point de vue ontologique :*

Nous n'insisterons point, *les Temps Modernes* n'étant pas, en général, une revue philosophique : on regrette de ne plus y trouver

même un brin de métaphysique. Outre, depuis la mort du regretté Pie IX, cela manque un peu de Dieu. A reporter :

Esprit religieux à créer.

4° *Point de vue intellectuelo-littéraire.*

Pour donner une idée des améliorations que l'on pourrait envisager, signalons qu'en douze numéros il n'y a pas eu un seul article d'Henry de Montherlant,

pas un de Paul Claudel,
pas un de Marcel Arland,
pas un de Giono,
pas un de Malraux,
pas un d'Aragon;
pas une poésie d'Eluard;
pas une fresquimmense d'Emmanuel;
pas un romanfleuveaméricain;
pas une critiquelittéraireréguliérementpériodique;
Rien, quoi!
Ni rien de Thierry Maulnier.
Ni rien de Gabriel Marcel.
Ni rien d'inédit de Paul Valéry.
Et si peu de chose d'Astruc...

A reporter :

S'assurer la collaboration de vrais écrivains.

5° *Points de vue divers.*

Du point de vue médical, si l'on en excepte la chronique du Menteur, — malheureusement irrégulière — *les Temps Modernes* présentent de fort graves lacunes. Ils ne tiennent non plus aucun compte des conditions que doit remplir un organe visant, en principe, à traduire l'esprit de revendication collective des insulaires de la Cité. On n'y trouve également point trace d'informations ou de nouvelles fraîches. Les chroniques scientifiques sont peu fréquentes. Voire même rares. L'actualité militaire ne s'y trouve enregistrée nulle part. Sans vouloir concurrencer le *Phare de la Blanchisserie*, organe professionnel dont on ne dira jamais assez de bien, on peut enfin regretter que *les Temps Modernes* n'ouvrent pas leurs colonnes à ces gens estimables que sont notamment les blanchisseurs; et nous nous

garderons d'entrer dans le détail des autres corps de métier, car il ne faut pas se foutre de la figure du monde. A reporter :

Varier les sujets.

6° *Point de vue humain.*

Les Temps Modernes coûtent soixante balles et paraissent tous les mois. Ce qui fait soixante balles par mois. A reporter :

Faire des abonnements gratuits, afin que des gens lisent tout de même Les Temps Modernes.

2. Quelques propositions témoignant d'un louable esprit constructif.

Nous proposons en conséquence, et sans tenir compte, ou peu, des remarques ci-dessus, puisque destructives, les trois, par exemple, solutions suivantes :

Solution A.

1° Augmentation du format à celui d'un journal ordinaire.

2° Modification de la couverture : il y aura des petits dessins en couleurs racontant des aventures dans la jungle.

3° Réduction à 10 du nombre de pages, qui seront amovibles. (Cette solution permet de conserver la qualité actuelle du papier.)

4° Fixation du prix de vente à 10 francs.

5° Utilisation du garamond corps 24 et du gill désossé corps 6 pour la publicité.

6° Insertion de photos de pin-up girls. (Mais des bien, pas du tout-venant.)

7° Publication de quelques articles sur l'existentialisme, qui est, paraît-il, une nouvelle manière de s'habiller assez à la mode.

8° Collaboration de Magali et de Pierre Nézelof.

9° Photographies des lecteurs (d'eux et prises par eux, et concours).

10° Le titre devient, par exemple, *Robinson* ou le *Journal de Mickey.*

Solution B.

1° Adopter le format à l'italienne, pour les consoler de Tende et Brigue.

2° Faire des couvertures odorantes : pain brûlé, vomi, Cattleya de Renoir, chien mouillé, entrecuisse de nymphe, aisselles après

l'orage, seringa, seringue, mer, forêt de pins, Marie-Rose, Marie-Trifouille, Marie-Salope (analogue au vieux goudron à bateau).

3° Un tirage spécial sur rouleau hygiénique numéroté, pour lire aux cabinets.

4° Tirer sur papier bible un certain nombre d'exemplaires, à envoyer au Corps des Évêques de France.

5° Introduire le « Coin du boy-scout » et donner des modèles de jacquard.

6° Les dernières guérisons obtenues par l'entremise du bon Père Brottier.

7° Publier n'importe quoi sous le titre « La dictature lettriste ».

Solution C (la plus efficace à notre avis).

1° Porter à 190 pages la chronique du Menteur.

2° Conserver 2 pages pour le reste.

3° Publier le portrait des auteurs de chaque article avec commentaires oiseux.

4° Augmenter la polémique intérieure.

5° Garder le titre et la couverture, mais vendre sous emboîtage attrayant (s'inspirer de *Paris-Magazine*).

6° Vilipender Gallimard jusqu'à ce qu'il

7° Abandonne ses droits. Ensuite, tirer à 500.000 exemplaires et les vendre.

8° Se partager le fric.

Il y aurait beaucoup d'autres solutions. Nous en reparlerons l'année prochaine pour ne pas vous fatiguer l'entendement, si toutefois ça ne va pas mieux à ce moment-là.

Boris VIAN.

Imprimerie CHANTENAY, PARIS-6e — Octobre 1946
Dépôt légal : 4e *trim.* 1946

Le Gérant : Maurice MERLEAU-PONTY